



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

---

Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires  
(MCTDAT)

PROJET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CASAMANCE (PDEC)  
P175325  
-----

Rapport final  
ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE GENRE DU PDEC

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	1
MOTS CLES .....	3
RESUME EXECUTIF.....	4
INTRODUCTION.....	7
I. PRESENTATION DU PROJET .....	10
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE .....	12
III. DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS DE LA MISSION.....	13
IV. PERSONNES TOUCHÉES DANS LES COMMUNES D'INTERVENTION .....	18
IV.1. Nombre de personnes touchées par les enquêtes.....	18
IV.2. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe.....	18
IV.3. Répartition des enquêté-es selon l'âge .....	19
IV.4. Répartition des enquêté-es selon la commune .....	20
V. SITUATION SOCIO- ECONOMIQUE DES COMMUNES CIBLÉES.....	21
V.1. Communes ciblées dans la région de Kolda.....	22
V.2. Communes ciblées dans la région de Sédhiou .....	23
V.3. Communes ciblées dans la région de Ziguinchor.....	24
VI. CONTRAINTES ÉCONOMIQUES SELON LE SEXE .....	26
VI.1. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Ziguinchor.....	26
VI.2. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Sédhiou .....	29
VI.3. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Kolda.....	30
VII. IMPLICATION DES FEMMES DANS LES INSTANCES DE DÉCISION LOCALES.....	40
VIII. PERSONNES DÉPLACÉES ET RÉFUGIÉES DANS LES COMMUNES CIBLÉES .....	43
IX. BESOINS DES DIFFÉRENTS GROUPES-CIBLES.....	46
X. APPUIS SPÉCIFIQUES AUX 27 COMMUNES .....	51
XI. RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE .....	52
XII. ÉVALUATION DES INTERVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES SOUS LE PRISME GENRE .....	56
XIII. CARTOGRAPHIE DES PRINCIPALES INTERVENTIONS DANS LES ZONES CIBLEES .....	60
XIV. ANALYSE GENRE DU PDEC .....	68
XIV.1. Évaluation de la sensibilité genre des documents du projet .....	68
XIV.2. Budget du projet .....	71
XIV.3. Répartition du Personnel selon le sexe.....	71
XV. ANALYSE DES BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS .....	72
XV.1. Connaissance du genre par le personnel et les partenaires techniques.....	72
XV.2. Thématiques clés à privilégier par rapport au renforcement de connaissances du genre par le personnel .....	73
XVI. OPPORTUNITÉS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE.....	74
XVI.1. Au niveau institutionnel .....	74

XVI.2.	Au niveau stratégique.....	74
XVI.3.	Au niveau Opérationnel.....	74
XVII.	DÉFIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE .....	75
Défi 1 :	Développement des compétences en genre.....	75
Défi 2 :	Renforcement de la prise en compte du genre dans les cadres programmatiques du PDEC .....	76
Défis 3 :	Renforcement des questions de genre dans la gestion des Ressources Humaines et financiers.....	76
XVIII.	RECOMMANDATIONS .....	76
XIX.	STRATÉGIE GENRE .....	78
XIX.1.	Orientations de la Stratégie Genre.....	78
XIX.2.	Destinataires de la Stratégie Genre .....	78
XIX.3.	Principes directeurs de la Stratégie Genre.....	79
XIX.4.	Chaîne de résultats de la stratégie genre.....	80
XX.	CADRE DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE GENRE DU PDEC.....	96
XX.1.	Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie.....	96
XX.2.	Modalités et mécanismes de planification opérationnelle de l'exécution de la stratégie genre. ....	96
XX.3.	L'actualisation du plan d'action de la stratégie genre du PDEC.....	96
XX.4.	Des revues périodiques de l'exécution de la stratégie genre du PDEC.....	96
XX.5.	Le suivi de la stratégie genre.....	96
XX.6.	L'évaluation de la stratégie genre.....	97
XXI.	ANNEXES I (OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES) .....	97
XXI.1.	Guide d'entretien destiné à l'équipe du projet .....	97
XXI.2.	Guide d'entretien destiné à l'équipe du projet .....	99
XXI.3.	Guide d'entretien destiné aux OCB.....	99
XXI.4.	Questionnaires .....	100
XXI.5.	Exemple de Données relatives aux activités économiques selon le sexe dans les communes d'intervention .....	124
XXII.	Annexes II : Procès-verbaux des différentes des consultations avec les parties prenantes .....	127
XXII.1.	Base de données relative à la collecte (questionnaires individuels et collectifs) .....	127
XXII.2.	Echantillon d'entretiens qualitatifs .....	127

### **LISTE DES GRAPHIQUES**

<b>Graphique 1:</b>	Répartition des participants selon le type d'enquête et le sexe .....	16
<b>Graphique 2:</b>	Répartition des tranches d'âge des participants.....	17
<b>Graphique 3:</b>	Répartition des questionnaires individuels et collectifs selon la commune .....	17
<b>Graphique 4:</b>	Situation Économique Des Communes Ciblées.....	19
<b>Graphique 5 :</b>	Parité Femmes-Hommes parmi le personnel .....	69

### **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1:	Liste des 27 communes ciblées dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda .....	15
Tableau 2:	Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Ziguinchor .....	23
Tableau 3:	Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Sédhiou .....	26
Tableau 4:	Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Kolda .....	27
Tableau 5:	Atouts dans les communes de la région de Ziguinchor.....	29

Tableau 6: Atouts dans les communes de la région de Kolda .....	35
Tableau 7: Atouts dans les communes de la région de Sédhiou .....	36
Tableau 8: Nombre de personnes déplacées pour les communes de Ziguinchor .....	40
Tableau 9: Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Ziguinchor.....	41
Tableau 10: Nombre de personnes déplacées pour les communes de Kolda.....	41
Tableau 11: Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Kolda.....	42
Tableau 12: Nombre de personnes déplacées pour les communes de Sédhiou.....	42
Tableau 13: Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Sédhiou .....	42
Tableau 14: Besoins des différents groupes dans les communes ciblées de la région de Ziguinchor .....	43
Tableau 15: Besoins des différents groupes dans les communes ciblées de la région de Kolda .....	45
Tableau 16: Besoins des différents groupes dans les communes ciblées de la région de Sédhiou .....	46
Tableau 17: Appuis spécifiques aux communes ciblées .....	48
Tableau 18: Recommandations pour une meilleure intégration du genre dans les PDC .....	55
Tableau 19: Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Kolda.....	57
Tableau 20: Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Ziguinchor.....	61
Tableau 21: Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Sédhiou.....	63
Tableau 22: La structure des résultats schématisée (Plan d'action).....	78

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>ANSD</b>	: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
<b>AOP</b>	: Objectifs de développement du projet
<b>BFEM</b>	: Brevet de Fin d'Études Moyens
<b>CPR</b>	: Cadre de Politique de Réinstallation
<b>CEDAF</b>	: Centre Départemental d'Assistance à la Femme et de Formation
<b>CEDEF</b>	: Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination envers les Femmes
<b>CICR</b>	: Comité International de la Croix Rouge
<b>CFEE</b>	: Certificat de Fin d'Études Élémentaires
<b>CFP</b>	: Centre de formation Professionnelle
<b>CGE</b>	: Comité de Gestion des Écoles
<b>CVD</b>	: Comité Villageois de Développement
<b>CIVD</b>	: Comité Inter-villageois de Développement
<b>CRETEF</b>	: Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin
<b>CRFP</b>	: Centre Régional de Formation Professionnelle
<b>CT</b>	: Collectivité Territoriale
<b>CTR</b>	: Comité Technique Régional
<b>CQ</b>	: Comité de Quartier
<b>EAS</b>	: Exploitation et Abus Sexuels
<b>EDS</b>	: Enquête Démographique et de Santé
<b>FAP</b>	: Futur au Présent
<b>FRA</b>	: Autorisation de fabrication et de mise en vente
<b>GEEP</b>	: Groupe pour l'Étude et l'Enseignement de la Population
<b>GPF</b>	: Groupement de Promotion Féminine
<b>HS</b>	: Harcèlement Sexuel
<b>ICP</b>	: Infirmier Chef de Poste
<b>OCB</b>	: Organisation Communautaire de Base
<b>ODD</b>	: Objectifs de Développement Durable
<b>ONG</b>	: Organisation non gouvernementale
<b>PADAER</b>	: Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural
<b>PDC</b>	: Plan de Développement communal
<b>PDEC</b>	: Projet de Développement Économique de la Casamance
<b>PPDC</b>	: Projet Pôle de Développement de la Casamance
<b>PROCASEF</b>	: Projet Cadastre et sécurisation Foncière au Sénégal
<b>PSE</b>	: Plan Sénégal Émergent

**SNEEG** : Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre Sénégal  
**SODAGRI** : Société de Développement agricole et industriel  
**SR** : Situation de Référence  
**UGP** : Unité de Gestion du Projet  
**UNFPA** : Fonds des Nations Unies pour la Population  
**VBG** : Violences Basées sur le Genre

## MOTS CLES

**Genre** : Le genre en tant que concept est relatif aux rapports construits socialement entre les hommes et les femmes. Il produit des rôles, des comportements et des attributs différenciés pour les hommes et les femmes. Le fait d'être un homme ou une femme peut s'imbriquer avec d'autres variables spécifiques telles que l'âge, la situation socio-économique, le handicap, etc. Le genre constitue un diviseur qui permet d'établir pour chaque sexe des comportements, des rôles et des responsabilités différenciés. Ces constructions différenciées engendrent des inégalités perceptibles dans les pratiques sociales quotidiennes et suivant plusieurs sphères (économique, politique, religieuse, morale, etc). L'approche genre constitue une démarche de correction de ces inégalités. Elle cible notamment les rapports entre les hommes et les femmes en tentant de répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes ainsi que les intérêts stratégiques de ces dernières. L'intégration de l'approche genre dans les projets de développement passe par une identification des différences de responsabilités entre hommes et femmes, des types de travaux exécutés, de l'accès/contrôle des ressources par les hommes et les femmes. Une telle intégration concerne toutes les grandes étapes d'un projet à savoir la préparation et l'identification, la conception/ formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

**Groupes vulnérables** : Groupes d'individus se trouvant dans des situations où ils sont fortement exposés à certains risques/incertitudes, tout en manquant de moyens d'actions pour s'en protéger. De tels risques peuvent être relatifs à l'accès aux ressources économiques, au handicap, à l'origine géographique, au niveau de vie, à l'âge et au sexe. Dans le cadre du PDEC, les catégories concernées sont principalement des individus exposés à un isolement social et économique tels que les déplacé-e-s, les réfugié-e-s, immigré-e-s rapatriés, etc.

**Egalité** : pose le principe selon lequel tous les êtres humains hommes ou femmes quelque soit l'âge, l'origine géographique, la religion, l'ethnie, le handicap, la situation matrimoniale, etc doivent être traités de la même manière, et disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs. Leurs droits, leurs responsabilités et leurs possibilités ne doivent pas dépendre du sexe.

**Équité** : L'équité renvoie au fait de donner à chacun ce dont il a besoin. Elle indique un traitement juste des personnes, en fonction de leurs besoins respectifs afin de combler un désavantage.

**Empowerment** : Le terme renvoie au renforcement de pouvoir de groupes susceptibles d'être discriminés en termes d'accès à la parole et à la reconnaissance sociale (par exemple les femmes, les déplacé-e-s, les réfugié-e-s, immigré-e-s rapatriés, etc.). L'empowerment met l'accent sur les capacités d'action et d'autonomisation des groupes concernés.

## RESUME EXECUTIF

### EN FRANCAIS

La présente stratégie est élaborée sur la base d'une analyse situationnelle des différentes communes d'intervention du projet, d'une identification des besoins des catégories sociales (jeunes, femmes, hommes, réfugié-e-s, déplacé-e-s, etc) et d'un diagnostic genre du projet. Ce travail en amont a permis de situer les atouts et les contraintes des zones d'intervention en matière d'égalité de genre avant de proposer des orientations de correction. Les résultats de l'étude ont permis de constater que le contexte socio culturel en Casamance est favorable à l'autonomisation économique des femmes avec une forte présence de celles-ci dans tous les secteurs porteurs : (maraichage, culture de riz, pêche huitre et autres produits halieutiques, production d'huile de palme, culture coton, pisciculture, recherche de bois, cueillette de noix de cajou, de fruits, commerce, fabrication/teinture de pagnes, de pots traditionnels, de savon, etc). Il est également noté une forte présence des femmes dans l'auto-emploi : celles-ci se regroupent souvent sous forme de coopératives qui ont parfois une expérience de travail avec les ONG dans le secteur agro sylvo pastoral (accompagnement, technicité, infrastructures, financements, formation en transformation de produits locaux, etc.). Aussi, les analyses montrent qu'elles sont des actrices importantes du développement économique de leurs localités avec des contributions considérables aux dépenses et au bien-être des ménages. Cependant, il est noté une faible implication des groupes vulnérables dans les activités productives et l'accès aux opportunités de développement socio-économique, un manque de diversification des activités économiques des femmes: par exemple elles ne peuvent pas faire d'autres métiers à cause de leur manque de qualification, un défaut d'accès à la terre et à l'eau (ce qui explique parfois l'exercice du maraichage au niveau des maisons), un manque de moyens financiers et matériels impactant sur la productivité au niveau du maraichage, une faible participation dans les instances décisionnelles. Également, les régions de Sédhiou, Kolda et Ziguinchor font encore face à des défis relatifs à la scolarisation<sup>1</sup>, l'accès des populations aux services de santé<sup>2</sup>, la

---

<sup>1</sup>Pour la région de Kolda par exemple l'éducation fait face à un problème d'infrastructures éducatives. En effet, elle compte une forte présence d'abris provisoires qui étaient, selon le Rapport national sur la Situation de l'Éducation de 2018 (RNSE-2018), au nombre de 521 dans la région de Kolda, soit 16,3% des salles de classe. En outre, en 2019 la région indique une forte déperdition scolaire avec un Taux brut de Scolarisation de 95,9% à l'élémentaire, 39,8% au moyen et 23,6% au secondaire.

<sup>2</sup>Pour la région de Kolda par exemple, l'effectif du personnel sanitaire n'indique pas une couverture satisfaisante des normes de l'OMS. En effet, la région de Kolda comptait, en 2019, un médecin pour 20 963 habitants, une sage-femme pour 1 552 femmes en âges de procréer et un infirmier pour 2 825 habitants pendant que l'OMS recommande 1 médecin pour 10 000 habitants, une sage-femme pour 300 femmes en âge de procréer et un infirmier pour 3 000 habitants (Source : situation sociale et économique régionale, 2019, Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Kolda)

résistance de pratiques culturelles néfastes<sup>3</sup> et aux grossesses précoces<sup>4</sup> Au regard de ces gaps à combler, cette stratégie qui permettra au PDEC d’orienter ses ressources financières et humaines vers une réduction des inégalités de genre dans les zones d’intervention ciblées tourne autour de deux grands axes stratégiques. Ces axes visent d’une part une montée en compétence genre de l’équipe du projet et de ses partenaires stratégiques et d’autre part une mise en œuvre au niveau des interventions du projet de mesures d’équité sociale et d’égalité entre les sexes. De telles mesures peuvent contribuer à améliorer l’inclusion et la puissance d’action des femmes et des groupes vulnérabilisés au niveau des systèmes productifs. Elles seront également des canaux de renforcement de l’inclusion des femmes et des communautés vulnérables comme les réfugié-e-s et les personnes déplacé-e-s dans la gouvernance locale via leur implication dans les instances de décision locales. La stratégie genre proposée met aussi un accent particulier sur la sensibilisation à la transformation durable auprès des leaders communautaires et autorités locales dans le but de soutenir la pleine participation des femmes et des groupes vulnérabilisés. La stratégie genre est assortie d’un plan d’action genre regroupant les principales actions à mener en vue de l’atteinte de l’objectif d’égalité de participation Femmes-Hommes dans les interventions du PDEC.

### **EN ANGLAIS**

This strategy is developed based on a situational analysis of the various intervention municipalities of the project, an identification of the needs of social categories (young people, women, men, refugees, displaced persons, etc.) and a gender diagnosis of the project. This upstream work made it possible to locate the strengths and constraints of the intervention areas in terms of gender equality before proposing corrective orientations. The study results showed that the socio-cultural context in Casamance is favourable to women's economic empowerment with a strong presence of women in all promising sectors: (market gardening, rice cultivation, oyster fishing and other fishery products, palm oil production, cotton cultivation, fish farming, wood research, cashew nut and fruit picking, trade, manufacture/ dyeing loincloths, traditional pots, soap, etc.). It is also noted that women are present in self-employment: they often group together in the form of cooperatives that sometimes have experience working with NGOs in the agro-sylvo-pastoral sector (support, technicality, infrastructure, financing, training in local product processing, etc.). Analyses also show that they are important stakeholders in the

---

<sup>3</sup> Les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor affichent respectivement des prévalences autour de 54%, 60% et 66% (Source : Rapport, Projet de Recherche sur les violences basées sur le genre, Groupe d’Etudes et de Recherches Genre et sociétés, Université Gaston Berger 2015)

<sup>4</sup> Sédhiou : 30%, Ziguinchor : 19% et Kolda : 9% (Source : Etude sur les grossesses précoces en milieu scolaire, UNFPA et GEEP, 2015)

economic development of their localities with significant contributions to household expenses and well-being. However, there is a low involvement of vulnerable groups in productive activities and access to socio-economic development opportunities, a lack of diversification of women's economic activities: for example, they cannot do other activities because of their lack of qualifications, lack of access to land and water (which is somehow the reason why they get into market gardening at household level), a lack of financial and material resources having an impact on the productivity in market gardening, low participation in decision-making bodies. Besides, the regions of Sédhiou, Kolda and Ziguinchor still face challenges related to schoolings<sup>5</sup>, access to health services<sup>6</sup>, resistance to harmful cultural practices<sup>7</sup> and early pregnancy.<sup>8</sup> In view of these gaps to be filled, this strategy, which will allow the PDEC to direct its financial and human resources towards reducing gender inequalities in the targeted intervention areas, turns around two major strategic axes. These axes aim on the one hand to increase the gender skills of the project team and its strategic partners and on the other hand to implement social equity and gender equality measures in the project interventions. Such measures can contribute to improving inclusion and empowerment of women and vulnerable groups in productive systems. They will also be channels for strengthening the inclusion of women and vulnerable communities such as refugees and displaced people in local governance through their involvement in local decision-making bodies. The proposed gender strategy also places particular emphasis on raising awareness on sustainable transformation among community leaders and local authorities in order to support the full participation of women and vulnerable groups. The gender strategy is accompanied by a gender action plan containing the main actions to be carried out in order to achieve the objective of equal participation between women and men in PDEC interventions.

---

<sup>5</sup>In Kolda region, for example, education sector faces a problem of educational infrastructure. Indeed, it has a strong presence of temporary shelters which were, according to the National Report on the State of Education of 2018 (RNSE-2018), 521 in Kolda region, or 16.3% of classrooms. In addition, in 2019 the region indicates a high school dropout rate with a gross enrolment rate of 95.9% at the elementary level, 39.8% in junior high school and 23.6% at the secondary school.

<sup>6</sup>In Kolda region, for example, the number of health personnel does not indicate satisfactory coverage of WHO standards. Indeed, in 2019, Kolda region had one medical doctor for 20,963 inhabitants, one midwife for 1,552 women of childbearing age and one nurse for 2,825 inhabitants, while WHO recommends 1 medical doctor per 10,000 inhabitants, one midwife for 300 women of childbearing age and one nurse for every 3,000 inhabitants (Source: regional social and economic situation, 2019, Kolda Regional Statistics and Demography Department)

<sup>7</sup>Kolda, Sédhiou and Ziguinchor regions show prevalences respectively around 54%, 60% and 66% (Source: Report, Research Project on Gender-Based Violence, Gender and Societies Study and Research Group, Gaston Berger University 2015)

<sup>8</sup>Sédhiou: 30%, Ziguinchor: 19% and Kolda: 9% (Source: Study on early school pregnancy, UNFPA and GEEP, 2015)

## INTRODUCTION

Le Sénégal s’inscrit dans les objectifs de réduction des inégalités entre hommes et femmes et d’autonomisation des femmes et des filles. Cette adhésion est matérialisée par des engagements au niveau national et une mise sur agenda du genre dans diverses instances et politiques publiques. Nous pouvons citer par exemple l’intégration du genre dans le Plan Sénégal Émergent (PSE) et la révision de la Stratégie Nationale pour l’Egalité et l’Equité de genre Sénégal (SNEEG, 2016-2026) aux options de celui-ci. Cet engagement en faveur de l’égalité entre les hommes et les femmes est légitimé dans un pays où les femmes représentent près de 51% de la population totale (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2013). En plus, elles occupent une place non négligeable dans la vie familiale, économique et sociale du pays. Le cadre légal au Sénégal offre des dispositions favorables aux filles et aux femmes : la constitution du Sénégal du 22 janvier 2001 affirme dans son préambule « son adhésion à la Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen de 1789 et à la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, la Convention sur l’Elimination de toutes les formes de Discrimination envers les Femmes (CEDEF), la Convention relative aux droits de l’enfant et la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples ». Les principes de non-discrimination et d’égalité entre l’homme et la femme sont réaffirmés dans les articles 1er et 7 de la constitution. Aussi, les articles 15, alinéa 2 et 19 de la constitution consacrent le droit de la femme d’accéder à la possession et à la propriété de la terre ; d’avoir un patrimoine propre et de gérer personnellement ses biens ; l’article 25 de la constitution interdit « toute discrimination entre l’homme et la femme devant l’emploi, le salaire et l’impôt » ; l’article 7 de la constitution modifiée en novembre 2007 garantit l’égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions électifs. En outre, la Loi d’Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) en 2004 qui constituera le cadre de développement de l’agriculture sénégalaise pour les 20 prochaines années et dont l’objectif est d’asseoir le développement rural sur une exploitation agricole familiale à moderniser, tout en promouvant l’entrepreneuriat agricole, dont l’article 54 pose le principe de « la parité des droits des femmes et des hommes en milieu rural, en particulier dans l’exploitation agricole ». Cependant, en dépit de toutes ces avancées, il existe encore des pratiques défavorables aux femmes et aux filles. L’article 16 de la loi n° 2005-18 du 05 août 2005 relative à la santé de la reproduction interdit l’interruption volontaire de grossesse « sauf

---

<sup>9</sup> Pourtant l’article 14 du protocole de Maputo précise bien que l’avortement médicalisé est autorisé en cas d’agression sexuelle, de viol, d’inceste et lorsque la grossesse met en danger la santé morale et physique de la mère ou la vie de la mère ou du fœtus.

En droit sénégalais, l’avortement reste ainsi un délit puni par les articles 305 et 305 bis du code pénal.

autorisation de la loi », sans aucune indication sur ce que la loi autorise. Également, il existe une non effectivités des droits consacrés, des difficultés liées à l'accès à la justice des femmes, soit à cause des pesanteurs socio culturels, soit par ignorance de leurs droits ou encore du fait d'un défaut de ressources économiques, la persistance de certaines pratiques coutumières telles que les mariages forcés, précoces ; l'excision ; la répudiation ; le levirat ; le sororat, les violences faites aux femmes et aux filles dans et en dehors des espaces privés/domestiques.

Aussi, il est à rappeler qu'au Sénégal le pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans est légèrement plus élevé en milieu rural (27,8 %) qu'en milieu urbain (25,1 %) <sup>10</sup>. Par ailleurs, les pratiques culturelles néfastes (par exemple l'excision) qui sont considérées comme une forme de violence basée sur le genre, touchent au niveau national 25 % de femmes et de filles <sup>11</sup>. De telles pratiques dépendent par ailleurs de la variable ethnique. Ainsi les régions de Sédhiou, Kolda et Ziguinchor composées majoritairement de diolas, poular, socés enregistrent respectivement 75,6 %, 63,6 % et 68,2% <sup>12</sup>. En matière de violences conjugales, la situation indique une tendance à la hausse : 40,6 à 52% en deux ans (2021-2022) <sup>13</sup>.

Sur le plan économique, les femmes subissent encore des contraintes liées à des difficultés d'accès à un emploi (Les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes, avec des taux respectifs de 37,4% et 10,2%) <sup>14</sup> Par ailleurs, en matière d'emploi salarié, des écarts importants sont notés selon le sexe : le taux d'emploi salarié chez hommes est de 48,4% contre 27,8% <sup>15</sup> pour les femmes. Ces écarts sont encore plus accentués selon le milieu de résidence, avec un taux d'emploi salarié de 51,0% en milieu urbain contre 24,8% en zone rurale. Tous ces facteurs impactent sur l'entière contribution des femmes au développement socio-économique. Cette question d'accès aux opportunités de développement économique se pose davantage dans des contextes géographiques isolés comme la Casamance où la précarité économique <sup>16</sup> est marquée.

---

10Source Rapport 2019, ANSD Violences basées sur le genre et pouvoir d'action des femmes page 33.

11Source Enquête Démographique et de Santé- Continue,(EDS-Continue) 2019, ANSD, page 226.

12Source Rapport 2019, ANSD Violences basées sur le genre et pouvoir d'action des femmes, page 19.

13 Source Données de Plaidoyer Partners West Africa-Sénégal 2022

14 Enquête Emploi, ANSD 2022

15 Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, Quatrième trimestre, 2019, page 4.

16 Par exemple, selon le Recensement Général des Entreprises de 2016, l'économie de la région de Kolda est dominée par le commerce informel au regard du nombre d'unités économiques. Ce recensement a montré que les unités économiques relevaient pour la quasi-totalité du secteur informel (99,7% des unités économiques de la région) et s'activaient essentiellement dans la branche commerce (plus de 40,0% unités économiques de la région). De plus, l'effectif des commerçants de la région étaient majoritairement des détaillants (96,1% de l'effectif des commerçants de la région). Aussi, selon le Rapport national sur la Situation de l'Éducation de 2018 (RNSE-2018), la région de Kolda compte une forte présence d'abris provisoires qui étaient au nombre de 521, soit 16,3% des

Même si les trois régions de la Casamance (Ziguinchor, Kolda et Sédhiou) disposent de fortes potentialités économiques favorables à leur émergence, l'enclavement de la zone voire l'isolement géopolitique combinées au conflit casamançais ayant créé de nombreux déplacés, constituent un handicap pour amorcer un développement économique harmonieux. C'est dans ce contexte que le PDEC vise à : (i) améliorer la connectivité des communautés cibles en Casamance ; (ii) renforcer l'inclusion sociale des groupes vulnérables au sein des communautés cibles ; et (iii) renforcer la cohésion et la résilience sociales des communautés cibles et de leurs institutions.

Par ailleurs, dans une démarche de mise en œuvre efficace des dispositifs visant l'égalité entre les hommes et les femmes et d'une meilleure prise en compte des besoins, des opportunités et des obstacles concernant les filles et les femmes, il est reconnu la pertinence de rendre sensible au genre les diverses interventions des projets. En effet, les projets dans leurs étapes d'identification, de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation doivent rester attentifs à de telles spécificités afin de garantir les objectifs notés plus haut. En intégrant le genre dans les programmes, des besoins spécifiques sont pris en compte, des statistiques sexospécifiques sont produites et des solutions envisagées sur les situations spécifiques à chaque catégorie sociale. Ceci pourra impacter sur le développement des diverses communautés notamment les plus vulnérables.

Par ailleurs les sectoriels de même que les partenaires au développement ont décidé d'intégrer la dimension genre dans toutes les étapes de la chaîne de formulation et de mise en œuvre des politiques et des instruments et outils opérationnels. Pour concrétiser cette intégration, le PDEC envisage d'élaborer une stratégie genre afin d'orienter ses efforts en vue de réaliser l'égalité entre les sexes dans tous ses travaux techniques et d'évaluer les résultats ;

Compte tenu de ce qui précède, le PDEC a engagé une consultante pour appuyer la réalisation de sa stratégie genre.

Cette mission est une occasion pour diagnostiquer le PDEC dans une perspective Genre. Ceci consiste à apprécier les capacités et conditions du PDEC à promouvoir ou non l'équité et l'égalité de genre tant sur le plan institutionnel que sur le plan programmatique. L'objectif étant d'identifier les lacunes et les contraintes et de proposer les mesures idoines pour y soutenir l'effectivité du genre à travers les interventions du projet. Par ailleurs, il sera également question de définir une meilleure identification des besoins des cibles du projet et d'élaborer une stratégie genre de ce dernier. De surcroît, la prise en compte de la question du genre fait partie de la

---

salles de classe. En outre, en 2019 la région affiche une forte déperdition scolaire avec un Taux brut de Scolarisation de 95,9% à l'élémentaire, 39,8% au moyen et 23,6% au secondaire.

vision d'un développement inclusif et équitable du PDEC. La stratégie vient donc confirmer la volonté du gouvernement sénégalais et la Banque mondiale d'intégrer de façon optimale la dimension genre pour accélérer les progrès en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, dans les zones d'intervention du projet.

## I. PRESENTATION DU PROJET

L'évaluation du Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC), mis en œuvre entre 2014 et 2020 avec un objectif de relance des activités économiques en Casamance a conduit le Gouvernement du Sénégal et la Banque mondiale à envisager d'élargir l'intervention à travers le Programme de Développement Economique de la Casamance avec comme socles de base la cohésion sociale, la résilience au changement climatique et le genre. L'objectif général du projet est de contribuer à la cohésion sociale et à la résilience des communautés des régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou en soutenant la gouvernance locale inclusive, la connectivité et les moyens de subsistance ruraux. De manière plus spécifique, les objectifs spécifiques visent à :

- (i) améliorer la connectivité des communautés cibles
- (ii) renforcer l'inclusion sociale des groupes vulnérables au sein des communautés cibles ;
- (iii) renforcer la cohésion et la résilience sociale des communautés cibles et de leurs institutions.

Le projet est élaboré autour des cinq composantes ci-après :

- **Composante 1** : Améliorer la gouvernance locale et l'accès aux services sociaux de base pour une plus grande inclusion et résilience des populations : Cette composante soutient la cohésion sociale et la résilience en renforçant la capacité des communautés, en particulier des femmes et des jeunes, à assumer un rôle de premier plan dans leur propre développement, notamment en s'attaquant aux normes sociales d'exclusion
- **Composante 2** : Améliorer la mobilité rurale pour faciliter l'accès aux activités économiques et aux services sociaux de base : Cette composante se concentre sur l'amélioration des routes secondaires et tertiaires résilientes au climat et accessibles en permanence. La maîtrise d'ouvrage est gérée dans cette composante par une agence d'exécution (AGEX), afin d'améliorer le désenclavement en Casamance et de réduire les inégalités spatiales.
- **Composante 3** : Élargir les opportunités économiques et les moyens de subsistance durables en milieu rural : Cette composante soutiendra les activités productives rurales qui augmentent les opportunités économiques et la résilience des agriculteurs et des groupes défavorisés au sein des communautés cibles.

- **Composante 4** : Gestion du projet, promotion des innovations numériques et gestion des connaissances : Gestion du projet, promotions des innovations numériques et gestion des connaissances. La gestion et la mise en œuvre du projet suivront une approche décentralisée utilisant, autant que possible, les structures gouvernementales existantes aux niveaux national et local.
- **Composante 5** : Composante de réponse d'urgence.

Les sous composantes qui intègrent le plus des activités visant à corriger les problèmes d'équité sociale et d'inégalités entre hommes et femmes sont :

- **Sous-composante 1a** :(Renforcement des capacités des communautés et des autorités locales pour une gouvernance locale inclusive et une planification de la résilience. Cette sous-composante vise à renforcer l'engagement des communautés et des élus territoriaux participant dans la planification, la priorisation et la supervision des activités de développement local, et à renforcer le développement local inclusif et informé par la science climatique).
  - 🗣️ Pour cette sous composante, la stratégie genre prévoit des actions attentives aux groupes cibles en améliorant l'inclusion de ces derniers dans les cercles de décision telles que les instances de gouvernance à la base et les bureaux municipaux. Ceci pourra se faire à travers des activités de communication et de sensibilisation y compris la communication de masse (mobilisation d'émissions radios, visites à domicile) relatives à la pertinence de l'approche genre dans des objectifs de développement socio- économique, de la prise de décision des femmes et d'autres groupes discriminés. Aussi l'accent sera mis sur des renforcements de capacités ciblant les hommes et les femmes des communautés ciblées sur des aspects liés à la gouvernance locale en matière notamment de dispositifs qui promeuvent la participation de tous-toutes dans la gouvernance locale.
- **Sous-composante 3a** : Améliorer la productivité et la résilience des zones rizicoles. La sous-composante vise à améliorer la productivité et la résilience des zones rizicoles, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des communautés (meilleure disponibilité alimentaire et sources de revenus et d'emplois).
- **Sous-composante 3b** : Appui aux activités productives collectives et résilientes au climat. L'objectif de cette sous-composante est de stimuler le développement économique local tout en favorisant l'inclusion des femmes, des jeunes et d'autres groupes défavorisés dans les chaînes de valeur existantes.

- ✚ Pour les sous composantes 3a et 3b, il est prévu, par la stratégie genre, une amélioration des activités productives des femmes et des groupes vulnérables. Une telle amélioration se fera par exemple à travers un renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes et des groupes vulnérables dans les secteurs d'activité porteurs notamment dans la filière rizicole, une formalisation des activités productives des femmes pour une meilleure rentabilité, une facilitation de l'accès au foncier pour les femmes/les groupes vulnérables et aux matériels agricoles.

## II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif global de cette étude est d'intégrer la prise en compte de l'égalité des sexes dans la mise en œuvre du PDEC à travers une évaluation des situations et des besoins sexospécifiques des différentes cibles du projet. De manière plus spécifique, il s'agira de :

### ✚ **Faire une analyse genre du PDEC**

- Évaluer l'étendue de l'intégration du genre dans le PDEC
- Identifier les réalisations du PDEC en matière d'égalité entre les sexes ainsi que les lacunes et les défis ;
- Évaluer les connaissances et pratiques de l'équipe et des partenaires techniques du projet en matière d'intégration du genre ;
- Identifier les besoins de renforcement des capacités afin d'envisager un plan de renforcement de capacité adapté aux besoins du personnel en vue d'accroître leurs capacités sur le genre;
- Identifier les défis et opportunités pour le PDEC à intégrer les aspects genre et groupes vulnérables;
- Évaluer le niveau d'intégration du genre dans les différentes équipes du PDEC (finances, administration, suivi et évaluation, communication, etc.);
- Formuler des orientations stratégiques et opérationnelles en vue de la prise en compte du genre aussi bien dans les outils du PDEC que dans ses interventions

### ✚ **Analyser la structure sociale des zones d'intervention du PDEC afin de saisir les besoins des diverses cibles ;**

- Identifier les besoins spécifiques des groupes cibles du projet (femmes, jeunes, hommes, personnes en situation de handicap, rapatriés, populations déplacées de retour dans leurs villages d'origine, autres groupes vulnérables, etc.).
- Formuler des orientations spécifiques à apporter dans les domaines d'intervention du projet et les classer par ordre de priorité.

- Examiner comment les écarts entre les femmes et les hommes, les garçons et les filles, sont pertinents pour l'objectif de développement du projet (AOP) ;
- Sur la base de l'analyse, identifier les lacunes existantes susceptibles de limiter les résultats de développement des projets et la manière dont la réduction des écarts peut améliorer la réalisation de ces résultats
- Identifiez et analysez les lacunes pertinentes par rapport aux objectifs du projet et / ou aux questions clés telles que la sûreté, la sécurité, l'emploi féminin / masculin et l'entrepreneuriat féminin / masculin qui peuvent être pertinents pour le projet ;
- Faire état des constatations d'écarts pertinents entre les hommes et les femmes, en particulier à la lumière des lacunes nationales identifiées dans le cadre des travaux sectoriels pertinents

**✚ Évaluer les interventions des collectivités territoriales sous le prisme genre**

- Faire une revue de quelques documents de planification des collectivités territoriales pour vérifier si les intentions de planification et de budgétisation des autorités locales appliquent un « prisme sexospécifique » et comprennent des mesures ventilées par sexe qui soutiennent l'autonomisation des femmes.
- Faire une analyse des dépenses réelles des autorités locales et leur impact sur l'égalité entre les sexes, pour identifier les effets qui favorisent ou entravent l'autonomisation des femmes ;

**✚ Faire la cartographie des intervenants avec leurs réalisations dans les communes d'intervention du projet ;**

Élaborer une stratégie genre du PDEC qui comprendra un plan d'action en matière d'égalité des sexes pour le PDEC afin de donner suite aux lacunes et aux défis identifiés par l'exercice de l'analyse genre et l'analyse de la structure sociale des zones d'intervention. Une telle identification aboutira à des recommandations.

### **III.DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS DE LA MISSION**

Le déroulement des activités a reposé sur quatre piliers fondamentaux et complémentaires : une planification micro de toutes les activités de collecte et de cartographie des acteurs, une bonne maîtrise des aspects matériels et logistiques, une réunion de cadrage avec l'équipe du projet (tenue virtuellement le 26 janvier 2023), une formation minutieuse des équipes d'agents enquêteurs/collecteurs et superviseurs et enfin une bonne coordination globale et en temps réel des activités sur le terrain. La formation a porté sur les objectifs et la méthodologie de collecte de données dans les différentes communes ciblées. Elle a aussi permis d'attirer l'attention des enquêteurs-trices sur la nécessité d'identifier des données se rapportant au genre/aux couches vulnérables. 12 enquêteurs (dont 08 hommes et 04 femmes) expérimentés connaissant bien les

régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou ont été recrutés et déployés sur le terrain pour les besoins de la collecte afin de garantir une bonne appropriation de la collecte et une connaissance des réalités socio culturelles des zones d'intervention. La mission a principalement tourné autour des grandes étapes suivantes :

- ✓ Phase préparatoire
- ✓ Phase de terrain
- ✓ Phase d'analyse
- ✓ Phase de restitution

Pour garantir la représentativité de l'échantillon, la répartition des entretiens réalisés s'est faite suivant deux critères que sont le poids démographique de chaque commune et le nombre de villages polarisés.

- 📊 Pour les communes dont la population se situe entre 5 000 et 10 000 habitants, il était au moins, 5 entretiens individuels et 3 focus group, et au plus, 10 entretiens individuels et 5 focus group. Cette variation est assujettie au nombre de villages polarisés (voir tableau).
- 📊 Concernant les communes qui ont une population entre 11 000 et 20 000 habitants, il était prévu au moins 10 entretiens individuels et 5 focus group, et au plus 20 entretiens individuels et 10 focus group, en tenant compte toujours du nombre de villages polarisés par chaque commune.
- 📊 Pour les communes dont la population dépasse 20 000 habitants, il était prévu entre 25 et 30 entretiens individuels et entre 10 et 15 focus group, compte tenu du poids démographique et également du nombre de villages polarisées.

Les enquêtes qualitatives (entretiens individuels approfondis et focus groups) ont permis de recueillir des données auprès des acteurs clés sur les perceptions, le vécu, les situations, facteurs de vulnérabilité des différents groupes-cibles, leurs opinions sur l'intégration de la dimension genre et les réalisations des objectifs du projet. Ces informations ont également porté sur les acquis, les besoins, les contraintes perçues dans ces domaines par les différents acteurs et sur leurs suggestions en vue de la réalisation des objectifs fixés. A travers des outils de collecte (guides d'entretien<sup>17</sup>), des thématiques de discussion en rapport avec les objectifs de l'étude ont été sélectionnées. Ces outils ont été choisis en raison de leur souplesse, leur caractère semi-directif et de la richesse des informations qui en émergent quand les participants à l'étude ont l'opportunité de partager leurs perceptions et leur vécu.

---

<sup>17</sup> Ces outils, utilisés pour collecter des données, sont indiqués au niveau de la section « Liste des outils de collecte de données ».

L'échantillonnage pour les méthodes qualitatives a obéi à des critères spécifiques (âge, sexe, catégorie socio professionnelle, vulnérabilité, etc.) différents de ceux appliqués pour les méthodes quantitatives. L'échantillonnage qualitatif est déterminé sur la base de personnes susceptibles de fournir des informations pertinentes par rapport aux objectifs de l'étude. Il s'agit notamment des autorités, maires, chefs de village, chefs de service techniques, Organisation Communautaire de Base (OCB), Unité de Gestion du Projet (UGP) et responsables locaux (femmes et hommes) résidant dans les communes bénéficiaires de l'intervention du PDEC. Par ailleurs, une prise en compte de toute la diversité des situations socio-économiques. En d'autres termes, la représentativité de l'échantillonnage pour les méthodes qualitatives est liée à la couverture des différents groupes-cibles en tenant compte des spécificités socio-culturelles et socio-économiques. L'autre critère important est le seuil de saturation indiqué par des informations qui se répétaient/revenaient à chaque collecte. Pour le volet qualitatif, la collecte des données a donc été poursuivie jusqu'à l'atteinte de la saturation correspondant au bouclage de notre population d'enquête (60 entretiens qualitatifs). En effet, il s'agit beaucoup plus d'atteindre un discours représentatif par unité de sens que de mesurer l'amplitude de telle ou telle réponse des unités statistiques de la population cible sur les questions abordées. Les discours enregistrés ont fait l'objet d'une transcription intégrale suivie d'une codification en unités de sens. Le traitement des données a démarré de façon simultanée avec la collecte permettant ainsi de vérifier l'atteinte de la saturation et de réactualiser les guides d'entretien selon les informations reçues.

En matière d'analyse, les données quantitatives produites par les questionnaires individuels et les questionnaires collectifs ont fait l'objet de synthèse. Un plan d'analyse basé sur des thèmes significatifs répondant aux questions et objectifs de l'étude a été défini. À partir de la catégorisation, il est procédé par la suite à la synthèse et à l'analyse, par la technique de l'analyse de contenu thématique. La triangulation des données est utilisée pour valider les résultats grâce à une combinaison de sources de données, telles que la revue documentaire et les informations issues de l'enquête quantitative. Certaines citations significatives (verbatim) sont utilisées pour étayer nos analyses et les conclusions que nous avons tirées.

Pour le volet quantitatif, il a aussi concerné les **trois régions** de la Casamance, notamment Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, et les **sept (07) départements** concernés sont Ziguinchor, Bignona, Oussouye, Goudomp, Bounkiling, Kolda et Vélingara. L'enquête s'est déroulée dans **vingt-sept communes (27)** de ces départements dans le but de garantir la représentativité de l'échantillon et d'atteindre les objectifs fixés au niveau de la mission. La collecte des données

quantitatives a permis de toucher 1375 personnes dont 712 femmes et 663 hommes sur la base de questionnaires<sup>18</sup> spécifiques à chaque catégorie d'acteurs.

La zone d'intervention étant délimitée, le poids démographique et la répartition, selon le sexe de la population de chacune des 27 communes d'intervention sont bien connues et analysées grâce à l'exploitation des données démographiques de l'ANSD pour l'année 2022, sur la répartition de la population des communes bénéficiaires du PDEC. La méthodologie de l'échantillonnage utilisée pour cette étude est non probabiliste, il s'agit de la méthode de «boule de neige ». C'est-à-dire, les répondant.(es) de l'enquête sont sélectionné(e)s selon des critères reposant sur des impératifs liés à la cible, au genre, à la vulnérabilité, au contexte dans lequel les données sont recueillies et au temps disponible pour l'étude. Ce choix des participants à l'étude suit un processus de sélection qui fait que tous les individus appartenant au groupe cible, dans les 27 communes d'intervention du PDEC, n'ont eu pas la même chance d'être sollicités pour l'enquête. Le travail de collecte a débuté avec les autorités (Présidents de Conseil départemental, maires et chefs de service). Ensuite, les maires de chaque commune ont indiqué ou confirmé les villages polarisés par leur zone de circonscription administrative. Ainsi nous avons interrogé par la suite les chefs de villages et utiliser à la fin de chaque entretien la méthode de « boule de neige » pour atteindre le maximum d'acteurs intéressants pour l'étude (OCB, personnes vivant avec le handicap, déplacés de retour, immigrés rapatriés, etc.).

Le plan d'analyse est rédigé en relation avec les objectifs souhaités et les questionnaires. Lors de l'élaboration de chaque questionnaire, le choix des questions s'est basé sur ce que l'on cherche à examiner, à évaluer ou à connaître, notamment les besoins des cibles, les comportements, les attitudes, les appréciations, opinions, difficultés, contraintes, les recommandations. Le plan d'analyse a permis de:

- ✓ Poser les différentes hypothèses soulevées par les objectifs de l'étude
- ✓ définir les indicateurs qui serviront à vérifier ces hypothèses
- ✓ définir les variables permettant de mesurer ces indicateurs
- ✓ faire des analyses descriptives, les tendances générales de toute la population
- ✓ faire des croisements entre les variables
- ✓ faire des calculs statistiques (comparaisons et pourcentages, calculs de scores...).

Pour ce faire une application de collecte de données (Kobo Collect) a été développée dans la phase d'élaboration de questionnaires pour les besoins de l'enquête et cela a permis d'économiser du temps et de l'énergie pour la saisie et le traitement des données.

---

<sup>18</sup> Ces questionnaires sont indiqués au niveau de la section « Liste des outils de collecte des données »

Les questionnaires ont fait l'objet d'une correction qui a déjà démarré sur le terrain pour vérifier la complétude des réponses, la conformité de leur codification, les erreurs de cohérence, le respect des sauts etc. Les données sont reçues sur le serveur dédié qui permet de vérifier les données collectées et de contrôler la cohérence de celles-ci afin d'interpeler à tout moment, si le besoin se fait sentir, les enquêteurs sur le terrain pour éventuelles corrections ou mis au point sur des questions incomprises. Une fois les données apurées, le fichier est exploré du serveur en vue de son exportation vers les logiciels de traitement et d'analyse, Sphinx et SPSS. L'identification des différentes dimensions liées aux objectifs a permis de procéder aux requêtes favorables à la sortie des tableaux d'analyse.

L'étude est réalisée dans 27 communes situées au niveau des régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda en tenant compte du ciblage prédéfini par le projet.

 **Les acteurs ciblés sont entre autres :**

- ✓ Équipe du projet
- ✓ Partenaires techniques du projet
- ✓ Cibles directes du PDEC (femmes, jeunes, hommes, personnes en situation de handicap, rapatriés, populations déplacées de retour dans leurs villages d'origine, autres groupes vulnérables, etc.).
- ✓ Communautés locales
- ✓ Exécutifs locaux
- ✓ Organisations communautaires de base
- ✓ Organisations locales/ONG dans les zones d'intervention.

Ces acteurs ont été touchés dans les communes indiquées ci-dessous :

**Tableau 1:** Liste des 27 communes ciblées dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda

<b>Les 17 Communes ciblées dans la région de Ziguinchor</b>	Adeane – Niaguis – Enampore – Nyassia – Diegoune – Kafountine – Kataba – Djinaki – Balingore – Mangagoulack - Thionck-essyl – Mlomp Kassa – Tengono – Oulampane – Oussouye – Oukout – Mlomp Blouf
<b>Les 04 Communes ciblées dans la région de Kolda</b>	Pakour - Sare coly salle – Coumbacara - Dioulacolou
<b>Les 06 Communes ciblées dans la région de Sédhiou</b>	Diaroume - Simbadi Balante – Diouboudou - Samine - Inor –Bona

Ce présent rapport est provisoire et est élaboré et soumis à l'équipe de coordination de l'étude

du PDEC. Ce rapport fournit la synthèse des premiers résultats et observations de terrain, il intègre les réponses aux questions clés soulevées par l'étude. La consultante procédera à la restitution des résultats à l'équipe de coordination de l'étude et après cette restitution, les commentaires et les observations seront intégrés et le rapport sera finalisé et mis à la disposition de du PDEC.

## **IV. PERSONNES TOUCHÉES DANS LES COMMUNES D'INTERVENTION**

### **IV.1. Nombre de personnes touchées par les enquêtes**

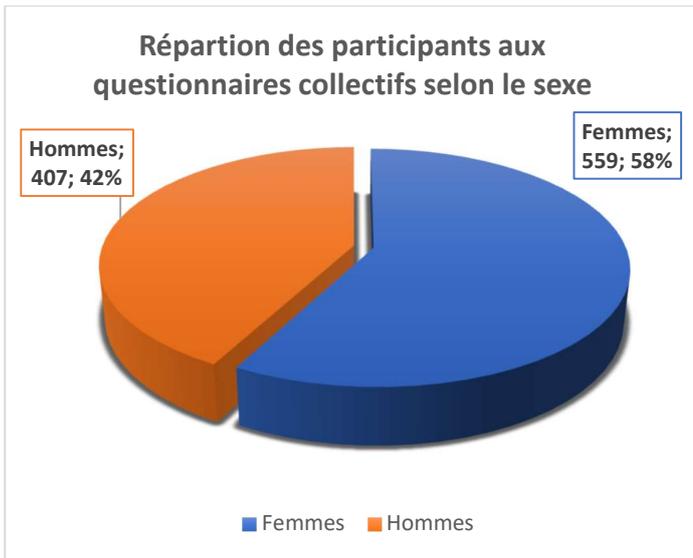
Au niveau des 27 communes concernées par l'étude, nous avons pu réaliser, au total, **601 entrevues**, composées de **409 questionnaires individuels** et **192 questionnaires collectifs**. Ces entrevues ont permis de toucher au total **1.375 personnes** dont **712 femmes (52%)** et **663 hommes (48%)**.

Nous avons principalement utilisé trois types d'entrevues, notamment les questionnaires individuels avec les autorités (Présidents de conseil départemental, Maires, Chefs de service, Chefs de village...), les hommes et femmes (responsables de femmes et de jeunes, y compris les personnes en situation de handicap, migrants, personnes vulnérables, ...) et les questionnaires collectifs composés de femmes et d'hommes. Parallèlement aux enquêtes quantitatives, des entretiens qualitatifs ont été réalisés avec **60 acteurs** (équipe du projet, services techniques déconcentrées/partenaires du projet, acteurs municipaux, responsables d'OCB.).

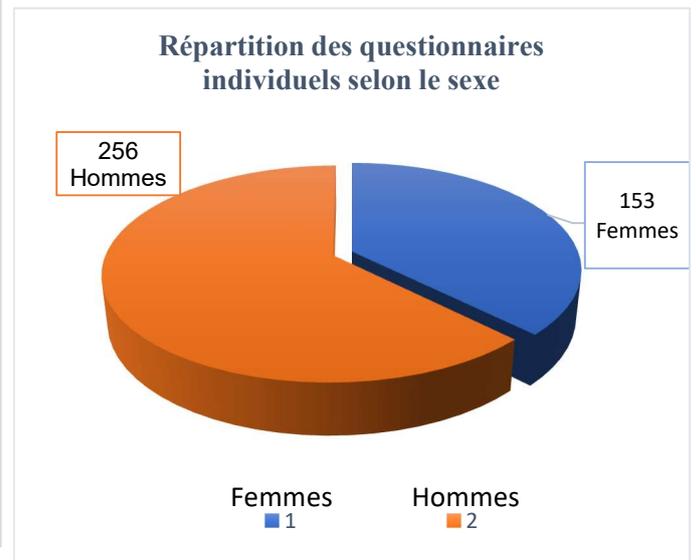
### **IV.2. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe**

Concernant les participants aux différentes entrevues, les communes ciblées dans la région de Ziguinchor se distinguent avec 759 participants, dont 426 hommes et 333 femmes qui ont pris part aux questionnaires individuels et questionnaires collectifs. La région de Kolda suit avec 336 participants, 244 femmes et 92 hommes, et Sédhiou arrive en dernière position avec 280 participants dont 135 femmes et 145 hommes.

**Graphique 1:** Répartition des participants selon le type d'enquête et le sexe



407 représente les participants (hommes) aux entretiens collectifs  
 559 représente les participantes (femmes) aux entretiens collectifs

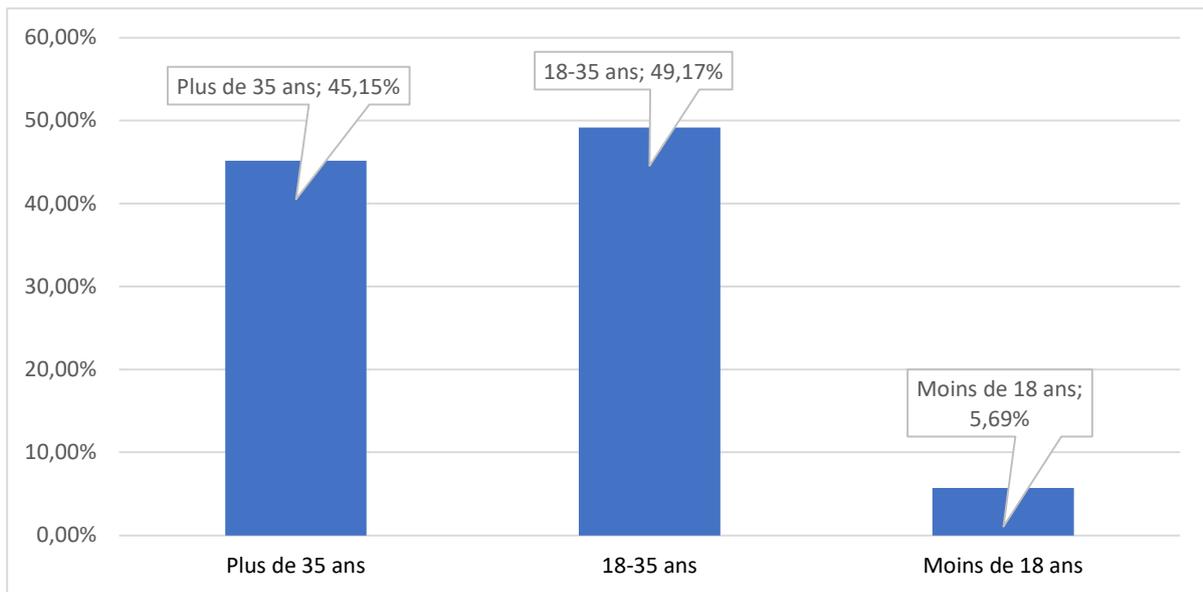


256 représente les participants (hommes) aux entretiens individuels  
 153 représente les participantes (femmes) aux entretiens individuels

### IV.3. Répartition des enquêté-es selon l'âge

Les personnes interviewées notamment via les questionnaires individuels sont âgées entre 18 ans et 85 ans qui représente l'âge maximal au niveau des participants de l'étude. Cependant dans les focus group ou entretiens collectifs, les moins de 18 ans ont été pris en compte. Le graphique ci-après donne la représentation des tranches d'âge des personnes qui ont pris part aux activités.

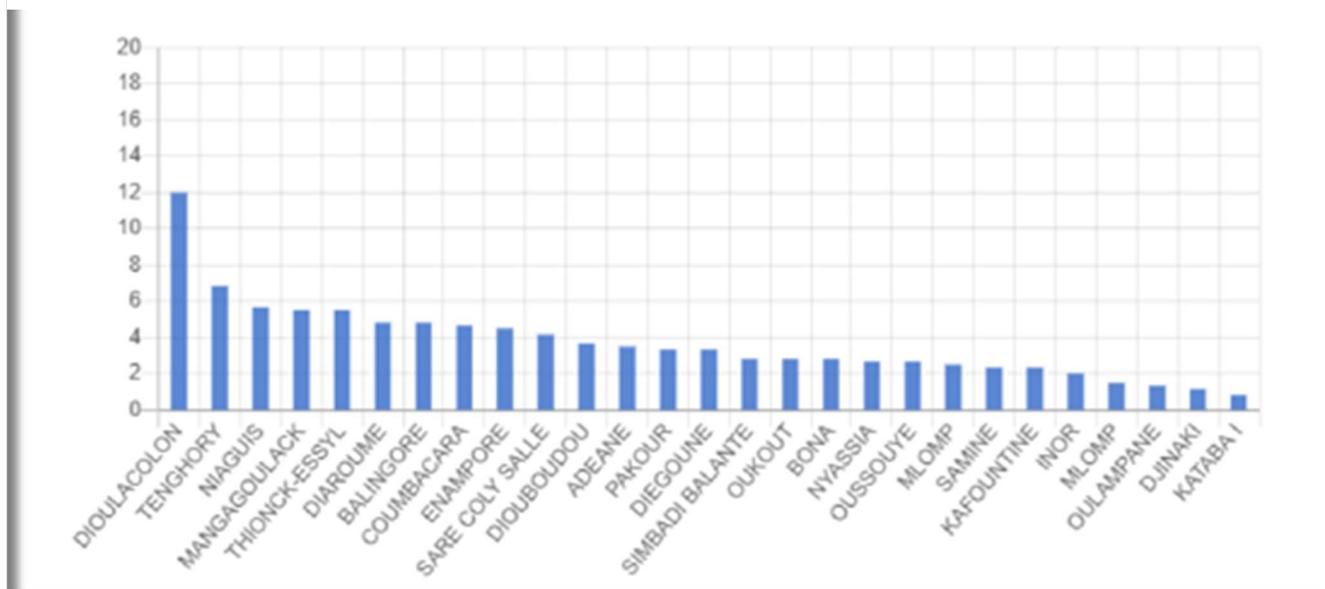
**Graphique 2:** Répartition des tranches d'âge des participants



Ces résultats montrent que les personnes âgées entre 18-35 ans sont plus présentes avec un taux de 49,17%, celles âgées de plus 35 ans suivent avec une fréquence de 45,15%, tandis que les moins de 18 ans occupent la dernière place avec seulement 5,69% des participants.

#### IV.4. Répartition des enquêté-es selon la commune

**Graphique 3:** Répartition en % des questionnaires individuels et collectifs selon la commune



Bande verticale (chiffres de 0 à 20) =% des questionnaires individuels et questionnaires collectifs. Bande horizontale=les communes ciblées par la collecte de données.

Ce graphique montre la répartition en pourcentage des activités dans les différentes communes

ciblées pendant l'étude. Nous avons visité au total 27 communes et dans chacune d'elle nous avons réalisé des questionnaires individuels avec des autorités, des maires, des chefs de services, des chefs de village, des responsables locaux, des hommes, des femmes, des personnes en situation de handicap, des migrants, des réfugiés et des personnes vulnérables. Nous y avons également organisé des discussions de groupe à travers des questionnaires collectifs dont le nombre de participants a varié entre quatre (04) et six (06) personnes. La Commune de Kataba compte 31 211 habitants dont 16 125 hommes et 15 086 femmes donc entre 25 et 30 entretiens individuels et entre 10 et 15 focus group devraient s'y dérouler, conformément au protocole<sup>19</sup> retenu pour l'échantillonnage mais l'indisponibilité des autorités locales n'a pas permis d'atteindre cette valeur ciblée. Cela justifie le faible taux d'activités de collecte réalisé à Kataba

Le choix des participants est fonction de leur pertinence par rapport aux objectifs de l'étude. De ce fait, les communes sont alors sélectionnées selon des critères reposant sur des impératifs liés à la cible, au genre, à la vulnérabilité, au contexte dans lequel les données sont recueillies et au temps disponible pour l'étude. Ce processus de sélection n'est pas probabiliste puisque tous les individus appartenant au groupe cible, dans les 27 communes d'intervention, n'ont pas la même chance d'être sollicités pour l'enquête.

## **V. SITUATION SOCIO- ECONOMIQUE DES COMMUNES CIBLÉES**

La situation économique des communes ciblées dans chaque région présente peu de disparités. En d'autres termes, dans chaque région, les communes PDEC ont pratiquement les mêmes caractéristiques socio-économiques, la dispersion autour de la moyenne est très faible.

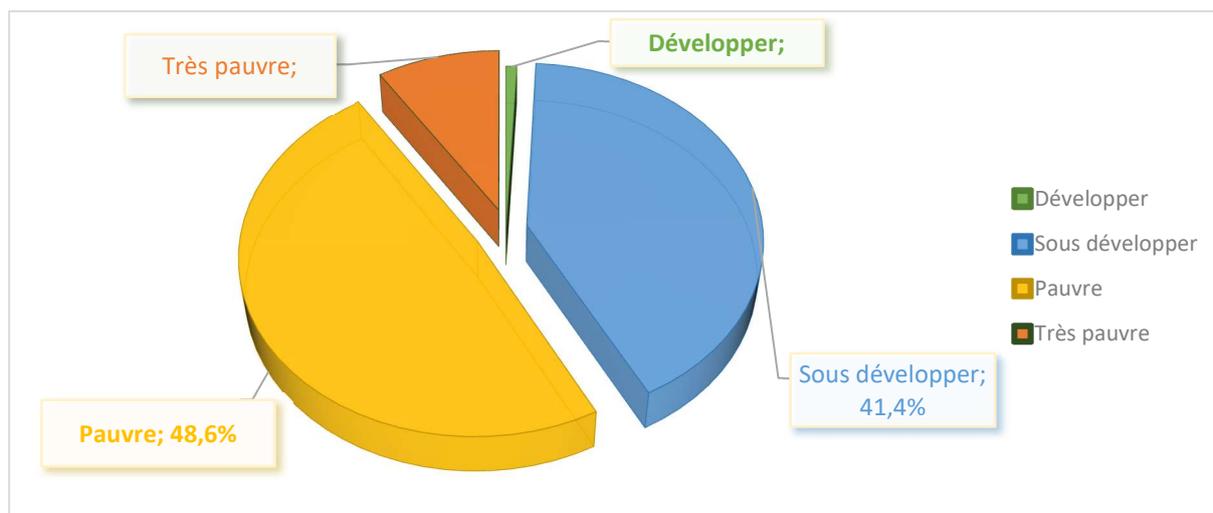
C'est pourquoi l'analyse économique de ces communes PDEC est faite par région (ensemble des communes ciblées dans la région) et non pas par commune. L'accent étant à chaque fois mis sur l'implication économique des femmes.

Au niveau des 27 communes touchées, le manque d'infrastructures (notamment routières et industrielles), de formations, de financements et également le taux de chômage élevé des jeunes constitue un indicateur de sous-développement. Aussi, les enquêtés(es) se sont prononcés sur la situation économique, notamment sur le niveau de développement économique de leur localité. Ainsi, nous remarquons que 48,6% des participants(es) jugent que leur localité est pauvre et même très pauvre pour d'autres (9,2%). Tandis que 41,4% considèrent leur localité comme seulement sous développée. Néanmoins, seul 0,8% des répondants.es pensent vivre dans le développement.

---

<sup>19</sup> Voir Echantillonnage dans section « Déroulement des activités de la mission »

**Graphique 4: Situation Économique Des Communes Ciblées**



Concernant les secteurs économiques porteurs, le secteur agricole est considéré comme le premier secteur. Cela s'explique par le fait que, d'abord les terres sont larges, fertiles et beaucoup de variétés y poussent parfaitement. L'élevage et la pêche constituent également des secteurs pertinents étant donné que les champs sont larges et très favorables aux cultures fourragères pour l'alimentation du bétail et le développement des activités agrosylvopastorales. Concernant la pêche, la présence des fleuves, des cours d'eau sont favorables à ce secteur dans beaucoup de zone de la Casamance. Enfin, la transformation des produits agricoles, le commerce, le tourisme et l'artisanat constituent également des atouts.

Sur le plan social, nous notons que le contexte de sécurité actuelle est marqué par la rébellion notamment pour les régions de Ziguinchor communes de Nyassia, Niaguiss, Diegoune, Adeane et Kataba et de Sédhiou (Inor), ce qui exacerbe la précarité socio économique et expose davantage les femmes et les filles à une exploitation sexuelle. Aussi, les agressions et le vol de bétails pour les communes de Sédhiou et de Kolda indique une situation d'insécurité.

### **V.1. Communes ciblées dans la région de Kolda**

Au niveau des communes ciblées dans la région de Kolda, la pêche, l'aquaculture et l'élevage constituent les principaux secteurs porteurs de développement économique.

En effet les potentialités de pêche et d'aquaculture des communes ciblées dans la région de Kolda s'expliquent par le réseau hydrographique de la région composé d'un cours d'eau principal, le fleuve Casamance et ses affluents, la rive droite et la rive gauche qui renferme les marigots de Thiango Dianguina, de Khorine et de Dioulacolon. La zone de Kounkané est arrosée par le fleuve Kayenga qui prend sa source dans le fleuve de Djallon et son affluent, l'Anambé. Ensuite, le barrage de Ndiandouba et celui de l'Anambé élevés respectivement sur

ces cours d'eau font que la zone dispose de l'eau durant toute l'année.

Le secteur de la pêche au niveau des communes ciblées est caractérisé par la pêche continentale, de subsistance et de type artisanal avec des moyens de production limités et rudimentaires. Toutefois, ce sous-secteur de la pêche peut constituer un levier important pour une sécurité alimentaire dans la région de Kolda du fait qu'il soit à haute intensité de main-d'œuvre et un des plus grands générateurs de revenus des économies locales.

S'agissant de l'aquaculture, son développement est devenu, depuis quelques années, une option face aux effets des changements climatiques.

La production du secteur de la pêche est davantage active dans les communes de Saré Coly Sallé et de Pakour. L'élevage occupe également une place de choix dans l'économie, d'abord, par son peuplement par la communauté peulh pour laquelle il est l'activité principale et coutumière et d'autre part, par une pluviométrie très longue assurant la présence des pâturages pour l'alimentation du bétail pratiquement durant toute l'année. Il faut noter que l'élevage pratiqué est principalement de type extensif sédentaire dominé par le commerce du lait qui constitue le pilier de l'économie pastorale.

En matière de participation économique des femmes, les analyses au niveau des communes de Pakour, Sare coly salle, Dioulacolon et de Coumbacara indiquent que presque toutes les femmes interrogées jugent qu'elles sont actives (49,60% des participants.es) voire très actives (20,04%) dans le développement économique de leur localité. Les hommes également, 18,70% des participants, considèrent que les femmes du monde rural de la région de Kolda sont bien engagées dans les activités économiques. Dans ces communes citées, elles s'activent principalement dans le maraichage, l'élevage et la vente de produits provenant de l'activité agro-pastorale (lait et animaux, fruits et légumes). Cependant, les femmes sont confrontées à un manque de marchés pour écouler leurs produits<sup>20</sup>. Aussi, un problème d'accès à l'eau et de formation se pose pour le maraichage.

## **V.2. Communes ciblées dans la région de Sédhiou**

Dans les communes ciblées à Sédhiou, les principaux secteurs porteurs sont l'agriculture (surtout la banane et l'anacarde). L'élevage, la pêche et le commerce y sont aussi très développés. Parmi les atouts majeurs du secteur agricole, nous pouvons citer : une bonne pluviométrie, une bonne aptitude des sols à l'agriculture pluviale, à l'arboriculture, au

---

<sup>20</sup> La quantification du nombre de femmes dans chaque secteur d'activité peut être biaisée car les femmes ne s'activent pas dans une seule activité (cf tableau en annexe « Activité économiques selon le Sexe dans les communes d'intervention »)

maraîchage et à la riziculture, des conditions écologiques propices à la diversification de la production agricole et un climat favorable aux activités agro-sylvo-pastorales. Les femmes s'activent dans le maraichage et la transformation de produits locaux.

Concernant le secteur de l'élevage, les atouts se matérialisent d'abord par une population constituée en majorité d'agro-pasteurs, un cheptel important, des races de ruminants très adaptées aux conditions agro-climatiques de la zone géographique, une importante et luxuriante biomasse herbagère et de nombreux sous-produits agricoles et de résidus de récolte. Il faut aussi noter que la région pratique un élevage des petits ruminants qui s'appuie sur les moutons djallonkés et les chèvres guinéennes qui sont des espèces très rustiques et d'une précocité et prolificité meilleures que celles présentées par les races sahéliennes.

À cela s'ajoute l'aviculture moderne qui se développe à travers de petites exploitations individuelles ou familiales. L'apiculture est également très développée et entretenues par une bonne pluviométrie et présentant diverses espèces ligneuses propices à un bon épanouissement des colonies d'abeilles et qui présentent ainsi d'énormes potentialités mellifères.

S'agissant de la pêche, les atouts et potentialités sont visibles à travers la densité du réseau hydrographique : le fleuve Casamance, le Soungrougrou et ses affluents et les conditions hydro-climatiques favorables, diversité des ressources halieutiques et prévalence de la crevette, produit à fort impacts socio-économiques avec une forte présence de femmes. Il faut également souligner l'amélioration du niveau de motorisation des pirogues et de la sécurité des acteurs à travers le programme de subvention des moteurs et des gilets de sauvetage.

Concernant la participation économique des femmes, 32,59% de participantes interrogées dans les communes de Diaroume, Inor, Bona, Simbadi Balante, Diouboudou et Samine affirment qu'elles sont très actives économiquement. En plus, 35,01% des hommes considèrent aussi que les femmes sont très actives dans l'économie et s'exercent principalement dans le maraichage, la vente de produits agricoles et halieutiques et l'élevage. De telles activités sont limitées par un manque de formation qualifiante en matière de techniques agricoles, de gestion, de financement et de transformation de produits.

### **V.3. Communes ciblées dans la région de Ziguinchor**

Les communes concernées dans la région de Ziguinchor engorgent d'énormes potentialités dans différents secteurs économiques. L'agriculture bénéficie de conditions pédoclimatiques et de sols riches et variés aptes au développement d'une diversité de culture, de grands hectares de terre cultivables, d'une pluviométrie abondante par rapport au reste du pays et des ressources humaines importantes. Le maraichage est également une activité prisée par les femmes mais

elles y sont confrontées à un manque d'équipements et de compétences favorables à un bon rendement. Les autres secteurs tels que la pêche, l'élevage, l'artisanat, le commerce disposent également d'un potentiel de développement économique considérable, offrant des opportunités intéressantes tant pour le marché national qu'international. L'environnement socio-économique de la région comprend de réelles potentialités naturelles, une population jeune et un certain nombre d'infrastructures de base.

Concernant l'élevage, il faut d'abord noter que Ziguinchor est une région éco-agropastorale qui présente d'énormes potentiels en eau, sols, forêts et pâturages abondants, ...

Les espèces locales sont prolifiques (exemple de la chèvre gémellaire djallonké du sud), le porc est très présent, le microclimat doux est favorable à la production et transformation laitière (conservation des propriétés physique et chimique du lait,...)

Le secteur de la pêche aussi joue un rôle de premier plan dans la région de Ziguinchor qui dispose d'une façade maritime très large et d'un important réseau hydrographique, composé d'un fleuve axial très long, auquel se rattachent de très nombreux bolongs. Cette situation lui confère une grande richesse en ressources halieutiques et offre lui d'énormes potentialités pour la pêche maritime, lagunaire et fluviale. La pêche relative aux fruits de mer comme les huîtres est aussi une activité où s'active les femmes.

Pour l'implication économique au niveau des communes de Adeane, Niaguis, Enampore, Nyassia, Diegoune, Kafountine, Kataba, Djinaki, Balingore, Mangagoulack, Thionck-essyl, Mlomp, Tenghory, Oulampane, Oussouye, Oukout, mlomp, les femmes confirment aussi leur participation au développement des activités économiques de leur localité. En effet, 27,07% de femmes dans l'effectif des participants.es de la région affirment qu'elles sont très actives et 34,63% d'hommes jugent la même chose que les femmes. Il faut également signaler qu'au niveau de ces communes, notamment dans le monde rural, les répondants.es affirment que les activités économiques qui retiennent les femmes sont la culture du riz, le maraichage, l'élevage et la pêche.



Photo de femmes s'activant dans un périmètre agricole à Coumbacara (Village de Medina Bouli)

## VI. CONTRAINTES ÉCONOMIQUES SELON LE SEXE

Les difficultés économiques ont été saisies dans les principaux secteurs d'activité comme l'agriculture, l'élevage, l'agroforesterie, l'artisanat et la pêche. Le raisonnement par région (regroupant l'ensemble des communes ciblées dans une région) se justifie par le fait que les contraintes des communes ciblées dans chaque région présentent peu de disparités.

### VI.1. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Ziguinchor

Tableau 2 : Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Ziguinchor

Secteurs d'activités	Hommes	Femmes
<b>Secteur agricole</b>	-Manque de matériels agricoles, de moyens de production et de financements (ce qui impacte sur la productivité); - Salinisation des terres, champs	-Insuffisance des compétences techniques agricoles et manque de formation notamment sur les techniques maraichères pour les femmes ; -Manque de projets pour accompagner et développer le maraîchage et la riziculture

	<p>et périmètres rizières ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Lenteur dans la mise en disposition des matériels et des intrants agricoles ;</li> <li>-Divagation des animaux qui détruisent les cultures;</li> <li>-Coupe abusive des arbres</li> <li>-Manque de magasins de stockage</li> <li>-Dégradation des ressources forestières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés liées à la distribution et à la gestion des terres (ex : il existe des familles qui n'ont pas de terres, difficultés d'accès également pour les femmes);</li> <li>- Manque de marchés locaux pour l'écoulement des produits agricoles;</li> <li>- Manque de matériels de maraichage</li> <li>-Manque d'unités de transformations des produits agricoles</li> <li>-Manque d'eau au niveau des périmètres maraichers</li> </ul>
<b>Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des ressources financières et des moyens logistiques;</li> <li>-Insuffisance d'infrastructures pastorales, au caractère extensif ;</li> <li>-Forts taux de mortalités du cheptel avicole et caprin;</li> <li>-Défaut de suivi sanitaire des animaux</li> <li>-Faible productivité des races locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence de circuits modernes de transformation et de commercialisation des produits de l'élevage ;</li> <li>-Déficit de marché pour écouler les produits;</li> </ul>
<b>Pêche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Difficultés liées à la procuration de pirogues modernes et le manque de moyens;</li> <li>-Manque d'accompagnement et de financement pour développer ce secteur;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Défaut de formation pour améliorer la transformation des produits halieutiques</li> <li>-Problème de conservation/d'écoulement des produits halieutiques</li> <li>-Difficultés d'approvisionnement en poissons</li> </ul>
<b>Agroforesterie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dégradation des ressources naturelles</li> <li>-Contexte d'insécurité</li> <li>-Prolifération des vergers d'anacardiers gagnant du terrain;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Raréfaction des ressources qui limitant l'activité des femmes dans ce secteur</li> </ul>

<b>Artisanat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Non formalisation du secteur</li> <li>-Défaut de valorisation</li> <li>-Manque de ressources financières (non accès aux services de crédit)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de ressources financières pouvant soutenir la production et l'écoulement des produits</li> <li>-Manque de formation pour perfectionner le secteur</li> <li>-Manque d'équipement de travail</li> </ul>

## VI.2. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Sédhiou

**Tableau 3 : Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Sédhiou**

Secteurs d'activités	Hommes	Femmes
<b>Secteur agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de moyens et de possibilités d'exploiter les terres;</li> <li>- Faible niveau d'aménagement des zones de productions ;</li> <li>- Vétusté et faible taux de renouvellement du matériel agricole;</li> <li>- Enclavement de certaines zones de production ;</li> <li>- Salinisation des terres;</li> <li>- Sous exploitation/valorisation de l'anacarde</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défaut de compétence chez les femmes pour le maraichage</li> <li>- Absence de structures de conservation et de transformation des produits ;</li> </ul>
<b>Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible maillage en postes vétérinaires ;</li> <li>-Manque de formation des éleveurs en général ;</li> <li>-Faible productivité des races locales ;</li> <li>-Faible exploitation intensive du cheptel ;</li> <li>-Divagation du bétail ;</li> <li>-Vol du bétail;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Formations en transformation des produits laitiers</li> </ul>
<b>Pêche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impacts négatifs du changement climatique et des mauvaises pratiques sur l'intégrité des écosystèmes aquatiques des ressources halieutiques et la biodiversité ;</li> <li>-Manque de connaissances du potentiel halieutique et de la dynamique des ressources</li> <li>-Défaut d'immatriculation des pirogues;</li> <li>-Manque d'infrastructures de base pour le débarquement des produits ;</li> <li>-Manque de compétences techniques et financières ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque d'infrastructures de base pour la conserva et la transformation des produits</li> <li>- Défaut de maitrise par les femmes des techniques modernes de préservation des produits halieutiques</li> <li>- Manque d'engagement des femmes s'activant dans les fermes aquacoles</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de moyens humains, logistiques et d'encadrement des acteurs.</li> <li>-Absence d'écloseries modernes pour une diversification des espèces à élever ;</li> <li>-Inexistence de mécanismes de financement adaptés à l'aquaculture,</li> <li>-Faible implication du secteur privé ;</li> <li>-Enclavement de la région de Sédhiou ;</li> <li>-Lenteurs des procédures administratives (les délibérations) ;</li> </ul>	
<b>Agroforesterie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Surexploitation des ressources</li> <li>-Coupe de bois abusive</li> </ul>	-Problèmes de compétences pour bien tirer profit du secteur
<b>Artisanat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Cherté des matières premières</li> <li>-défaut de capacitation par rapport aux techniques de travail modernes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Sous équipement</li> <li>-Problème d'écoulement</li> </ul>

### **VI.3. Les contraintes économiques au niveau des communes ciblées dans la région de Kolda**

**Tableau 4 : Liste des contraintes économiques des communes ciblées dans la région de Kolda**

<b>Secteurs d'activités</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Secteur agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de formation sur les techniques agricoles et maraichères ;</li> <li>-Effets du changement climatique et perturbations des barrages hydro-agricoles,</li> <li>-Pollution par les populations riveraines et les fermes agricoles (déchets et pesticides);</li> <li>-Invasion d'insectes et d'oiseaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de compétences sur la transformation de produits agricoles</li> <li>-Insuffisance des périmètres maraichers</li> <li>-Absence d'unités de transformations des produits agricoles</li> </ul>

<b>Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des moyens financiers pour bien pratiquer l'élevage ;</li> <li>-Manque de marché pour l'écoulement des produits agro-pastorales (laits, viandes,etc)</li> <li>-Conflit récurrent entre éleveurs et agriculteurs</li> <li>-Difficultés d'abreuvement et d'alimentation pour le bétail notamment en saison sèche</li> <li>-Absence de parcs de vaccination</li> <li>-Faible production avicole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de marchés pour la vente de produits de l'élevage comme le lait</li> <li>-Absence d'unité de transformation et de stockage des produits animaliers</li> </ul>
<b>Pêche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de moyens et de financements pour développer ce secteur;</li> <li>-Insuffisance des compétences techniques liées à la pêche et à l'aquaculture;</li> <li>-Manque de matériels modernes pour les activités piscicoles ;</li> <li>-Enclavement de certaines zones de la région, difficultés d'accès aux acheteurs;</li> <li>-Surexploitation des ressources halieutiques et absence de régulation du secteur;</li> <li>-Lenteur dans les procédures administratives ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de matériels de transformation et de conservation des produits de la pêche;</li> </ul>
<b>Artisanat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de formation sur les techniques modernes</li> <li>-Absence de structures de formation lié au secteur</li> <li>-Problèmes d'accès aux matières premières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence d'appui technique et financier destiné aux femmes et aux jeunes du secteur</li> <li>-Manque de clients à qui vendre les produits</li> </ul>
<b>Agroforesterie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de connaissances sur les réels potentiels des ressources forestières</li> <li>-Exploitation abusive et parfois clandestine des ressources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dégradation des ressources forestières aggravant la vulnérabilité des femmes actives par exemple dans la vente de produits de la cueillette comme le pain de singe, le « maad », la gomme et le « lalo »</li> </ul>

## VI-Atouts des femmes, hommes, garçons, filles dans les communes ciblées

✚ Pour les communes ciblées dans la région de Ziguinchor

Tableau 5 : Atouts dans les communes de la région de Ziguinchor

Communes	ADEANE	NIAGUIS	NYASSIA
<b>Atouts de la Commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- fertilité de la terre, bonne</li> <li>- Position géographique favorable,</li> <li>- Présence de forêt et de fleuve</li> <li>- Bonne fonctionnalité de état civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne position géographique,</li> <li>- Fertilité terre,</li> <li>- Pratique de la culture d'anacarde</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne fonctionnalité de l'état civil</li> <li>- Bonne position géographique, terre à cultiver,</li> <li>- Présence d'activités économique</li> </ul>
<b>Atouts des femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Esprit de famille ; solidarité et surtout le mariage</li> <li>- Organisation en GIE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mariage, un point d'unificateur, d'entraide et de solidarité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement solidaire des femmes,</li> <li>- Fort engagement et implication des femmes dans le maraichage</li> </ul>
<b>Atouts des hommes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Esprit associatif,</li> <li>- Mobilisation et engagement citoyen</li> <li>- Pratique de l'agriculture, la pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne maîtrise de l'agriculture et de la pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retour à la terre et à la pêche</li> <li>- Brassage culturel</li> </ul>
<b>Atouts des filles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Scolarisation des filles et leur suivi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne fréquentation de l'école et l'accompagnement requis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Scolarisation des jeunes filles,</li> <li>- Soutien aux mamans dans les rizières</li> </ul>
<b>Atouts des garçons</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Culture d'anacarde et le sport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'école et les activités sportives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien des garçons à l'école</li> <li>- Pratique du sport</li> </ul>
Communes	DIEGOUNE	KATABA I	DJINAKI
<b>Atouts de la Commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture avec des terres fertiles,</li> <li>- Bonne fluidité économique,</li> <li>- Etat civil bien fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terre fertile,</li> <li>- Bonne accessibilité,</li> <li>- Etat civil bien fonctionnel</li> <li>- Présence de structures de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture,</li> <li>- Commerce et transformation de fruit,</li> <li>- Pêche</li> </ul>

<b>Atouts des femmes</b>	Bonne organisation en GIE, Solidarité Activités de maraichage	Organisation en GIE pour s'entraider, Activités de maraichage surtout familial	Maraichage, Petit commerce et Elevage	
<b>Atouts des hommes</b>	- Organiser en structure pour mutualiser leur force, - Pratique de l'agriculture et la pêche	- Agriculture, pêche	- Agriculture, pêche et culture d'anacarde	
<b>Atouts des filles</b>	- Scolarisation intégrale des jeunes filles et leur maintien	- Scolarisation des filles et leur initiation à l'informatique	- Scolarisation - Transformation de fruits pour le petit commerce	
<b>Atouts des garçons</b>	- Participation aux activités de développement de la commune, la pratique du sport	- L'école et les activités sportives	- Sport et culture vivrière	
<b>Communes</b>	MANGAGOULACK	THONCK-ESSYL	KAFOUNTINE	OULAMPANE
<b>Atouts de la Commune</b>	- Agriculture - Petit commerce, - Etat civil bien fonctionnel	- Zone désenclavée, - Agriculture vivante et pêche	- Pêche maritime, - Commerce - Activités hôtelière	-Agriculture -commerce -Etat civil fonctionnel
<b>Atouts des femmes</b>	- Organisation en GIE, maraichage - Commerce	- Commerce, - Maraichage - Organisation en GIE - Esprit associatif	- Commerces de détails - Tontines familiales	Maraichage, commerce et union familiale
<b>Atouts des hommes</b>	- Culture d'anacarde, - Agriculture - Action de citoyenneté	- Activité agricole avec des cultures vivrières - Engagement villageois pour le développement	- Activités de pêche et touristique - Agriculture	-Culture d'anacarde, -Agriculture et commerce
<b>Atouts des filles</b>	- Scolarisation - Maintien des jeunes filles à l'école, - Pratique de petit commerce	- Bonne présence des jeunes filles à l'école et surtout leur maintien	- Scolarisation des jeunes filles à l'école - Commerce	Scolarisation des filles et leur maintien à l'école

<b>Atouts des garçons</b>	Sport et activités culturelles, groupes d'entraide et de solidarité	Participent bien aux travaux champêtres et pratiquent du sport	Commerce et pratique d'activité de guide touristique et du sport	Pratique du sport et accompagnent au champ
---------------------------	---	--	--	--

Communes	MLOMP	TENGHORY	OUSSOUYE	OUKOUT
<b>Atouts de la Commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grande superficie</li> <li>- Forte population</li> <li>- Grand potentiel pour l'agriculture, la pêche et le maraichage</li> <li>- Une population jeune</li> <li>- Disponibilité de produits forestiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grande superficie</li> <li>• Forte population</li> <li>• Quartier peuplé et vaste semi-urbain</li> <li>• Grand potentiel pour l'agriculture</li> <li>• Population jeune</li> <li>• Polarise 34 villages</li> <li>• 80% des villages électrifiés</li> <li>• 90% d'entre eux désenclavés avec l'aide du PUMA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Secteur d'activités diversifiées (commerçants, paysans, ...)</li> <li>➤ Une population Jeune</li> <li>➤ Accès facile de la commune</li> <li>➤ Ouvert aux partenariats</li> <li>➤ Zone cultivables importantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un potentiel agricole constitué de plateaux et de rizières,</li> <li>- une forêt riche de produits forestiers non ligneux,</li> <li>- une forêt de mangrove riche en ressources aquacoles</li> <li>- Une population jeune répartie dans 19 villages</li> <li>- 90% des villages électrifiés avec de l'eau potable</li> <li>- Zone de tourisme</li> <li>- Population dynamique</li> </ul>
<b>Atouts des femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elles sont organisées en GIE.</li> <li>- Actives dans des activités de maraichage, la transformation des fruits, légumes et produits forestiers, la récolte des huîtres, le commerce et l'élevage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles se sont organisées en groupement</li> <li>• Pratique le maraichage</li> <li>• Pratique la riziculture</li> <li>• Font de la transformation des produits locaux</li> <li>• Participent à plusieurs formations professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les femmes se sont organisées en GPF ou en GIE</li> <li>➤ S'activent dans le maraichage</li> <li>➤ S'activent dans la transformation des produits locaux</li> <li>➤ Participent dans les formations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de GPF dans tous les villages</li> <li>- Existence de terres pour des périmètres maraichers dans les 17 villages sur les 19</li> <li>- Très actives dans la vie des ménages dans la commune</li> <li>- Existence de groupes d'épargne et de crédit</li> </ul>

<p><b>Atouts des hommes</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ils sont organisés en organes bien structurés</li> <li>- Pratique de l'agriculture, le maraichage et le commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pratiquent l'agriculture et l'élevage</li> <li>• Adopte les décisions prises en commun accord avec la municipalité</li> <li>• Comprennent les enjeux du développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ S'activent dans le commerce</li> <li>➤ S'activent dans l'agriculture</li> <li>➤ Participent aux formations de développement</li> <li>➤ Comprennent les enjeux du développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuent à 50 à 60% à la vie des ménages dans la commune</li> <li>- Organisés en association d'entraide</li> <li>- Très instruits</li> <li>- S'occupent de tous les travaux lourds du ménage</li> <li>- Sont des agro-pasteurs</li> </ul>
<p><b>Atouts des filles</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La plupart d'entre elles sont à l'école.</li> <li>- Elles aident leurs mamans dans les activités de maraichage et dans les rizières.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La plupart d'entre elles sont instruites</li> <li>• Pratique la riziculture</li> <li>• Aident les mamans dans le maraichage</li> <li>• Font la transformation des produits locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un taux élevé de scolarisation des filles</li> <li>➤ Pratiquent le maraichage</li> <li>➤ Formation des filles au CFP</li> <li>➤ S'organisent en GIE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruites à pratiquement 80%</li> <li>- Appui leur maman dans leurs activités</li> <li>- Organisées en associations d'entraide</li> </ul>
<p><b>Atouts des garçons</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ils sont organisés en structures qui pratiquent le sport, le commerce, la riziculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte population de la jeunesse</li> <li>• Aident les parents dans les champs et rizières</li> <li>• Aiment l'agriculture</li> <li>• Veulent réussir leur vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un taux très élevé de garçons scolarisés</li> <li>➤ Formation des garçons au CFP</li> <li>➤ Très engagés dans les ASC</li> <li>➤ Très engagés dans le sport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruits à pratiquement 90%</li> <li>- Appui leurs parents dans leurs activités</li> <li>- Organisés en associations d'entraide</li> <li>- Entreprenants</li> </ul>
<p><b>Communes</b></p>	<p><b>BALINGORE</b></p>	<p><b>ENAMPORE</b></p>		

<p><b>Atouts de la Commune</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La commune a trois grands villages qui regorgent d'importantes ressources humaines, forestier,</li> <li>- Vallées rizicoles,</li> <li>- Organisation en interne comme les OCB, GIE.</li> <li>- Associations de développement local,</li> <li>- Engagement de la communauté,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture</li> <li>- Rizière et commerce</li> </ul>		
<p><b>Atouts des femmes</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation en Groupement de Promotion Féminine, (GPF) en GIE,</li> <li>- Disponibilité de périmètres à exploiter, (maraichage),</li> <li>- Disponibilité d'Unité de transformation de fruits et légumes pour certains groupement,</li> <li>- l'appui de la commune à la formalisation des groupements,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité de maraichage notamment en famille</li> </ul>		
<p><b>Atouts des hommes</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement des hommes dans la production agricole, riz, arachide, mais,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conscience citoyenne</li> <li>- Pratique de l'agriculture</li> </ul>		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>niébé, mil ;</li> <li>- Espaces cultivables importants ;</li> </ul>			
<b>Atouts des filles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aident les mères dans leurs activités de maraichage, le repiquage du riz, les travaux ménagers,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Association féminine</li> <li>- Scolarisation à l'école</li> </ul>		
<b>Atouts des garçons</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité pour les jeunes garçons d'espaces exploitables, (maraichage, agriculture, culture rizicole) ;</li> <li>- Existence d'associations de jeunes pour le développement local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Initiatives de développement économique</li> <li>- Activités sportives</li> </ul>		

 **Pour les communes ciblées dans la région de Kolda**

**Tableau 6 : Atouts dans les communes de la région de Kolda**

Communes	PAKOUR	SARE COLY SALLE	DIOULACOLON	COUMBACARA
<b>Atouts de la Commune</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La commune se situe dans une zone frontalière avec les deux Guinées (Conakry et Bissau).</li> <li>-Accès à des terres cultivables.</li> <li>-Une pratique vaste de l'élevage.</li> <li>-Pluies abondantes</li> <li>-Fertilité des sols</li> <li>-Présence de marché hebdomadaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Les activités d'agriculture et d'élevage.</li> <li>-Accès à l'eau pour des cultures maraichères</li> <li>-Les pluies sont abondantes et des terres cultivables sont disponible.</li> <li>-Commerce</li> <li>-Pêche</li> <li>-Arboriculture</li> <li>-Présence de marché hebdomadaire</li> <li>-Implantation de laiterie dans le village de Baty.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Accès à des terres cultivables.</li> <li>-Une pratique vaste de l'élevage.</li> <li>-Pluies abondantes</li> <li>-Fertilité des sols</li> <li>-Pêche et Aquaculture</li> <li>-Présence de marres favorables à la culture maraichère</li> <li>-Présence de forêt classé favorable à la chasse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Zone frontalière avec la Guinée Bissau</li> <li>-La plupart de la population totale est constituée de jeunes.</li> <li>-Existence de terres agricoles fertiles.</li> </ul>
<b>Atouts des femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Possibilité de pratiquer un petit ou grand commerce</li> <li>-Maraichage</li> <li>-Implication dans les instances de décisions</li> <li>-Accès à des terres cultivables</li> <li>-Transformation de produits locaux avec des unités fonctionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Agriculture</li> <li>-Transformation</li> <li>-commerce</li> <li>-Maraichage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Maraichage</li> <li>-Agriculture</li> <li>-Commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Beaucoup de GFP reconnue officiellement travaillent dans l'agriculture, le petit commerce, l'apiculture.</li> <li>-Existence de grandes vallées rizicoles</li> <li>-Existence d'un nombre important de périmètres maraichers.</li> </ul>
<b>Atouts des hommes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Implication dans les instances de décision</li> <li>-Agriculture</li> <li>-Vaste élevage</li> <li>-Commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture</li> <li>-Elevage</li> <li>-Pêche</li> <li>-Arboriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Agriculture</li> <li>-Pêche</li> <li>-Commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Les terres cultivables existent (Accès à la terre)</li> </ul>

<b>Atouts des filles</b>	-Accès à l'éducation -Prise en charge et accompagnement socio-économique (grâce à des projets partenaires qui soutiennent les parents vulnérables)	-Accès à l'éducation - Commerce	- Accès à l'éducation - Suivi pour la santé nutritionnelle et santé sexuelle	-Un nombre important de filles est scolarisé (élémentaire, moyen secondaire)
<b>Atouts des garçons</b>	-Accès à l'éducation (grâce à des projets partenaires qui soutiennent les parents vulnérables)	- Accès à l'éducation - Agriculture	- Accès à l'éducation - Suivi pour la santé nutritionnelle et santé sexuelle - Agriculture	-Un nombre important de garçons est scolarisé (élémentaire, moyen secondaire)

 **Pour les communes dans la région de Sédhiou**

**Tableau 7: Atouts dans les communes de la région de Sedhiou**

<b>Communes</b>	<b>SIMBANDI BALANTE</b>	<b>SAMINE</b>	<b>DIODOUBOU</b>	<b>DIAROUME</b>	<b>INOR</b>
<b>Atouts de la Commune</b>	- Présence de marché hebdomadaire -Pratique de l'élevage. -Pluies abondantes -Transformation d'anacarde -Présence de fleuve	-Le commerce occupe une place importante car défaut de terres dans la commune pour pratiquer l'agriculture. -Pêche -Élevage	-Accès à des terres cultivables. -Une pratique de l'élevage. -Petit commerce -Présence d'un vaste forêt -Maraichage - Fabrication du bambous	-Existence de vaste espaces agricoles -Vaste pratique de l'élevage -Maraichage -Commerce -Proximité avec Diende qui a un marché hebdomadaire	- Agriculture - Maraichage - Commerce - Élevage
<b>Atouts des femmes</b>	-Possibilité de pratiquer le commerce - Maraichage -Transformation du lait -Accès à des terres cultivables -Transformation avec des unités fonctionnelles	-Commerce -Transformation -Maraichage pratiqué dans les cours de maisons	- Agriculture -Maraichage -Agriculture -Commerce	- Commerce. - Agriculture -Maraichage.	Agriculture -Maraichage -Commerce

<b>Atouts des hommes</b>	-Implication dans les instances de décision -Agriculture -Elevage -Commerce -Transformation d'anacarde	- Agriculture pratique hors de la commune -Elevage -Pêche	-Agriculture -Elevage -Commerce - Fabrication du bambou	- Présence de vastes terres cultivables - Élevage - Commerce	-Agriculture -Elevage -Commerce
<b>Atouts des filles</b>	-Scolarisation -Accès aux études longues	-Accès à l'éducation - Petit commerce	- Accès à l'éducation française -Accès à l'éducation coranique - Suivi pour l'éducation ; -Très bon suivi des filles sur les violences faites aux enfants par ONG World Vision	- Maintien des filles à l'école	Accès à l'éducation
<b>Atouts des garçons</b>	-Accès à l'éducation -Petit commerce	-Accès à l'éducation	- Scolarisation -Accès à l'éducation coranique - Suivi pour la santé reproductive et sexuelle	-Scolarisation important des garçons	Accès à l'éducation

## VII. IMPLICATION DES FEMMES DANS LES INSTANCES DE DÉCISION LOCALES

Sur la question de l'implication des femmes dans les instances de décision locale, 53,40% des répondants.es considèrent que les femmes sont très impliquées dans les discussions/concertations locales (par exemple dans les instances de gouvernance à la base, instance de gestion territoriale, comités vallées, etc.). Et 24,30% des répondants.es affirment que les femmes sont moyennement impliquées dans les concertations au niveau local. Par contre 4,80% des participants.es pensent que les femmes ne sont pas du tout impliquées dans les affaires locales. *Dans les comités de gestion des écoles, des forages et de la santé, il est noté que les hommes ont toujours la possibilité de faire des suggestions, de se faire élire, de prendre part aux décisions et de faire prendre en compte leurs avis alors que l'implication des femmes dans de tels processus varie. En effet, dans les comités de gestion des écoles, des forages et les comités de santé, elles peuvent*

*globalement faire des suggestions, se faire élire mais quand il s'agit de prendre part aux décisions et de prise en compte de leurs avis, cela se réalise que parfois. Par ailleurs, elles ne participent pas à toutes les réunions comme les rencontres pour les sacrifices traditionnels (seuls les hommes sont autorisés à y participer). Cependant pour les rencontres qui ont trait à la scolarité des enfants (inscriptions, cantines scolaires) à la santé, elles participent pleinement à côté des hommes. Nous soulignons que les facteurs politiques, socio culturels et économiques peuvent souvent être déterminants sur la capacité des femmes. En effet, pour les activités politiques, elles ne peuvent pas toujours participer à des rencontres car elles sont occupées dans les tâches reproductives. Les facteurs socio culturels ont un fort impact sur elles (référence ici aux grossesses et mariages précoces, à l'excision) tandis que les facteurs juridiques (en termes de lois de protection, même si la culture de la non dénonciation sévit encore) les impactent positivement.*

Dans les communes ciblées au niveau de la région de **Kolda**, l'analyse montre que la majeure partie des femmes interrogées (32,03%) affirment qu'elles sont peu impliquées dans les concertations locales et 9% de femmes pensent même qu'elles ne sont pas du tout impliquées. Les explications fournies dans ce sens sont d'abord relatives à certaines réalités traditionnelles et culturelles qui favorisent l'autorité de l'homme et ensuite, beaucoup de femmes ont parlé du fait qu'elles ne sont pas instruites, pour la plupart. Les données montrent aussi que ce sentiment de non implication est partagé par la majeure partie des hommes interviewés (12,08% répondent par « peu impliquées » et 3,40% disent « pas du tout impliquées »). Et comme justifications, les hommes parlent de la tradition et du fait que les femmes sont appelées à faire autres choses (travailler au foyer, cultiver la terre, vendre des produits agricoles...) donc les décisions appartiennent aux hommes.

Dans les communes de la région de **Sédhiou**, les femmes se sentent impliquées dans les décisions locales avec un taux de 30,86% de femmes participantes. Et les hommes aussi confirment que les femmes sont très impliquées dans les instances de discussion au niveau local (33,14% d'hommes). Les répondants.es ont livré comme explications le fait que les femmes soient très dynamiques et engagées dans les activités économiques de la localité, alors elles méritent d'être consultées et informées. Néanmoins, une bonne partie des répondants.es affirment que les femmes sont peu impliquées (6,94% de femmes et 7,46% d'hommes), voire pas du tout impliquées (2,6% de femmes et d'hommes 2,8%) dans les prises de décisions importantes pour leur localité. Cette non implication des femmes est due au respect de la tradition et aux coutumes des communautés qui limitent parfois leur prise de responsabilité et leur imposent l'obéissance aux hommes et l'assignation aux travaux ménagers. Cette situation est également expliquée par des principes religieux.

Pour les communes ciblées dans la région de **Ziguinchor**, la situation sur l'implication des

femmes dans les décisions locales est similaire à celle de la région de Sédhiou. À Ziguinchor la plupart des répondants.es (27,86 % de femmes et 35,64% d'hommes) estiment que les femmes sont très impliquées dans les décisions locales parce qu'elles sont incontournables pour le développement économique des localités, du fait de leur dynamisme et leur engagement et sont représentées dans plusieurs instances de décisions locales. Par contre dans certains répondants.es (12,20% de femmes et 15,60% d'hommes interrogés) affirment que les femmes ne sont que moyennement impliquées voire peu impliquées (3,16% de femmes et 4,04% d'hommes de l'effectif total) dans les prises de décisions au niveau local. Les explications fournies concernent très souvent la tradition et les coutumes qui limitent la participation des femmes dans certaines rencontres de décisions (culturelles, sur le foncier et sur des décisions importantes qui concernent le village) auxquelles seuls les hommes ont le droit de participation.



*Photo : Rencontre avec des informateurs-trices à Dioulacolon*

## VIII. PERSONNES DÉPLACÉES ET RÉFUGIÉES DANS LES COMMUNES CIBLÉES

✚ Pour les communes ciblées dans la région de Ziguinchor

Tableau 8: Nombre de personnes déplacées pour les communes de Ziguinchor

Communes	ADEANE	NIAGUIS	ENAMPORE	NYASSIA	DIEGOUNE	KAFOUN TINE	KATABA I	OULAMPA NE	MLOMP BLOUF
<b>Personnes déplacées</b>	850	5000	300	9000	300	4000	500	4974	Neant
<b>Femmes</b>	500	3000	200	5000	200	3000	300	3000	Néant
<b>Hommes</b>	350	2000	100	4000	100	1000	200	1974	Neant
Communes	DJINAKI	MANGAG OULACK	THIONCK ESSYL	BALINGO RE	MLOMP KASSA	TENGHO RY	OUSSOUY E	OUKOUT	
<b>Personnes déplacées</b>	400	200	6000	Néant	Néant	Néant	Néant	106	
<b>Femmes</b>	300	120	4000	Néant	Néant	Néant	Néant	47	
<b>Hommes</b>	100	80	2000	Néant	Néant	Néant	Néant	59	

Tableau 9 : Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Ziguinchor

Communes	ADEANE	NIAGUIS	ENAMPORE	NYASSIA	DIEGOUNE	KAFOUNTINE	KATABA I	OULAMPANE	MLOMPBLOUF
<b>Personnes réfugiées</b>	270	30000	200	5000	200	500	300	600	Néant
<b>Femmes</b>	150	20000	100	4000	120	300	200	400	Néant
<b>Hommes</b>	120	10000	100	2000	80	200	100	200	Néant
Communes	DJINAKI	MANGAG OULACK	THONCK ESSYL	BALINGORE	MLOMPKASSA	TENGHORRY	OUSSOUYE	OUKOUT	
<b>Personnes Refugiées</b>	200	100	500	Néant	Néant	Néant	Néant	50	
<b>Femmes</b>	150	60	300	Néant	Néant	Néant	Néant	15	
<b>Hommes</b>	50	40	200	Néant	Néant	Néant	Néant	35	

 **Pour les communes ciblées dans la région de Kolda**

Tableau 10 : Nombre de personnes déplacées pour les communes de Kolda

Communes	PAKOUR	SARE COLY SALLE	DILOULACOLON	COUMBACARA
<b>Personnes déplacées</b>	00	104	35	00
<b>Femme</b>	00	45	19	00
<b>Homme</b>	00	59	16	00

Tableau 11 : Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Kolda

Communes	PAKOUR	SARE COLY SALLE	DILOULACOLON	COUMBACARA
<b>Personnes réfugiées</b>	00	00	112	00
<b>Femme</b>	00	00	54	00
<b>Homme</b>	00	00	58	00

 **Pour les communes ciblées dans la région de Sédhiou**

Tableau 12 : Nombre de personnes déplacées pour les communes de Sédhiou

Communes	SIMBANDI BALANTE	SAMINE	DIODOUBOU	DIAROUME	INOR
<b>Personnes déplacées</b>	225	00	47	00	00
<b>Femme</b>	147	00	19	00	00
<b>Homme</b>	78	00	28	00	00

Tableau 13: Nombre de personnes réfugiées pour les communes de Sédhiou

Communes	SIMBANDI BALANTE	SAMINE	DIODOUBOU	DIAROUME	INOR
<b>Personnes réfugiées</b>	424	334	00	00	633

<b>Femme</b>	226	147	00	00	412
<b>Homme</b>	198	187	00	00	221

## IX. BESOINS DES DIFFÉRENTS GROUPES-CIBLES

Le raisonnement est fait par région (ensemble des communes du PDEC des régions de Kolda, Ziguinchor et Sedhiou) car les besoins relatifs aux groupes vulnérables au niveau des communes ciblées dans chaque région présentent peu de disparités.

**Tableau 14:** Besoins des différents groupes dans les communes ciblées de la région de Ziguinchor

Hommes	Femmes	Jeunes	Personnes en situation de handicap	Déplacés	Refugiés	Immigrés rapatriés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des financements pour mener des activités agricoles</li> <li>- Avoir un accès facilité aux moyens et matériels agricoles</li> <li>- Avoir des intrants et panneaux solaires</li> <li>- Avoir des dispositifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir un accès aux financements agricoles</li> <li>- Bénéficiaire de renforcement de capacités sur les techniques agricoles</li> <li>- Être formé sur la transformation des fruits et légumes</li> <li>- Bénéficiaire de projets d'appui agricole</li> <li>- Avoir un accès à la terre facilité</li> <li>- Être aidé à la clôture des périmètres maraichers</li> <li>- Être appuyé dans la recherche de solutions pour cultiver et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir un accès à l'information sur les opportunités d'emploi, facilité surtout dans le monde rural</li> <li>- Bénéficiaire de projets d'appui à l'emploi des jeunes</li> <li>- Faire des formations en création de projet, Business Plan, élaboration de plan d'affaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bénéficiaire d'appui en matériels pour la mobilité et la prise en charge médicale</li> <li>- Bénéficiaire de projets spécifiques pour les personnes en situation de handicap</li> <li>- Avoir des bourses familiales</li> <li>- Bénéficiaire de formation professionnelle</li> <li>- Bénéficiaire d'un système de quota réservé dans les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Être appuyé dans la stabilité et la réinstallation suite aux effets du conflit de la Casamance</li> <li>-Faciliter l'accès aux terres (ex : Adeane, Diegoune ; Kataba, Nyassia)</li> <li>-Avoir des aides alimentaires et financières pour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Assistance sanitaire (ex : Niaguiss, Kataba)</li> <li>-Appui à l'intégration sociale (ex ; Diégoune)</li> <li>-Bourse sociale (ex : Nyassia)</li> <li>-Aide au retour (ex ; Niaguiss)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des projets d'appui spécifiques pour les émigrés</li> <li>- Avoir des moyens financiers et matériels pour investir et travailler dans leur localité</li> <li>- Faciliter l'intégration sociale,</li> <li>- Avoir une assistance sociale, un accompagnement psychosocial et une aide à la réintégration</li> </ul>

<p>d'irrigation d'eau dans les champs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bénéficier d'un appui pour enlever les mines dans les champs</li> <li>- Appuyer la clôture des périmètres agricoles</li> <li>- Faciliter l'accès à la couverture maladie universelle</li> <li>- Elargir l'enrôlement aux Bourses de sécurité familiale</li> </ul>	<p>enlever les mines dans les champs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir un accès à l'emploi et aux financements pour développer des AGR facilité</li> <li>- Avoir un accès à l'eau potable facilité</li> <li>-Avoir un accès à la formation facilité au niveau des villages</li> <li>-Accéder à du matériel moderne pour le maraichage</li> <li>- Bénéficier de formation dans la transformation des fruits et céréales</li> <li>-Avoir des marchés modernes</li> <li>-Avoir des cantines ou magasins de stockage pour les produits issus du secteur agro sylvo pastoral et halieutique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des formations en agriculture, élevage et transformation de fruits et légumes</li> <li>- Faire des formations sur les métiers de l'artisanat,</li> <li>- Être accompagné en tant que jeunes porteurs de projet</li> <li>-Être accompagné dans l'orientation professionnelle</li> </ul>	<p>recrutements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Avoir un accès aux projets d'insertion économique comme ceux qui proposent des financements (Ex : Agri jeunes)</li> <li>-Élargir l'enrôlement des personnes en situation de handicap au dispositif carte d'égalité des chances</li> </ul>	<p>les populations déplacées et qui ne peuvent plus cultiver leurs champs à causes des mines</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des dispositifs qui accompagnent l'intégration sociale,</li> </ul>		
--	--	---	---	--	--	--

Hommes	Femmes	Jeunes	Personnes en situation de handicap	Déplacés	Refugiés	Immigrés rapatriés
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bénéficiaire d'appui financier pour l'acquisition de matériels agricoles et piscicoles</li> <li>- Accéder à des subventions aux vivres et dons de kits alimentaires</li> <li>- Être appuyé sur la prise en charge de la scolarité des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des financements de projet sur le maraichage et le commerce</li> <li>- Être renforcé sur les pratiques maraichères</li> <li>- Avoir un accès à la terre facilité, aux matériels et aux intrants</li> <li>- Être formé sur la transformation des produits locaux</li> <li>- Être appuyé sur l'accès aux soins de santé notamment pour les femmes en âge de reproduction</li> <li>- Avoir des informations sur les opportunités de formation ou professionnelles qui s'offrent à elles</li> <li>- Accéder facilement à l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à leur disposition des formations adaptées dans le domaine agricole</li> <li>- Accéder à des financements dans les domaines agricoles et piscicoles</li> <li>- Mettre les moyens pour développer la pêche et créer des emplois</li> <li>- Avoir un accès à l'information facilité pour accompagner et orienter les jeunes chercheurs d'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des appuis en matériels de mobilité, des subventions en vivres</li> <li>- Avoir un accès à la prise en charge sanitaire et sociale facilité</li> <li>- Avoir une reconnaissance de leur statut et un accès équitable devant des opportunités d'emploi</li> <li>- Bénéficiaire de formations pour des activités génératrices de revenus</li> <li>- Être enrôlé par rapport aux bourses familiales</li> <li>- Bénéficiaire de dons et Kits alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des logements exclusivement réservés aux réfugiés</li> <li>- Être accompagné dans l'intégration sociale et professionnelle</li> <li>- Avoir des moyens de subsistance (dons et aides alimentaires)</li> <li>- Enregistrement à l'état civil pour les enfants en vue de leur permettre une scolarisation</li> <li>- Formation et accompagnement des jeunes filles et des jeunes garçons issus de ces groupes de déplacés.</li> <li>- Appui des femmes déplacées en formations divers (ex : Gestions de biens et d'entreprises).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Octroi de fonds d'urgence sociale et médicale</li> <li>- Appui financier et logistique pour le retour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Être appuyé dans la réintégration socioéconomique</li> <li>- Avoir des financements d'activités génératrices de revenus</li> <li>- Renforcer la sensibilisation et l'information sur la migration</li> <li>- Prévoir des formations sur la gestion de projet et Business plan</li> <li>- Avoir des facilités pour le logement</li> </ul>

			- Être appuyé dans la satisfaction des besoins dans un contexte de conjoncture économique - Avoir des moyens de déplacements (chaises roulantes)			
--	--	--	---	--	--	--

**Tableau 16 : Besoins des différents groupes dans les communes ciblées de la région de Sédhiou**

Hommes	Femmes	Jeunes	Personnes en situation de handicap	Déplacés	Réfugiés	Immigrés rapatriés
-Acquérir des financements et équipements agricoles -Avoir un accès facile à la terre et aux intrants agricoles -Bénéficiaire d'unités de transformation et de magasins de stockage	- Acquérir des financements et être appuyé sur la sécurisation des champs et périmètres maraichers - Bénéficiaire de formation en maraichage, savonnerie et en transformation des fruits et légumes - Avoir des chambres froides pour stocker les fruits et légumes -Être Accompagné dans l'élevage de poulets et porcs - Être appuyé en motopompes, goute à goute	- Avoir un accès à la formation et au financement facilité - Bénéficiaire de formation en entrepreneuriat et gestion de ressources - Bénéficiaire de formation professionnelle qualifiante en savonnerie t en transformation de	- Acquérir des matériels pour la mobilité (dotation de matériels, Chaises roulantes,...) - Bénéficiaire d'une attention particulière dans les recrutements - Bénéficiaire d'une assistance sociale (Kits alimentaires et aide à la nutrition)	-Être appuyé dans le processus d'intégration économique - Bénéficiaire de projets spécifiquement dédiés - Bénéficiaire de logements sociaux - Avoir une assistance psychosociale - Bénéficiaire de bourses familiales - Bénéficiaire de dons et Kits alimentaires	- Avoir de l'espace pour l'agriculture (ex : Dioudoubou); -Avoir des zones de pâturage ; -Appui médical et social -Appui en Equipement agricoles -formation -sensibilisation à l'inscription des enfants à l'état	- Avoir des formations en gestion d'activités génératrices de revenus - bénéficiaire de projets visant à aider les immigrés de retour - Être Accompagné et encadre sur des activités génératrices de revenus, incubations,

<p>-Être renforcé dans le maniement des machines agricoles modernes -Bénéficier des bourses de sécurité familiale</p>	<p>ou création de puits dans les champs -Avoir un accès facile à l'eau potable</p>	<p>céréales -Être accompagné dans le processus de création d'entreprises agricoles par le coaching, l'encadrement et l'incubation - Être appuyé sur la sécurité des champs et du bétail</p>			<p>civil (ex : Simbandi Balante)</p>	<p>orientation et réseautage - Avoir à portée des informations sur les opportunités locales - Être formé sur les métiers agricoles et commerciaux</p>
---	--	---	--	--	--------------------------------------	---

## X. APPUIS SPÉCIFIQUES AUX 27 COMMUNES

**Tableau 17 : Appuis spécifiques aux communes ciblées**

Les 27 communes ciblées par l'étude, qui présentent plusieurs convergences en matière de besoins prioritaires, ont indiqué des appuis spécifiques adressés au PDEC. Une telle situation de ressemblance justifie d'ailleurs le regroupement des appuis demandés par communes ciblées d'une région donnée.

Communes ciblée dans la région de Ziguinchor	Communes ciblées dans la région de Kolda	Communes ciblées dans la région de Sédhiou
<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Accès matériels agricoles (machine, pompes solaires, et semences)</li> <li>✚ Désenclavement/ Réhabilitation des routes</li> <li>✚ Installation d'unités de transformation et de conservation des produits agricoles</li> <li>✚ Renforcement de l'accès à l'eau potable et à l'électricité</li> <li>✚ Désalinisation des rizières et des sols</li> <li>✚ Mise en place de digues anti sels</li> <li>✚ Formation en techniques et pratiques agricoles.</li> <li>✚ Formation sur les techniques de commercialisation des produits locaux</li> <li>✚ Construction de marchés</li> <li>✚ Mise en place de clôture pour les blocs maraîchers</li> <li>✚ Construction de puits et de forages</li> <li>✚ Construction et équipements des structures de santé</li> <li>✚ Construction et équipements des salles de classes.</li> <li>✚ Repos biologique pour le fleuve Casamance</li> <li>✚ Création d'ateliers de métier pour les jeunes</li> <li>✚ Mettre en place des projets de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Construction de marchés</li> <li>✚ Electrification</li> <li>✚ Désenclavement</li> <li>✚ Création d'emplois</li> <li>✚ Appui financiers pour un bon développement de l'élevage (espace suffisant, abreuvoir, entretien du bétail, etc.)</li> <li>✚ Formation en auto emploi notamment dans les secteurs agro sylvo pastoraux</li> <li>✚ Financement dans les différents secteurs porteurs de la zone (la pêche, l'aquaculture et l'élevage)</li> <li>✚ Renforcement de capacités sur l'entretien du bétail</li> <li>✚ Constructions/réhabilitation d'écoles (maternelle, élémentaire, collège) et d'infrastructures sanitaires (postes de santé).</li> <li>✚ Equipements pour la transformation des produits locaux.</li> <li>✚ Rendre dynamique le maraichage en améliorant l'accès à l'eau car il existe un problème de nappe : les puits tarissent vite</li> <li>✚ Constructions d'infrastructures routières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Accès à l'eau potable</li> <li>✚ Acquisition de matériels agricoles et piscicoles (machines, labour, grillages, filets de pêche, ...) et des intrants agricoles</li> <li>✚ Accès à l'électricité/Installation de panneaux solaires</li> <li>✚ Réhabilitation des pistes de production</li> <li>✚ Formation des jeunes et des femmes dans les métiers agricoles,</li> <li>✚ construction d'unités de transformation,</li> <li>✚ Sensibilisation des femmes et des jeunes sur les opportunités de financement, d'emploi et de formation qui existent</li> <li>✚ Financement des jeunes et des femmes pour le développement de leurs activités agricoles et commerciales</li> <li>✚ Accès à de meilleures conditions de conservation et de commercialisation des produits locaux (marchés, magasins de stockage, cantines, frigos)</li> <li>✚ Création d'unités d'incubateur pour accompagner les jeunes et les femmes</li> <li>✚ Appui à la sécurité des champs et du bétail</li> <li>✚ Appui au secteur de l'élevage par le financement de projets pastoraux</li> <li>✚ Mise en place des industries agro</li> </ul>

<p>développement durable dans le domaine de l'agriculture l'élevage et dans la transformation des produits locaux</p> <p>✚ Construction de centre de formation</p>	<p>✚ Accompagnement des métiers du secteur informel</p> <p>✚ Création de centres de formation professionnelle</p> <p>✚ Accès au foncier (à des espaces suffisants pour pratiquer l'agriculture)</p>	<p>pastorales</p> <p>✚ Construction de postes de santé pour faciliter l'accès aux soins dans les communes de DIOUBODOU et SIMBADI BALANTE</p> <p>✚ Réalisation d'infrastructures routières</p> <p>✚ Accroissement des investissements dans le cadre des unités de transformation qui permettent aux populations d'avoir des revenus quotidiens.</p>
--	---	---

## XI. RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE

Ces recommandations proviennent des acteurs-trices ciblé-e-s pendant l'étude. Leur prise en compte pourra permettre de résoudre des inégalités hommes et femmes notées dans les zones d'intervention du projet, notamment en matière d'activités productives, de participation aux décisions et d'autonomisation.

### ✚ **Recommandations en rapport avec les activités productives**

- ☞ Développer les compétences entrepreneuriales des femmes et filles notamment celles s'activant déjà dans un secteur d'activité porteur (pêche, maraichage, commerce, etc.).
- ☞ Appuyer l'achat de matériels agro sylvo pastoraux, de pompes solaires et de semences afin d'appuyer les femmes dans le secteur maraicher
- ☞ Octroyer des financements afin de permettre aux femmes de développer leurs activités entrepreneuriales
- ☞ Octroyer des fonds pour acheter et revendre des biens ou ressources de commerce (achat/vente)
- ☞ Privilégier des financements spéciaux pour les femmes débutantes en auto emploi.
- ☞ Promouvoir le financement de projets spécifiquement réservés aux femmes et jeunes filles
- ☞ Appuyer la mise en place de marchés modernes répondant à des critères de compétitivité pour contribuer à un écoulement efficace des produits
- ☞ Dérouler des formations professionnelles pour les femmes notamment en techniques agricoles en vue de rendre la main d'œuvre féminine plus qualifiée.
- ☞ Performer les formations relatives aux métiers déjà prisés dans les zones ciblées (maraichage, pisciculture, apiculture, savonnerie, transformation de fruits, de produits halieutiques, de céréales, teinture, etc.)

- ☞ Promouvoir des techniques de commercialisation adaptées aux activités économiques des femmes
- ☞ Mettre en place des cantines ou magasins de stockage
- ☞ Contribuer à la mise en place de chambre froide pour stocker les fruits et légumes
- ☞ Investir sur la sécurisation des champs en clôturant par exemple les espaces maraichers
- ☞ Réhabiliter les pistes de production
- ☞ Faciliter l'accès à l'eau afin de fortifier le maraichage car il existe un problème de nappe donc les puits tarissent vite
- ☞ Construire des unités de transformation en particulier pour les produits maraichers
- ☞ Sensibiliser les jeunes filles sur les opportunités d'implication économique et communautaire dans leurs zones.
- ☞ Investir des activités de projets favorisant l'insertion socio-économique des jeunes filles et des femmes
- ☞ Promouvoir la création de coopératives agricoles afin de mieux rentabiliser les productions des femmes
- ☞ Mettre en place des digues anti-sel pour maximiser les rendements.
- ☞ Contribuer au désenclavement des zones éloignées des centres urbains afin de favoriser la mobilité professionnelle des femmes
- ☞ Mener un plaidoyer auprès des autorités municipales et coutumières pour faciliter l'accès des femmes au foncier souvent considéré comme un patrimoine familial.
- ☞ Faire des formations en gestion de ressources financières dans un contexte d'auto emploi
- ☞ Sensibiliser les femmes sur les besoins d'autonomisation économique
- ☞ Sensibiliser les populations sur les atouts de l'entrepreneuriat
- ☞ Appuyer l'achat de moulins à mil et à riz
- ☞ Responsabiliser davantage les Groupements de Promotion Féminine et miser sur leur appropriation des interventions
- ☞ Privilégier les financements basés sur les blocs maraîchers
- ☞ Organiser mieux les femmes qui s'activent dans la transformation des activités génératrices de revenus
- ☞ Promouvoir une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur (de la production à la commercialisation) pour plus de compétitivité au niveau national voire international.
- ☞ Développer le renforcement de capacité par rapport à l'approche genre et sa mise en pratique
- ☞ Former les femmes sur les techniques d'accroissement de la productivité en matière d'agriculture notamment de maraichage.

- ☞ Favoriser les périmètres de maraîchage et l'accompagnement financière des femmes
- ☞ Doter les communautés notamment les femmes de matériels agricoles nécessaires afin de garantir de meilleurs rendements
- ☞ Mener des actions pouvant contribuer à l'allègement les travaux des femmes par exemple mettre en leur disposition des moulins, des décortiqueuses, des batteuses, des motoculteurs, des moto-faucheuses, etc.
- ☞ Moderniser les outils rudimentaires qui sont encore utilisés dans le travail au niveau des vallées, des baffons
- ☞ Sensibiliser les hommes sur l'importance du partage des tâches domestiques afin de donner plus de temps aux femmes pour des tâches productives
- ☞ Appuyer l'acquisition de mini rizerie ou décortiqueuse pour faciliter les travaux des femmes
- ☞ Renforcer les capacités des femmes sur les outils techniques des différentes spéculations mais surtout en gestion administrative et financière en rapport avec les activités génératrices de revenus
- ☞ Former les groupements sur la gestion de décortiqueuse et autres machines agricoles
- ☞ Renforcer les capacités des femmes sur l'utilisation des pesticides
- ☞ Sensibiliser les femmes sur l'importance de formaliser leur groupement (ex : elles sont un peu craintives par rapport aux crédits).
- ☞ Apporter des solutions aux problèmes d'accès au foncier et aux activités génératrices de revenus pouvant également se poser dans le monde urbain.
- ☞ Accroître les Investissements sur l'ensemble de la chaîne de valeur tout en permettant aux filles et aux femmes du monde rural de créer des alliances d'échange
- ☞ Former les communautés locales sur les opportunités liées aux chaînes de valeur afin de créer l'appropriation communautaire et sociale de la valeur ajoutée
- ☞ Appuyer la mise en place d'un magasin de transformation et de commercialisation du savon.
- ☞ Promouvoir la pratique d'activités économiques des personnes déplacées et des réfugiées

### **Recommandations en rapport avec l'empowerment des femmes et des groupes vulnérables**

- ☞ Promouvoir une meilleure implication des femmes dans les instances de décision à la base
- ☞ Développer plus de participation des femmes dans les commissions, les bureaux municipaux, etc.
- ☞ Développer des actions de communication et de mobilisation pour une implication des femmes sur les décisions concernant le foncier

- ☞ Renforcer les connaissances et compétences des femmes afin de garantir plus de représentativité féminine dans les instances de décision
- ☞ Tenir en compte dans la planification d'activités liées aux instances de décision l'agenda/l'emploi du temps des femmes (elles sont souvent submergées par la charge de travail domestique).
- ☞ Mettre en place des mécanismes d'inclusion des femmes dans les dispositifs de gouvernance locale
- ☞ Sensibiliser les communautés locales sur les idées reçues concernant le défaut d'implication des femmes au niveau de certaines instances de décision (ex : les femmes ne doivent pas tout savoir)
- ☞ Sensibiliser les femmes à prendre des responsabilités dans leurs communautés
- ☞ Organiser des dialogues-concertation avec les leaders communautaires/religieux sur les enjeux de la place des femmes dans le développement socio-économique y compris la participation dans les décisions communautaires et la liberté d'expression.
- ☞ Promouvoir la participation des groupes vulnérables comme les réfugié-es et les déplacé-es dans les instances de gouvernance locales.
- ☞ Faciliter les déplacements des femmes en sécurité pour écouler les produits agro sylvo pastoraux
- ☞ Réduire les violences basées sur le genre qui peuvent restreindre l'empowerment des femmes
- ☞ Former et conscientiser les femmes en tant que catégories autonomes sur leurs droits et devoirs
- ☞ Promouvoir l'instruction et la formation professionnelle comme levier d'autonomisation et d'émancipation des femmes
- ☞ Encourager le leadership des femmes/la prise de responsabilités
- ☞ Contribuer à une politique inclusive qui assure l'autonomie des femmes dans le développement local
- ☞ Sensibiliser les hommes à comprendre que les femmes peuvent travailler avec les hommes
- ☞ Sensibiliser les hommes pour qu'ils comprennent que les femmes ont des devoirs et des droits
- ☞ Contribuer à l'autonomisation des femmes en les impliquant davantage dans tous les secteurs d'activité et en leur donnant des terres.
- ☞ Démultiplier la sensibilisation, la formation, le renforcement de capacité des acteurs territoriaux pour qu'ils adoptent dans leurs quotidiens la question genre.
- ☞ Augmenter les stratégies de mobilisation sociale et de communication de masse afin de plus sensibiliser sur le genre, l'émancipation des femmes.
- ☞ Impliquer les personnes en situation de handicap dans toutes les activités du PDEC

- ☞ Capaciter les techniciens du projet dans la connaissance des droits des personnes en situation de handicap et l'identification des différents types d'handicap
- ☞ Impliquer de manière formelle les structures qui travaillent directement avec les femmes comme le CEDAF (Centre Départemental d'Assistance à la Femme et de Formation) ou d'autres structures d'appui aux couches vulnérables (action sociale, développement communautaire, etc.)
- ☞ Prévoir des mécanismes de pérennisation des interventions avec les bénéficiaires notamment sur des aspects d'égalité Femmes-Hommes
- ☞ Former plus les femmes pour promouvoir le leadership des femmes et leurs possibilités d'auto emploi.
- ☞ Mettre en place des dispositifs de protection sociale et d'autonomisation des couches vulnérables

## **XII. ÉVALUATION DES INTERVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES SOUS LE PRISME GENRE**

Pour l'évaluation de la sensibilité genre des interventions des collectivités territoriales, nous avons croisé deux sources : d'une part un examen des programmes de développement communaux disponibles<sup>21</sup> (Adeane, Pakour, Coumbacara, Dioulacolon, Kataba et Thionck Essyl) et d'autre part cette question « Est-ce que les intentions de planification et de budgétisation des autorités locales sont sensibles aux besoins des femmes et d'autres couches vulnérables » adressée aux maires pendant les entretiens dans toutes les communes. La revue des Programmes de Développement Communaux a permis de noter les aspects suivants :

- Dans la planification d'interventions par les PDC des communes, l'intégration du genre se limite à la prise en compte des femmes. Ce qui restreint encore la portée des actions induites : celles ci servent seulement à satisfaire des besoins pratiques comme par exemple l'achat de moulin à mil, l'accès à l'eau, la construction de maternité, dotation en matériel gynécologique, etc, ce qui ne permet pas d'aboutir à des intérêts stratégiques en termes de changements durables des inégalités entre hommes et femmes.
- Non transversalité du genre dans les PDC : le genre est planifié comme une réalité à part or il devrait traverser toute la programmation du PDC (par exemple pour le PDC de la commune de Dioulacolon la synthèse du Plan d'Action Prioritaire, du Plan d'Investissement Local et du Plan d'Investissement Annuel considère le genre comme un secteur à part à côté de l'éducation, la santé, l'assainissement, la gouvernance alors qu'il devrait être une

---

<sup>21</sup> Nous n'avons pas pu avoir à disposition tous les PDC des communes ciblées. 06 PDC ont pu être examinés.

approche qui concerne tous les domaines d'intervention)

- Dans la phase diagnostic des PDC, plusieurs informations relatives aux situations spécifiques des femmes, des jeunes sont collectées mais elles sont faiblement utilisées dans la phase de planification/ budgétisation des actions prioritaires.
- Défaut d'intégration des besoins des couches vulnérables comme les personnes en situation de handicap, les personnes déplacées ou réfugiées, etc.
- Certaines communes adoptent dans leur PDC une perspective sensible au genre. Par exemple pour le PDC de la commune de Pakour (2019-2023), le Programme Sectoriel de Développement communal N°3 (PSDC) consacre deux programmes spécifiques aux femmes et aux jeunes « Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes » et « Promotion de l'entrepreneuriat féminin (Appuis spécifiques aux GPF existants ou à constituer) ». Ce PSDC 3 concerne 40, 74% du budget du PDC. Les deux programmes cités prennent 48% du budget du PSDC 3. D'autres PDC comme celui de la commune d'Adeane (PDC 2018-2023) montrent un moindre effort de planification sensible au genre et donne à voir un budget de 0,33 % pour des interventions sensibles au genre. La commune de Thionck Essyl (PDC 2023-2027) est également à 0,30%. De même, la commune de Dioulacolon (PDC 2023-2027) dédie seulement 1,1% de son budget global au genre. La commune de Coumbacara (PDC 2020-2024) est à 1,4 % en termes d'interventions attentives au genre. Aussi, la commune de Kataba (PDC 2018-2023) planifie 6,5% pour des interventions dédiées aux jeunes et aux femmes. Ce qui reste faible au regard des priorités de ces catégories notées à travers le diagnostic effectué dans la commune pendant l'élaboration du PDC.

**Tableau 18:** Recommandations pour une meilleure intégration du genre dans les PDC

Étapes	Recommandations
1- Constituer un Comité Technique Régional multisectoriel (Service régional de la planification, Division d'appui au développement économique, Services techniques régionales, Services Régionaux d'Appui au Développement Local, etc.)	-Ajouter parmi les membres du CTR tout service local ayant une expertise sur le genre ou tout autre organisation pouvant apporter son expertise sur les questions d'égalité Femmes-Hommes
2- Partage de la démarche de prise en compte du genre avec le CTR	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les membres du CTR sur l'approche genre</li> <li>- Rendre les membres du CTR attentifs aux questions de genre dans leurs pratiques</li> <li>-Présenter les outils genre en montrant leur pertinence et recueil des commentaires</li> <li>- Permettre aux membres du CTR de traquer les indicateurs genre pendant la phase de collecte des données</li> <li>-Insister auprès des acteurs du CTR sur la nécessité de poursuivre l'approche genre durant tout le processus</li> </ul>
3- Recrutement du facilitateur-facilitatrice	
4-Recrutement des enquêteurs-trices	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inclure dans les Termes de référence le profil genre</li> <li>- Veiller sur la pertinence des CV des candidats</li> <li>-Représentation des femmes parmi les enquêtrices/consultante</li> </ul>
5-Réunion technique préparatoire et formation des enquêteurs-trices et facilitateur-trice	<p>Sensibiliser sur l'approche genre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Présenter les outils genre</li> <li>- Montrer aux enquêteurs-trices comment intégrer des indicateurs genre pendant la collecte</li> </ul>
6- Réunion d'information et de mise en place des commissions thématiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les élus locaux</li> <li>-Partager les termes de référence du processus en mettant l'accent sur l'intégration de l'approche genre</li> <li>-Sensibiliser les élus locaux et le cadre de concertation sur l'approche genre</li> <li>-Mettre en place une commission de suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre du PDC (en veillant à une représentation des femmes dans cette commission)</li> </ul>
7- Mise en place Comités Villageois de Développement, Comité Inter Villageois de Développement / Conseils de Quartier	<ul style="list-style-type: none"> <li>-veiller à la représentation des femmes à travers diverses organisations et acteurs représentés</li> <li>-veiller à la participation des femmes dans les bureaux des CVD</li> <li>-volonté des hommes à faire de la place des femmes au niveau du bureau</li> </ul>
8- Formation des membres des	-Sensibiliser sur le genre les membres des CVD (pour les

CVD/CQ	<p>communes rurales) et les CQ (pour les communes urbaines)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montrer l'importance à séparer les focus group pour les hommes et les femmes</li> <li>- Veiller à une bonne représentativité des différents membres des CVD, CQ</li> </ul>
9- Collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laisser plus de place aux discussions et aux justifications</li> <li>- Organiser les discussions de groupe dans un endroit neutre comme la mairie dans un but de contrôler les personnes participantes.</li> <li>- Le groupe de discussion ne doit pas dépasser 15 personnes.</li> <li>- Veiller à la diversité des participant-e-s (par exemple miser sur les personnes ressources susceptibles par exemple de donner des informations par secteur)</li> <li>- Idéalement avoir un animateur+ un preneur de notes. Si l'animateur et/ou le preneur de note ne parlent pas la langue locale, prévoir un traducteur.</li> <li>- Enregistrer les discussions, si possible.</li> </ul> <p>Prévoir la mise en place des CIVD ou toute autre activité sur un autre jour si possible</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Retravailler les différents outils genre afin de les rendre plus efficaces et moins longs.</li> <li>- Bien sensibiliser en amont pour éviter les mauvaises compréhensions</li> </ul>
10- Analyse des données et élaboration de la situation de référence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire une combinaison/synthèse comparative des groupes de discussions hommes et femmes dans chaque zone ou quartier</li> <li>- Faire une analyse en rapport avec le contexte</li> <li>- Organiser les données par secteur</li> </ul>
11- Atelier de partage de la situation de référence et de planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposition de planification en interne avant la restitution auprès de la population</li> <li>- Faire participer un plus grand nombre au-delà des membres des CVD (comme les spécialistes par secteur : ICP, directeurs d'écoles, etc.)</li> <li>- Veiller à la diversification des acteurs qui participent (et qui peuvent répondre à certaines questions spécifiques)</li> </ul>
12- Intégration des remarques et rédaction de la version provisoire du PDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à ne pas perdre dans la phase de planification les données « genrées » issues du diagnostic</li> <li>- Prendre en compte dans les projets proposés les besoins spécifiques des femmes</li> </ul>
13- Restitution au niveau du conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaider pour la pérennisation de la prise en charge du genre dans toutes les étapes d'élaboration du PDC</li> </ul>

### XIII. CARTOGRAPHIE DES PRINCIPALES INTERVENTIONS DANS LES ZONES CIBLEES

Tableau 19 : Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Kolda

NOM ONG / Structure		Titre du Projet /Programme	Lieu/ Commune et Période d'exécution	Objectifs du Projet /Programme	Réalisations
1	<b>ONG WOLD VISION</b>	Gestion parrainage, Gestion environnement, Education Santé	Commune de Coumbacara : 2004/2023	Faciliter l'accès des enfants à l'éducation, à la santé et à la sécurité alimentaire	- Construction des salles de classe: Saré Laly, maternelle Thidelly, maternelle Coumbacara. - Santé : construction poste santé de Bambadinka, réhabilitation de case de santé : Saré Laly, Saré Mansaly et Bouborel.
2	<b>ONG FODDE</b>	Gestion de l'environnement et sécurité alimentaire	Commune de Coumbacara : 2011/2023	Améliorer les conditions de vie et du travail des femmes dans l'agriculture et la gestion de l'espace transfrontalier	- Périmètres maraichers équipés: Dialacoumby 02, diambour Kombo 01, Bouborl 01, Saré Niyel 01. - Création de PAGET (Programme d'Appui à la Gestion de l'Espace Transfrontalier).

3	<b>ONG 7a MAREWA</b>	Sécurité alimentaire, résilience et gestion environnement	Commune de Coumbacara : 1994-2023	Améliorer le niveau de vie des populations rurales	- Aménagement de mini barrage dans les vallées, reboisement d'arbres fruitiers, formation des femmes et des jeunes dans le métier d'agriculture, initiation de la pisciculture, réalisation de périmètres maraichers (Dialacoumby 01, Koudora 01, Coumbacara 01, Saré Sambel 01, Thidelly 01 et Madina Ndondy 01).
4	<b>ONG OFAD NAFORE</b>	Sécurité alimentaire, formation, alphabétisation	Commune de Coumbacara : 2007-2023	Améliorer le niveau de vie des populations rurales	- Teste des cultures céréalières (petit mil, sorgho etc..) pour combattre l'insécurité alimentaire. - Centres d'alphabétisation pour les femmes Formation des monitrices rurales
5	<b>PAM</b>	-Sécurité alimentaire et gestion des eaux dans les vallées	- Commune de Coumbacara et de Dioulacolon : 2014-2023	- Maitriser la circulation de l'eau dans les vallées	- Octroiement de bons alimentaires - Réalisation de diguette de parcellements dans les villages : Saré Niyel, Bambadinka et Coumbacara.

6	<b>Tiers Sud (Beey Daare)</b>	-Projet d'amélioration de la productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le Tiers sud.	- Commune de Pakour et de Saré Coly Sallé : 2018 - 2023	- Appui aux activités socio-économique - allégement des travaux des femmes	- Réalisations de mini forages - Clôture de périmètres maraichers - Construction d'aires de fourrière - Equipment en moulins
7	<b>USAID GOLD</b>	Promouvoir des approches innovantes novatrices pour améliorer la gouvernance local et garantir la durabilité et à long terme de ces approches	Saré Coly Sallé : 2020-2023	- Gouvernance pour le développement local	- Sensibilisation et Conscientisation
8	<b>Fondation des frères du sud</b>	-Venir en aide aux populations défavorisées en intervenant selon des axes complémentaires : Santé, Education, Assainissement, développement économique	Pakour : 2022-2030	- Santé, Education, Assainissement, développement économique	- Construction des salles de classes. - Construction des logements de sages-femmes.

<b>9</b>	<b>ADESC (Association pour le Développement Economique et Social de Saré Coly Sallé)</b>	- Développement du secteur agricole et du commerce	Saré Coly Sallé : 2005- 2023	-Appui au développement durable	-Formations Professionnelle. -Mise en places de fermes. -Achat et don d'important lots de vélos pour appuyer les élèves qui habitent loin.
<b>10</b>	<b>AIDA MJPI</b>	-Développement -Agriculture (maraichage)	Dioulacolon : 2014-2023.	-Appui et mise en place de périmètres maraichères	-Réalisation de périmètre Maraichère à Darou Salam
<b>11</b>	<b>ONG EDUCO</b>	-Conseil municipal des enfants	2023-2030	Mise en place d'un conseil municipal pour les enfants	-Election d'un maire enfant

**Tableau 20 : Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Ziguinchor**

NOM ONG /Structure		Titre Projet /Programme	Lieu/ Commune et Période d'exécution	Objectifs duProjet / Programme	Réalisations
1	<b>ONG USOFORAL</b>	Retour des populations	Niaguise 2019 a 2022	Faciliter le retour des déplacés et surtout les accompagner	Dons des vivre et de matelas
2	<b>USAID/PACERELLE</b>	Retour des enfants exclus à l'école	Commune d'ADEANE Année 2018 a 2020	Permettre aux élèves qui ont déjà abandonné de retourner a l'école	L'octroi de kit scolaire cahiers, sacs, stylos, livres et des matériels de bureau comme chaises et tables
3	<b>LA KFW Allemand</b>	Projet d'appui aux écoles	Commune de Diégoune 2017 à 2021	Construire des salles de classe	Construction de 6 salles de classe
4	<b>ONG SHELTER FOR LIVE</b>	Projet d'appui aux couches faibles	DIEGOUNE 2019 à 2022	UN TOI UNE VIE c'est aider les sans-abris à avoir un logement ou habitat	Construction de 4 maisons en dur
5	<b>ONG CROIX ROUGE</b>	Retour des déplacés de guerre	Commune de Katabal 2018 à 2022	Faciliter le programme pour le retour des villages déplacés	Soutien en vivres, des matelas et des médicaments

6	<b>IRAPA</b>	Chargé de la négociation	Commune de Katabal 2005 à 2019	C'est faciliter le retour des populations déplacées	Retour effectif de tous les villages déplacés
7	<b>ONG USOFORAL</b>	Encadrement et facilitation	Commune de NYASSIA Depuis 2019 jusqu'à 2022	Permettre aux populations qui ont déjà abandonné leur village de retourner	L'octroi de matériels comme des matelas et des couvertures aux populations et des médicaments
8	<b>PPDC</b>	Projet de construction d'infrastructure sociale	Commune de NYASSIA 2017 à 2022	Faciliter l'accès des populations aux services sociaux de base	Construction de piste rurale à toubacouta et katouré
9	<b>CPRPD Comité de pilotage pour le retour des villages déplacés</b>	Initiatives de négociations	Commune d'ADEANE 2000 à 2019	Négocier le retour des villages déplacés	Retour de tous les villages déplacés de la commune
10	<b>ONG USOFORAL</b>	Retour des populations	NIAGUIS en 2019	Faciliter le retour des déplacés et surtout les accompagner	Dons des vivre et de matelas
11	<b>ANRAC</b>	Projet d'appui aux populations déplacées	NIAGUIS 2019 à 2021	Reconstruire les lieux détruits pendant le conflit	Construction d'écoles et de salles de classe

**Tableau 21 : Cartographie des principales interventions dans les communes de la région de Sédhiou**

NOM ONG / Structure		Titre du Projet /Programme	Lieu/ Commune et Période d'exécution	Objectifs du Projet /Programme	Réalisations
1	<b>ONG WOLD VISION</b>	Gestion parrainage, Gestion environnement, Education Santé	Commune Dioudoubou: 2017/2037	Faciliter l'accès des enfants à l'éducation, à la santé et à la sécurité alimentaire	- Construction des salles de classe a Dioudoubou -Construction de mini- forage a Dioudoubou
2	<b>USAID GOLD</b>	Promouvoir des approches innovantes novatrices pour améliorer la gouvernance locale et garantir la durabilité et à long terme de ces approches	Commune de Diaroume Commune de Samine 2017/ 2021 donc finit	Accompagnement de l'élaboration du plan d'action annuel et gestion Etude des collectivités territoriales	Don des équipements comme table imprimante moto a la mairie de Samine Formation des élus locaux en gestion de Diaroume Formation des jeunes de Diaroume en élevage Financement des jeunes en élevage
3	<b>Innovation pour la Sante des Mères et des Enfants d'Afrique</b>	Sante de la mère ; du nouveau ne et de l'enfant en Afrique de l'ouest	Commune de Dioudoubou De 2019 à fin 2023	Corriger les disparités en matière de santé reproductive	Don des céréales dans la commune de Dioudoubou Assistance des enfants malnutris
4	<b>Programme Appui au Programme National</b>	Projet d'amélioration de la connectivité dans les	Commune de Simbandi balante	Réduire la pauvreté en se basant sur l'agriculture ;	Construction de piste de production à Sanoufily ;

	<b>d'investissement dans l'Agriculture au Sénégal</b>	zones de productions agricole du centre et du nord du Sénégal	Commune de Dioudoubou 3ans 2022 à nos jours	l'entreprenariat rural et le développement local.	Malandiancounda tous des villages de la commune de Dioudoubou. Construction de piste de production à Simbandi balante
5	<b>AFRIK'ENJEU</b>		Commune de Simbandi Balante	Maintenir la paix et la sécurité	Mise en place des commissions de paix
6	<b>Projet de Valorisation des Eaux pour le développement de chaines de Valeur</b>	Programme National de développement de l'irrigation locale	Commune de Dioudoubou 5ans 2019/2024	Doubler la production rizicole ; Atteindre l'autosuffisance alimentaire	Aménagement des vallées dans la commune de Dioudoubou
7	<b>Adaptation et Valorisation Entrepreneuriales en Irrigation et Agriculture Rurales</b>	Projet pour la promotion d'une productivité agricole adaptée au climat et un entreprenariat agro-alimentaire rentable au Sénégal	Commune d'INOR 2019/2024	Améliorer le bien-être socio-économique et la résilience des ménages agricoles ; en se concentrant sur les femmes et les jeunes	- Réalisations de mini forages - Clôture de périmètres maraichers à INOR - Equipement des villages en matériaux de maraichage à INOR
8	<b>USAID/PASSERELES</b>	Projet de la stratégie de la scolarisation accélérée	Commune de Diaroume 2018/2022	Offrir aux filles et aux garçons des opportunités d'éducation de base pertinents. Identifier les enfants qui sont hors de l'école et qui ont été à l'école et qui n'ont jamais été à l'école	Prise en charge des enfants qui ont abandonnés l'école  Don de cours de renforcement aux élèves à Diaroume

## **XIV. ANALYSE GENRE DU PDEC**

Cette analyse permet de voir le niveau de sensibilité genre du projet. Elle s'appuie sur une revue des documents du PDEC, une identification des réalisations du projet en matière d'égalité entre les sexes ainsi que les lacunes et les défis, une identification des besoins de renforcement des capacités de l'équipe du projet, évaluer le niveau d'intégration du genre dans les différentes unités du projet du PDEC (finances, administration, communication, suivi et évaluation, etc). Ce qui aboutira à une formulation d'orientations stratégiques et opérationnelles en vue de la prise en compte du genre aussi bien dans les outils du PDEC que dans ses interventions

### **XIV.1. Évaluation de la sensibilité genre des documents du projet**

Les documents du PDEC <sup>22</sup>ont été analysés sur la base des questions suivantes :

- Présence de données ventilées par sexe dans le document ?
- Existence d'une analyse se rapportant explicitement aux besoins, aux priorités et aux contraintes des couches vulnérables (femmes et des hommes) ?
- Présence d'une partie dédiée à l'égalité entre les sexes ?
- Présence de conclusions, de recommandations faisant la différence entre les hommes et les femmes ?

#### **✚ Manuel de sous projet du PDEC :**

- ✓ Dans le ciblage des acteurs envisagés pour les sous projets à financer, l'éligibilité des Organisation Communautaire de Base (OCB) est soumise à un critère de prise en compte de populations vulnérables telles que les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap dans les zones d'intervention sélectionnées des OCB. D'ailleurs les associations d'épargne et de crédit des femmes actives dans des chaînes de valeur agricole, de l'élevage et de la pêche sont ciblées parmi les OCB.
- ✓ Le ciblage des OCB pour le financement des sous-projets reste attentif à des critères de bonne gouvernance notamment la promotion des jeunes et des femmes dans la gouvernance.
- ✓ La campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation constitue une étape dans la mise en œuvre du financement des sous-projets, elle prendra en compte les femmes et les autres couches vulnérables comme les personnes en situation de handicap.

---

<sup>22</sup> L'analyse a concerné les documents suivants mis à disposition par le PDEC : Manuel de sous projet, Manuel d'exécution technique, Manuel de gestion administrative, financière et comptable, Project Appraisal Document (PAD)-Casamance Economic Development Project et Cadre de Politique de Réinstallation.

- ✓ La catégorie genre est prise en compte dans le suivi du processus de préparation des sous-projets 3b qui permet de saisir les aspects nécessitant une révision pour les prochains cycles de financement.
- ✓ Il est prévu des indicateurs d'output et les indicateurs d'impact qui donneront respectivement une estimation autour du nombre de bénéficiaires directs et indirects touchés (désagregés en catégorie et genre) et une augmentation de la participation des femmes et des jeunes aux structures de gouvernance des OCB.
- ✓ Sur les critères de priorisation des dossiers de sous projets, des mesures spécifiques sont indiquées pour une bonne prise en compte du genre ainsi que les principaux critères de présélection des dossiers d'avant-projet (notation particulière pour les projets portés par des femmes et des organisations dont les membres sont constitués de femmes à au moins de 30%).
- ✓ Parmi les aspects à mettre en avant dans les contenus des documents de sous projets figurent des informations sur la mise en place de la base de données sensibles au genre;
- ✓ Au niveau des étapes de la gestion environnementale et sociale des sous projets notamment dans l'étape 6 relative à l'élaboration et Approbation du PGES-Chantier, un Plan d'Intégration Sociale et Genre (PISG) comprenant la gestion des risques de violences sexistes ou d'exploitation et d'atteintes sexuelles est à soumettre à la mission de contrôle avant le début des travaux.
- ✓ La prise en compte de la représentativité des femmes et des jeunes notamment dans le Comité de Gestion du Sous-Projet (CGSP)
 

Pour les organisations mixtes, le ratio femmes/hommes au sein du CGSP ne peut en aucun cas être inférieur à 25%.
- ✓ En matière d'élaboration des dossiers de sous projets, une capacitation et un mentorat seront destinés aux OCB afin de renforcer la participation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables.

#### **Manuel d'exécution technique**

Le manuel d'exécution technique a mis l'accent des mécanismes de prise en compte de besoins pratiques des jeunes filles et femmes :

- ✓ Existence de Procédure de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG), d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) et du harcèlement sexuel (HS) : ce qui s'est concrètement matérialisé par la mise en place d'un code de conduite signé par le personnel et les partenaires stratégiques du projet.
- ✓ Existence de mécanismes de gestion des plaintes relatives aux VBG

- ✓ Détail sur des structures de prise en charge en cas de VBG (boutiques de droit, maisons de justice, etc.).
- ✓ Collaboration avec une structure de recherche comme l'Université Assane Seck de Ziguinchor pour approfondir l'ancrage du projet sur les questions de genre et d'inclusion sociale.
- ✓ Dans le suivi évaluation, il est noté une volonté de sensibilité par rapport au genre à travers une prise en compte des écarts en matière d'égalité de genre
- ✓ Dans les activités de sensibilisation et d'information avec les collectivités territoriales et d'autres partenaires stratégiques, l'accent est mis sur l'approche genre et les VBG

#### **Manuel de gestion administrative, financière et comptable**

Le document ne marque pas une attention particulière à des spécificités liées aux besoins des hommes et des femmes. Les orientations sont fournies souvent de façon globale :

#### **Project Appraisal Document (PAD)-Casamance Economic Development Project**

Confirme la pertinence du projet par rapport :

- ✓ À la prise en compte des contraintes des femmes en termes d'accès à des services sanitaires
- ✓ L'existence d'une stratégie pour combler les gaps concernant l'égalité entre les sexes
- ✓ La prise en considération de la précarité des femmes face à la prise de décision, aux opportunités économiques et aux impacts du changement climatique.
- ✓ L'importance de mettre en œuvre des interventions sensibles au genre afin de contribuer à la participation des femmes aux instances de décision et de développement local.

#### **Cadre de Politique de Réinstallation**

La fiche relative aux impacts environnementaux et sociaux du projet tient compte de la sensibilité genre à travers les questions suivantes:

- ✓ la validation ou le consensus prennent-ils en compte les aspects genre/couches vulnérables ?
- ✓ Des groupes spécifiques (genre, couche vulnérable, ...) sont-ils affectés par ce défrichement ?
- ✓ Existe-t-il des groupes spécifiques qui seront plus touchés par ces changements de mode vie ou de comportements (par genre, âge et catégorie socio professionnelle ou culturelle) ?
- ✓ Existe-t-il des catégories (socio-professionnelle, genre, âge,) qui seront plus touchées par les interventions liées à la santé, la protection sociale?
- ✓ En matière de revenus locaux, le recrutement privilégie-t-il la non-discrimination par genre à critères professionnels égaux ?
- ✓ Le projet favorise-t-il une prise en compte de la différenciation liée au genre à travers l'accès à l'information sur le projet, les recrutements ou les impacts ?
- ✓ Le projet peut-il avoir des effets négatifs sur certains bénéficiaires notamment à travers l'aspect genre (activité existante, concurrence, sécurité, ressources,) ?

## **XIV.2. Budget du projet**

Les sous composantes (sous-composante 1a, sous-composante 3a, sous-composante 3b) qui adressent le plus des préoccupations liées à l'équité sociale et à l'égalité des sexes concernent 21 % du budget dédié au projet. Cependant la sous composante 3b n'est pas budgétisée.

Le budget constitue un outil économique mais peut aussi révéler des orientations et des priorités politiques. Un budget non sensible au genre peut être révélateur de rapports de pouvoir existant au niveau social et dans les hautes instances de décision. Ainsi, la sensibilité genre des budgets pour les projets de développement est aujourd'hui reconnue comme une stratégie pouvant contribuer aux politiques d'égalité Femmes -Hommes.

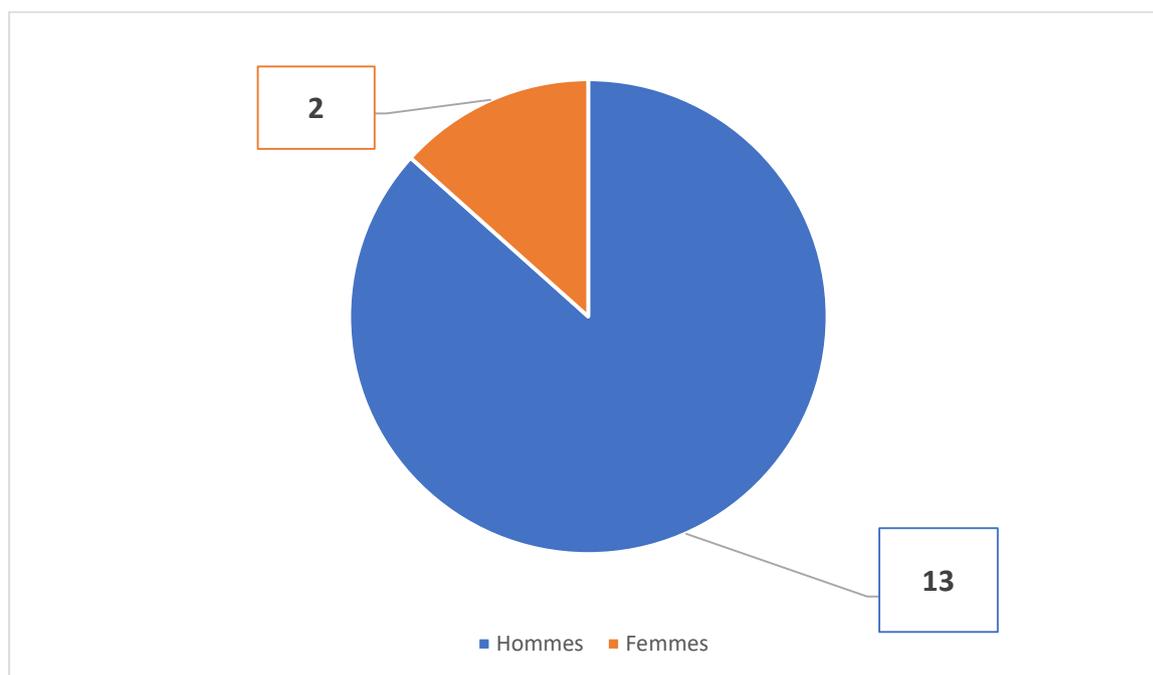
## **XIV.3. Répartition du Personnel selon le sexe**

L'équipe du projet compte 15 personnes dont 02 femmes<sup>23</sup> et 13 hommes, ce qui indique globalement un profil de représentation en faveur des hommes avec une présence, tous postes confondus, soit 86,7% d'hommes contre 13, 33% de femmes. Au niveau des postes de responsabilités, il est noté la présence d'01 femme. Dans l'équipe du projet, il n'existe pas de personnes en situation de handicap. Les recrutements au PDEC sont faits suivant les compétences requises pour chaque poste donné, il a par ailleurs été souligné le fait que peu de candidatures féminines répondent au critère lorsqu'il s'agit de pourvoir des postes en particulier ceux nécessitant des spécialisations spécifiques. Une telle situation peut s'expliquer sur le fait que la présence des femmes sur le marché du travail est encore assujettie à des stéréotypes de genre : les postes techniques ou spécialisés sont souvent perçus comme masculins.

---

<sup>23</sup> 01 femme au niveau au de secretariat/assistance et 01 femme au niveau stratégique

**Graphique 5:** Parité Femmes-Hommes parmi le personnel



## **XV. ANALYSE DES BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS**

### **XV.1. Connaissance du genre par le personnel et les partenaires techniques**

L'égalité des sexes constitue un principe central dans la mission du PDEC. L'approche genre est généralement bien comprise par les équipes mais il se pose un défaut de mise en pratique de l'approche dans les différentes missions. En effet, la perspective comparative entre sexes/genres imbriquée à d'autres critères tels que l'âge n'est pas toujours entièrement prise en compte. Ce qui fait que dans le projet la prise en compte de situations spécifiques fait référence aux hommes et aux femmes (prise en compte des filles lorsque l'intervention concerne les violences basées sur le genre) en omettant de mettre l'accent sur les particularités des garçons et des filles. Aussi, le croisement entre genre et d'autres variables comme la catégorie socio professionnelle, le handicap, la vulnérabilité, etc est encore happée par cette conception qui assimile genre et femmes. Ces situations décrites pourront être corrigé à travers des renforcements de capacités pour une meilleure appropriation et mise en œuvre de l'approche genre.

De tels renforcements vont concourir à renforcer :

- l'appropriation du genre dans les domaines techniques des différentes missions du personnel.
- le partage efficace sur les questions d'égalité Femmes-Hommes avec les partenaires clés du projet.
- la prise en compte des priorités liées au genre dans la planification du travail

-la capacité du personnel à produire des notes de synthèse et des rapports à travers des indicateurs sensibles au genre.

- la capacité du personnel à rendre compte des résultats en matière d'égalité des sexes dans le cadre de votre travail

- la Capacité du personnel à identifier les priorités/contraintes liées au genre et à formuler des résultats et des activités sensibles aux questions de genre

- la capacité du personnel à élaborer des indicateurs sensibles au genre.

Aussi, pour les partenaires stratégiques du projet comme les services techniques, l'approche genre est pour beaucoup une directive dans l'exécution de leurs interventions : *« l'approche genre est devenue une exigence même au niveau de l'État. Ce n'est pas pour rien que même au niveau du ministère nous avons un département chargé de cet aspect genre et on veut que cela soit dans les interventions de l'État, dans tout ce que l'État fait cet aspect est pris en charge. Parce que déjà même au niveau de la mise en place soit des intrants agricoles, du matériel agricole, il y a un pourcentage de 30% qui est alloué aux femmes, il y a un quota aussi alloué aux jeunes. Donc, on est tenu de respecter cette approche dans tout ce que nous faisons »* (entretien partenaire technique, Kolda, Février 2023). Cependant il existe encore des gaps dans la réelle mise en pratique de l'approche genre dans les missions des services techniques déconcentrés. Ainsi, les renforcements de capacités seront aussi destinés à ces services techniques pour une meilleure mise en œuvre de l'approche dans leur collaboration avec les interventions du PDEC.

## **XV.2. Thématiques clés à privilégier par rapport au renforcement de connaissances du genre par le personnel**

Dans une optique d'optimiser la transversalité de l'approche genre dans toutes les unités et composantes du projet, il sera judicieux de former le personnel ainsi que ses partenaires stratégiques sur les thématiques suivantes:

- **Compréhension des enjeux d'égalité de genre** (genre, VBG, Harcèlement sexuel, la question de la vulnérabilité) afin garantir une meilleure connaissance du genre et des problématiques associées aux besoins sexospécifiques.
- **Analyse du contexte juridique en faveur de l'égalité homme/femme** pour une meilleure maîtrise du contexte national dans lequel le PDEC évolue en termes de dispositions légales favorables aux femmes et aux filles. En d'autres termes, cette formation renforcera la capacité à tenir en compte dans la mission du projet des connaissances produites au niveau local, national voire international en matière d'égalité des sexes.

- **Production d'indicateurs sensibles au genre** afin de rendre compte des avancées du projet en matière d'égalité Femmes-Hommes mais également d'apporter au besoin des correctifs en ce sens.
- **Intégration du principe d'égalité des sexes dans tout le cycle de projet notamment dans l'évaluation et le suivi**, ce qui permettra au personnel et aux partenaires stratégiques de se familiariser avec les indicateurs genre et de les traquer de la conception à la phase de suivi évaluation
- **Formalisation de l'utilisation de marqueurs genre pour les sous projets** afin de faciliter la systématisation de la sensibilité genre des sous projets du PDEC
- **Formulation d'activités sensibles à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et des filles** afin de garantir une réelle prise en compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes dans l'exécution du projet

## **XVI. OPPORTUNITÉS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE**

### **XVI.1. Au niveau institutionnel**

- Sensibilité et Engagement du PDEC par rapport à l'égalité Femmes-Hommes ;
- Priorité accordée aux sous projets comportant une dimension genre
- Existence d'une experte genre au niveau du PDEC pour faire le suivi rapproché de la mise en œuvre de l'approche ;
- Le genre constitue une priorité stratégique pour le PDEC ;
- Mise sur agenda du PDEC de la thématique dédiée au harcèlement sexuel

### **XVI.2. Au niveau stratégique**

- Le respect du critère d'équité de genre devient de plus en plus une exigence des bailleurs de fonds ;
- Participation et contribution du PDEC dans les différentes structures de valorisation de la thématique liée aux questions de genre (ex département sociologie Université Assane Seck de Ziguinchor) ;

### **XVI.3. Au niveau Opérationnel**

- ✓ Le PDEC dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes sensible au VBG/EAS/HS dans une logique de prévention et de réponses aux violences basées sur le genre et les pratiques néfastes/discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles.
- ✓ Le PDEC organise des sessions de sensibilisation et de communication sur les thématiques VBG/EAS/HS

- ✓ Le PDEC encourage la participation des femmes dans ses activités de la composante 1 et 2
- ✓ Le PDEC accorde une importance capitale à l'égalité entre hommes et femmes et à l'équité sociale avec un accent particulier sur les couches vulnérables comme les déplacés, les réfugiés, les personnes avec un handicap, etc
- ✓ L'experte genre est associée dans le développement des activités des équipes du projet ;
- ✓ Existence de consignes pour orienter le personnel du projet dans la prise en compte du genre dans toutes les missions du projet.
- ✓ Réalisation de l'analyse genre du PDEC ;
- ✓ Existence de bonnes pratiques comme la production d'un code de conduite relatif au harcèlement sexuel ;

## **XVII. DÉFIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE**

### **Défi 1 : Développement des compétences en genre**

#### **Stratégies**

- ☞ Développement d'un plan de renforcement de capacité du personnel ainsi que les partenaires stratégiques du PDEC ;
- ☞ Mise en place d'un système d'évaluation, de suivi de la formation du personnel;
- ☞ Développement d'un plan de communication sensible au genre afin de montrer les conséquences positives de l'équité de genre au niveau du projet ;
- ☞ Formation du personnel et des acteurs-trices stratégiques sur des outils genre<sup>24</sup> qui capitalisent les progrès en matière d'égalité des sexes ;
- ☞ Formation sur la stratégie genre du projet (qui est en cours d'élaboration);

---

<sup>24</sup> Ces outils concernent principalement des dispositifs utilisés pour capitaliser/suivre les actions genre, nous pouvons citer par exemple les fiches de collecte désagrégées par genre (cf plan d'action genre activité 1.1.7), le système de signalement des VBG/EAS/HS (cf plan d'action genre 1.1.8)

## **Défi 2 : Renforcement de la prise en compte du genre dans les cadres programmatiques du PDEC**

### **Stratégies**

- ☞ La mise en place d'une unité de suivi et d'évaluation pour l'ensemble du projet avec des orientations claires ;
- ☞ Recrutement de consultants.es genre à court terme pour la réalisation d'analyses genre à mi-parcours au niveau des zones d'intervention pour évaluer les avancées en matière d'égalité des sexes ;
- ☞ Développement d'un système de monitoring, de suivi sensible au genre du PDEC;
- ☞ La définition d'un cadre de suivi des résultats et des indicateurs sensibles au genre ;
- ☞ La mise en place des indicateurs pertinents et mesurables sur l'intégration du genre dans le projet ;

## **Défis 3 : Renforcement des questions de genre dans la gestion des Ressources Humaines et financiers**

- ☞ Institutionnalisation du télétravail (2 fois dans la semaine) pour les postes qui ne demandent pas une présence obligatoire ;
- ☞ Intégration de plus de femmes dans le projet voire dans les équipes des chauffeurs et des vigiles.
- ☞ Intégration d'informations sur la part allouée aux hommes et aux femmes dans la gestion budgétaire ;

## **XVIII. RECOMMANDATIONS**

### **🚦 Renforcement des capacités des équipes :**

- ☞ Renforcer les capacités du personnel pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans le projet;
- ☞ Capaciter les partenaires stratégiques du projet afin qu'ils jouent pleinement leur rôle dans la collaboration avec le PDEC.

### **🚦 Ressources humaines et recrutement :**

- ☞ Mettre en place des dispositifs encourageant les candidatures féminines ex : sensibilisation des panels de recrutement sur la logique de correction des inégalités Femmes-Hommes en milieu professionnel, mettre en exergue la mention « candidature féminine vivement souhaitée » dans les appels à candidature
- ☞ Intégrer les femmes dans les équipes de la sécurité (vigiles femmes) ainsi que des chauffeurs ;
- ☞ Mise en place d'un dispositif de suivi des formations après recrutement.

- ☞ le projet doit s'inscrire dans la perspective de l'atteinte de la parité des sexes à tous les niveaux. Le projet doit donc accorder une attention particulière à la composition de ses effectifs et à la diversité au sein des unités en veillant à ce que les femmes et les hommes accèdent de manière équitable aux postes vacants, y compris ceux de la direction et soient responsabilisés.

#### **Gestion budgétaire**

- ☞ Consacrer 5% du budget de l'UGP à la formation et aux activités de renforcement des capacités en genre
- ☞ Intégrer des informations sur la part de budget dédiée aux hommes et aux femmes

#### **Flexibilité et conditions de travail sensibles au genre:**

- ☞ Institutionnaliser le télétravail (2 fois dans la semaine) pour les postes qui ne demandent pas une présence obligatoire afin de permettre aux femmes de mieux concilier leur activité professionnelle et l'organisation familiale.
- ☞ Envisager un partenariat avec des structures de garde de la petite enfance pour faciliter aux femmes du PDEC et des partenaires de ce dernier la gestion des enfants à bas âge.

#### **Programmation/mise en œuvre du projet:**

- ☞ Mobiliser de points focaux genre au niveau des zones d'intervention du projet afin d'alléger la charge de travail de l'experte genre et de maximiser le suivi des actions liés au genre ;
- ☞ Impliquer davantage dans les différents départements du projet l'expertise genre ( Pour une meilleure transversalité du genre dans le projet, il serait pertinent d'impliquer l'experte genre dans les différentes composantes du projet. S'assurer que chaque expert ait une bonne connaissance technique du genre en vue de son opérationnalisation dans les différentes interventions du projet)
- ☞ Mobiliser l'expertise de consultant.s genre à court terme pour la réalisation d'analyses genre à mi-parcours au niveau des zones d'intervention du projet.
- ☞ Formaliser un système de notation des sous projets suivant des critères basés sur le degré de sensibilité genre de ceux-ci.

#### **Suivi et évaluation sensible au genre:**

- ☞ Intégrer un système de suivi-évaluation sensible au genre pour l'ensemble du projet ;
- ☞ Mettre en place un mécanisme pour la traçabilité des toutes les actions genre ;
- ☞ Mettre en place des cadres d'échanges sur les résultats des études baseline pour une meilleure appropriation des spécificités genre par les différentes équipes du projet;

#### **Communication et sensibilisation :**

- ☞ Développer une campagne de communication sur la plus-value du genre dans les interventions du PDEC en interne et en externe mais surtout interne parce que la campagne interne a des conséquences positives l'intégration du genre au niveau du projet.

## **XIX. STRATÉGIE GENRE**

### **XIX.1. Orientations de la Stratégie Genre**

La stratégie genre du PDEC est structurée autour de deux orientations stratégiques citées ci-dessous :

- ☞ **Orientation stratégique 1** : les compétences des différentes parties prenantes du PDEC ainsi que les mécanismes de planification et de gestion du projet sont renforcés en matière de genre. En effet, l'orientation stratégique 1 vise à renforcer les capacités et les compétences en genre au sein de l'équipe du PDEC ainsi que les partenaires de mise en œuvre chargés de la planification à intégrer le genre dans les interventions du Projet.
- ☞ **Orientation stratégique 2** : des mesures d'équité sont renforcées, en vue d'une réduction des inégalités liées au genre dans les zones d'intervention du PDEC. L'orientation stratégique 2 vise à renforcer les activités productives des femmes et des groupes vulnérables (Femmes et Hommes) mais également à mieux impliquer les femmes et les groupes vulnérables au niveau des instances de décisions dans les commissions domaniales, les bureaux municipaux, les comités sanitaires, etc.

### **XIX.2. Destinataires de la Stratégie Genre**

La présente stratégie offre à l'équipe du PDEC de nouveaux outils lui permettant de mieux envisager, apprécier, suivre et rendre compte des performances, en termes d'équité. L'introduction et l'utilisation des outils techniques qui seront développés et mis à disposition, permettront à l'équipe du projet de disposer des modalités techniques d'analyse et d'identification des problématiques liées au genre.

En fonction des rôles spécifiques et conjoints de chaque catégorie d'acteurs/actrices impliqués dans les processus de mise en œuvre du PDEC, les groupes cibles tireront profit des activités de renforcement qui seront envisagées à deux niveaux :

- i) le développement de compétences et l'amélioration des outils institutionnels utilisés dans les différentes étapes de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation grâce à l'intégration du genre ;
- ii) le renforcement des mesures d'équité en vue d'une réduction des inégalités dans les zones d'intervention du PDEC.

### XIX.3. Principes directeurs de la Stratégie Genre

La mise en œuvre de la Stratégie genre sera basée sur les principes directeurs ci-après :

- ☞ l'approche multi-acteurs qui se justifie par le fait que les missions du PDEC sont mises en œuvre par différents acteurs institutionnels, chacun ayant un ou des domaines spécifiques ;
- ☞ une synergie des parties prenantes<sup>25</sup> pour la mise en œuvre des activités programmées, du fait de l'interdépendance des résultats attendus. Ainsi, la matérialisation du principe de synergie d'actions devra intégrer la nécessité d'inscrire l'institutionnalisation du genre dans l'agenda des sectoriels impliqués en matière de planification, suivi et évaluation des programmes, d'une part, et le management des structures et services, d'autre part. Ce principe devrait être mis à profit pour démontrer, à tous les niveaux sectoriels, la pertinence et la valeur ajoutée de l'intégration du genre en tant qu'instrument de promotion de l'inclusion sociale, de l'équité et de l'égalité de genre dans le PDEC ;
- ☞ la coordination des activités développées et des efforts des différentes parties prenantes qui doit être un principe opératoire et un objectif de mise en cohérence et d'articulation des initiatives en faveur de la prise en compte des questions de genre dans le PDEC. La matérialisation du principe de coordination devra prendre en compte la nécessité d'articuler l'exécution de la stratégie genre aux modalités et contenus du PDEC ;
- ☞ la concertation pour faciliter la communication entre parties prenantes à l'institutionnalisation du genre doit mobiliser tous les acteurs/actrices des processus de planification, d'exécution et de suivi des programmes et prestations de services car l'atteinte des résultats de la Stratégie genre est fortement corrélée à l'effectivité de l'implication des différentes parties concernées. Se fondant sur ces principes directeurs, l'efficacité de la mise en œuvre de la Stratégie Genre devra être recherchée à travers :
  - (i) **l'appropriation** qui devrait permettre à tous les acteurs/actrices clés des différents acteurs.trices, d'avoir une bonne connaissance du contenu de la Stratégie genre et des initiatives qu'ils sont appelés à prendre pour sa mise en œuvre ;
  - (ii) **l'harmonisation** qui vise à favoriser, grâce à la mutualisation des connaissances, une institutionnalisation graduelle des compétences nécessaires pour l'effectivité de l'intégration transversale du genre dans les activités du PDEC ;
  - (iii) **l'effectivité** du principe d'alignement qui vise à favoriser une plus grande synergie et efficacité

---

<sup>25</sup> Du fait de l'interdépendance des résultats, l'équipe du PDEC ainsi que les partenaires de mise en œuvre chargés de la planification à intégrer le genre dans les interventions du Projet doivent collaborer étroitement (documenter les indicateurs sensibles au genre, alimenter les bonnes pratiques sectorielles en matière d'égalité de genre, dupliquer les capacitacions relatives à l'approche genre dans leurs structures, etc.

dans les actions de soutien à l'intégration du genre dans la mise en œuvre du PDEC. A cet effet, il est attendu à tous les niveaux des partenaires impliqués une plus grande référence à la politique genre du Sénégal (Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre).

#### **XIX.4. Chaîne de résultats de la stratégie genre**

La chaîne des résultats de la Stratégie Genre du PDEC est conçue selon la méthode de gestion axée sur les résultats. Elle est déclinée en résultats à long terme (Impact), à moyen terme (Effets), à court terme (Extrants). L'impact attendu de son exécution est ainsi formulé : **"l'institutionnalisation du genre est effective au PDEC et les besoins différenciés de ses acteurs.trices et cibles sont équitablement pris en compte dans ses interventions.** Pour son effectivité, cet impact nécessite des changements significatifs à quatre niveaux avec les résultats d'effets suivants :

- **Effet 1** : les compétences des différentes parties prenantes du PDEC ainsi que les mécanismes de planification et de gestion du projet sont renforcés en matière de genre ;
- **Effet 2** : des mesures d'équité sont renforcées, en vue d'une réduction des inégalités dans les zones d'intervention du PDEC.

L'effectivité de ces résultats d'effet passera par la réalisation des extrants qui vont matérialiser le cheminement vers les effets attendus avec des réalisations concrètes.

L'enchaînement des extrants retenus pour chaque effet se présente comme suit :

**Effet 1** : les activités du PDEC sont conçues, planifiées, budgétisées, suivies et évaluées dans une perspective de genre

- **Extrant 1.1**: l'équipe du PDEC ainsi que les partenaires de mise en œuvre chargés de la planification disposent de capacités à intégrer le genre dans les interventions du Projet.
- **Extrant 1.2** : l'équipe du PDEC ainsi que les partenaires chargés du suivi/évaluation disposent de capacités à produire et analyser les données et indicateurs dans une perspective de genre et à les intégrer dans le cadre de mesure de rendement.

**Effet 2** : des mesures d'équité sont renforcées à travers les interventions du PDEC

- ☞ **Extrant 2.1** : les activités productives des femmes et des groupes vulnérables (H/F) sont renforcées
- ☞ **Extrant 2.2** : des femmes et des groupes vulnérables sont mieux impliqués dans les instances de prise de décision telles que les instances de gouvernance à la base et les bureaux municipaux.

**Tableau 22:** La structure des résultats schématisée (Plan d'action)

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
Effet 1 : Les activités du PDEC sont conçus, planifiés, budgétisés, suivis et évalués dans une perspective de genre										
<b>Extrant 1.1 :</b> l'équipe de PDEC et les responsables chargés de la planification disposent de capacités à intégrer le genre dans la conception et la programmation des interventions du PDEC	Proportion des agents chargés de la planification disposant des capacités techniques à concevoir et planifier les programmes et projets dans une perspective Genre.	En Décembre 2023, les agents chargés de la planification analysent, conçoivent et planifient dans une perspective Genre.	Niveau de sensibilité genre des activités mises en œuvre.	Faible proportion d'acteurs.trices sensibles au genre	X					
<b>Activité 1.1.1 :</b> Elaborer et mettre	Existence d'une stratégie de	<b>En décembre 2023</b> , la Cellule	Stratégie de coordination	Non implication des différentes	X					5 000 000 <sup>27</sup>

<sup>27</sup> C'est le fond de roulement de la cellule genre (la prise en charge des réunions de coordination de la stratégie genre)

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
en œuvre une stratégie de pilotage des activités de la Cellule 26 de mise en œuvre de la Stratégie Genre	coordination.  Nombre et type de réunions tenues.	dispose d'une stratégie de coordination.  Mensuellement, les réunions de coordination de la Cellule genre sont organisées.	disponible.	parties prenantes						
<b>Activité 1.1.2 :</b> Etablir et mettre en œuvre chaque année le plan de travail (PTA)	Un plan de travail annuel disponible et exécuté.	<b>À partir de Octobre 2023</b> , sur la base de la matrice de la stratégie, le PTA de l'année 2023-2024 est élaboré	Plan de travail (PTA) disponible	Non implication des différentes parties prenantes	X					1 000 000
<b>Activité 1.1.3 :</b> Elaborer et mettre	Existence d'une stratégie de	<b>A partir de décembre 2023</b> ,	Stratégie de communication en	Non implication des responsables du	X					30 000 000

26 La cellule genre sera composée des membres de l'équipe du projet, des partenaires de mise en œuvre (acteurs institutionnels, ONG et Organisations communautaires de base de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables (H/F) représentants des différentes zones d'intervention du projet). Cette cellule se réunira tous les 2 mois afin de faire l'état de la mise en œuvre des actions genre du projet. Les prérogatives de la cellule consisteront à veiller à la mise en œuvre/au suivi de la stratégie genre du PDEC.

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
en œuvre une stratégie de communication en faveur de l'équité et de l'égalité de genre au sein du ministère.	communication sur le genre et sur les réalisations.  Existence de supports de vulgarisation des actions genre	une stratégie de communication sur le genre  Des supports de communication	faveur de l'équité et de l'égalité genre disponible.  Portraits d'entrepreneurs femmes et personnes en situation de handicap sont valorisés	ministère Non implication des parties prenantes						
<b>Activité 1.1.4 :</b> Elaborer et mettre en œuvre un programme 28 de formation en direction de l'équipe de PDEC et les partenaires d'exécution	Un programme de formation disponible.	<b>En novembre 2023</b> , un programme de formation est disponible	Rapport atelier	Déficit d'engagement des partenaires stratégiques du projet	X					35 000 000
<b>Activité 1.1.5 :</b> Renforcer les	Nombre de sessions de formation	<b>Fin décembre 2023</b> , les	Nombre de sessions tenues	Faible implication des agents		X				30 000 000

28 Un-e consultant-e sera recruté-e pour élaborer et mettre en oeuvre un programme de formation

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
capacités des responsables de la planification en techniques d'intégration du genre axées sur les résultats.	réalisées.  Taux de participation des responsables ciblés.	responsables de la planification sont formés à la planification sensible au genre et aux techniques d'intégration du genre dans le cycle de planification.	Documents de planification produits après la formation et qui sont sensibles au genre							
<b>Activité 1.1.6 :</b> Mettre en place un cadre de suivi des résultats et des indicateurs sensibles au genre dans le secteur	Des indicateurs sensibles au genre définis  Cadre de suivi des résultats mis en place  Un système de rapportage sensible au genre opérationnel	<b>Fin décembre 2023</b> , des indicateurs sensibles au genre définis et un cadre de suivi des résultats mis en place  Un système de rapportage sensible au genre	Cadre de suivi des résultats mis en place  Un système de rapportage sensible au genre opérationnel	Cadre de suivi des résultats non mis en place  Existence d'un système d'information intégrant des données désagrégées par sexe ainsi que des indicateurs de	X					10 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
		opérationnel		résultat sensibles au genre						
<b>Activité 1.1.7 :</b> Elaborer et renseigner des fiches de collecte désagrégées par genre (sexe et âge)	Fiches de collecte désagrégées par genre renseignées disponibles.	<b>Fin décembre 2023</b> , les fiches de collecte sont disponibles et partagées	Niveau de renseignement de la fiches	Faible engagement des partenaires	X					.....
<b>Activité 1.1.8 :</b> Mettre en place un système de signalement des VBG/EAS/HS	Existence d'un système de signalement des VBG/EAS/HS	<b>En janvier 2024</b> , le PDEC met en place un système de signalement des VBG/EAS/HS	Augmentation du nombre de dénonciation des cas VBG/EAS/HS	Réticence des partenaires		X				5 000 000
Effet 2 : Des mesures d'équité sont renforcées en vue d'une réduction des inégalités de genre à travers les interventions du PDEC										
<b>Extrant 2.1 :</b> les activités productives des femmes et des groupes	Nombre d'actions développées	<b>A partir de fin 2023</b> , des actions de renforcement sont mises en œuvre	Nombre d'hommes et de femmes accompagnés	Faiblesse des ressources		X				

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
vulnérables (H/F) sont renforcées										
<b>Activité 2.1.1 :</b> Renforcer les compétences entrepreneuriales des femmes et filles et des groupes vulnérables (H/F) notamment celles s'activant déjà dans un secteur d'activité porteur (pêche, maraîchage, commerce, etc.) dans toutes les localités de la zone du projet	Formation sur Gestion financière, techniques agricoles, leadership, l'utilisation des pesticides  Sensibilisation sur les opportunités d'implication économique et communautaire  Sensibilisation sur les opportunités liées aux chaînes de valeur et activités alternatives génératrices de revenus (AAGR)	<b>En janvier 2024,</b> les compétences entrepreneuriales des femmes et filles et des groupes vulnérables (H/F) notamment celles s'activant déjà dans un secteur d'activité porteur (pêche, maraîchage, commerce, etc.)	Nombre de femmes et d'hommes identifiées	Retard dans la mise en œuvre des activités du projet		X				3 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
	Formation sur les techniques de commercialisation adaptées aux activités économiques des femmes									
<b>Activité 2.1.2 :</b> accompagner les femmes à avoir un numéro FRA (autorisation de fabrication et de mise en vente) pour pouvoir exporter les produits	Les organisations de femmes disposent de numéro FRA pour pouvoir exporter les produits	<b>A partir de Mars de 2024</b> , un numéro de FRA est disponible	Augmentation de la vente Contribution à l'autonomisation des femmes	Non disponibilité du numéro de FRA		X				5 000 000
<b>Activité 2.1.3 :</b> mener des actions de plaidoyer pour octroyer un quota	Des actions de plaidoyer pour octroyer un quota foncier aux femmes sont menées	<b>A partir d'avril 2024</b> , des actions de plaidoyer pour octroyer un quota foncier aux femmes sont	Nombre d'actions de plaidoyer menées Nombres de délibérations obtenus par les femmes transformatrices ainsi	Réticence des autorités		X	X	X		10 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
foncier <sup>29</sup> aux femmes et groupes vulnérables (H/F) auprès des services techniques compétents, des leaders communautaires (notables, religieux) et des commissions domaniales		menées	que les groupes vulnérables (H/F)							
<b>Activité 2.1.4 :</b> Mettre en place un système de financement et de protection sociale <sup>30</sup> adapté aux déplacé-e-s et aux	Existence d'un système de financement et de protection sociale adapté aux déplacé-e-s et aux réfugié-es est mis en place	<b>A partir de juin 2024,</b> un système de financement et de protection sociale adapté aux déplacé-e-s et aux réfugié-e est mis en place	Nombres d'activités financées  Le niveau de vulnérabilité des cibles du PDEC réduit	Réticence des responsables		X				100 000 000

<sup>29</sup> Pour le quota foncier, un accent particulier sera mis sur les déplacé-e-s afin de leur faciliter un retour à la terre.

<sup>30</sup> Il sera inclus ici des interventions visant à faciliter l'obtention d'extrait de naissance pour les enfants des personnes réfugiées et déplacées.

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
réfugié-e-s <sup>31</sup>										
<b>Activité 2.1.5 :</b> Accompagner les femmes et les groupes vulnérables <sup>32</sup> dans l'octroi de matériels agricoles	Octroi de décortiqueuses, des batteuses, des motoculteurs, des moto-faucheuses, de moulins à mil et à riz	<b>A partir de mars 2024 :</b> les femmes et les groupes vulnérables (H/F) sont accompagnées dans l'octroi de matériel agricole	Nombre de groupements Hommes/femmes Personnes en situation de faiblesse physique ou psychique (grossesse, maladie, handicap, vieillesse, etc.), que la loi protège des abus commis à leur encontre	Faiblesse des ressources		X				100 000 000
<b>Activité 2.1.6 :</b> Promouvoir la création de coopératives agricoles afin de mieux rentabiliser	Existence de coopératives agricoles pour les femmes et les groupes vulnérables (H/F)	<b>A partir de juin 2024,</b> Mettre en place de coopératives agricoles afin de mieux rentabiliser	Nombre coopératives agricoles par région	Problème de coordination des acteurs.trices		X				25 000 000

<sup>31</sup>Ce système doit aider les communautés pauvres et vulnérables telles que les déplacé-e-s et les réfugié-e-s à mieux s'adapter et à renforcer leur résilience via par exemple des prestations sociales (versées aux ménages/groupes concernés) et des prestations de services sociaux (accès gratuit ou peu onéreux à des services sociaux de base)

<sup>32</sup> Dans le cadre du PDEC, nous rappelons que les groupes vulnérables sont les personnes vivant avec un handicap, femmes et hommes (jeunes inclus) pauvres ayant des difficultés d'accès aux services sociaux de base, réfugiés, immigrés

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
les productions des femmes et les groupes vulnérables		les productions des femmes et les groupes vulnérables								
<b>Extrant 2.2</b> : des femmes et des groupes vulnérables comme les déplacé-e-s et réfugié-e-s sont mieux impliqués dans les instances de prise de décision telles que les instances de gouvernance à la base et les bureaux municipaux.	Nombres de femmes et de groupes vulnérables impliqués dans les instances de prise de décision	<b>A partir de juillet 2024</b> , des femmes et des groupes vulnérables (H/F) sont mieux impliqués dans les instances de prise de décision telles que les instances de gouvernance à la base et les bureaux municipaux.	Liste de présence des rencontres	Réticence des responsables		X				
<b>Activité 2.2.1</b> : Développer des	Nombres d'actions mises en œuvre	<b>A partir de février 2024</b> ,	Nombre de délibérations pour les	Réticence des autorités		X				25 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
actions de communication et de mobilisation pour une implication des femmes sur les décisions concernant le foncier		des actions de communication et de mobilisation pour une implication des femmes sur les décisions concernant le foncier sont mises en œuvres	femmes et les groupes vulnérables (H/F)							
<b>Activité 2.2.2 :</b> Renforcer les connaissances et compétences des femmes et des hommes à travers des formations et des actions de sensibilisation afin de garantir plus de représentation	Nombre de femmes impliquées dans les instances de décision	<b>A partir d'avril 2024,</b> les connaissances et compétences des femmes et des hommes afin de garantir plus de représentation féminine dans les instances de décision	Rapports d'atelier	Résistances des hommes		X				40 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
féminine dans les instances de décision										
<b>Activité 2.2.3 :</b> Organiser des dialogues-concertation avec les leaders communautaires/religieux sur les enjeux de la place des femmes dans le développement socio-économique y compris la participation dans les décisions communautaires	Nombre de dialogues-concertation tenus	<b>A partir de mai 2024</b> , des dialogues-concertation avec les leaders communautaires/religieux sur les enjeux de la place des femmes dans le développement socio-économique y compris la participation dans les instances de décision communautaires	Rapports des dialogues-concertations	Résistances des hommes		X				25 000 000
<b>Activité 2.2.4 :</b> Former et conscientiser les	Nombre de femmes et de personnes en situation de handicap	<b>A partir de mars 2024</b> , les femmes ainsi que les	Rapports d'atelier	Faiblesse des ressources		X				35 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
femmes ainsi que les personnes en situation de handicap en tant que catégories autonomes sur leurs droits et devoirs		personnes en situation de handicap en tant que catégories autonomes sont formés et conscientisés sur leurs droits et devoirs								
<b>Activité 2.2.5 :</b> Mettre en œuvre les stratégies de mobilisation sociale et de communication de masse (caravanes de sensibilisation, émissions radios communautaires, visites à domicile, etc) afin de plus sensibiliser sur le	Nombre d'acteurs.trices touchés	<b>A partir de février 2024</b> , des stratégies de mobilisation sociale et de communication de masse sont mises en œuvre afin de plus sensibiliser sur le genre, l'émancipation des femmes et des	Nombre de stratégies de mobilisation et de communication de masse tenues	Faiblesse des ressources		X				40 000 000

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
genre, l'émancipation des femmes et des groupes vulnérables		groupes vulnérables								
<b>Activité 2.2.6 :</b> Faciliter la réinstallation/intégr ation des personnes déplacées, réfugiées suite aux effets du conflit de la Casamance via leur implication dans des instances de gouvernance à la base (ex : comités sanitaires, association usagers des forages, comités de gestion scolaires, etc)	Nombre de personnes déplacées et réfugiées touchées	<b>A partir de juin 2024,</b> des dispositifs facilitant la réinstallation des personnes déplacées, réfugiées suite aux effets du conflit de la Casamance via leur implication dans des instances de gouvernance à la base (ex : comités sanitaires, association	Nombre de personnes déplacées-refugiées mobilisées dans les instances de gouvernance à la base	Résistance des populations locales		X				.....

EXTRANTS ET ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT		SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES	Échéanciers de réalisation					Budget
	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Objectifs cibles Résultats attendus			2023	2024	2025	2026	2027	
		usagers des forages, comités de gestion scolaires, etc)								
<b>Activité 2.2.7 :</b> Mettre en place un accompagnement psychosocial et une aide à la réintégration au sein de l'AJS (Association des Juristes Sénégalaise)	Nombre de déplacés.es et immigré.es prise en charge	<b>A partir de juillet 2024,</b> les capacités des boutiques de droit de l'Association des Juristes Sénégalaises sont renforcées pour une meilleure prise en charge psychosocial et aide à la réintégration des déplacés.es et immigré.es	Nombre de personnes touchées	Faiblesse des ressources		X				35 000 000

**Budget total = 559 000 000 FCF**

## **XX. CADRE DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE GENRE DU PDEC**

### **XX.1. Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie.**

L'exécution de la stratégie genre du PDEC requiert l'apport de tous les acteurs/actrices impliqués dans la mise en œuvre du projet. À titre principal, l'équipe du projet devra assurer la maîtrise d'œuvre des activités de la Stratégie genre. À cet effet, elle assurera la coordination des activités visant l'intégration du genre, la mobilisation des acteurs/actrices pour l'effectivité de l'intégration du genre dans leurs activités programmatiques, le suivi des progrès et l'organisation des sessions de revues périodiques. Pour ce faire, l'équipe du projet devra établir, annuellement, un plan de travail articulé au plan d'actions de la stratégie.

### **XX.2. Modalités et mécanismes de planification opérationnelle de l'exécution de la stratégie genre.**

La mise en œuvre de la stratégie Genre, destinée à favoriser l'effectivité de l'intégration du genre dans les interventions du PDEC, nécessite des activités de planification opérationnelle et de revue périodique de l'exécution des activités programmées dans le plan d'actions de la stratégie genre.

### **XX.3. L'actualisation du plan d'action de la stratégie genre du PDEC.**

Le plan d'action étant conçu et défini sur la période 2023 - 2027, il est attendu de l'exécution des différentes activités, une amélioration progressive – mais significative - des modalités de préparation, d'exécution et de suivi des interventions. Par conséquent, l'amélioration du niveau de sensibilité genre des interventions du projet, nécessitera de réviser, périodiquement (trimestriellement), le plan d'action pour tenir compte des résultats enregistrés.

### **XX.4. Des revues périodiques de l'exécution de la stratégie genre du PDEC.**

Les activités de la stratégie genre sont conçues pour être conduites selon des modalités de programmation adaptables et itératives entre 2023 et 2027.

Il sera donc nécessaire de réaliser des revues périodiques (annuellement) pour apprécier les conditions d'exécution, la cohérence d'ensemble des activités menées, le niveau et les chances de progression et d'atteinte des résultats en termes d'institutionnalisation du genre, la validité des hypothèses de base et les chances d'atténuation de l'impact des risques relevés au départ et ceux apparus en cours de mise en œuvre. Des rapports rendant compte de l'exécution de la stratégie genre sont élaborés et utilisés comme support de travail. Pour cela, un système de suivi des progrès devra être mis en place pour apprécier les progrès réalisés. Ce qui suppose, au quotidien, d'accorder une attention particulière à la collecte de données destinées à alimenter l'apprentissage continu sur l'intégration du genre et la réflexion sur la qualité de la mise en œuvre de la stratégie genre.

### **XX.5. Le suivi de la stratégie genre**

Pour la mise en œuvre de la stratégie genre, sur la période allant de 2023 à 2027 et l'exécution des activités programmées annuellement sur la base de PTA, il sera nécessaire de collecter régulièrement les données nécessaires pour apprécier, à temps opportun, le niveau de réalisation de la stratégie. Pour cela, il sera prévu d'utiliser comme

base de référence le rapport d’audit qui sera actualisé d’année en année tenant compte de l’état de prise en compte du genre dans l’ensemble des interventions du projet. Les données et indicateurs disponibles serviront progressivement de base d’évaluation des progrès. En raison de l’option glissante et itérative et les opportunités de prise en compte du genre dans les rapports de performance qui seront produits annuellement pour apprécier le niveau d’exécution budgétaire et les résultats obtenus, le système de suivi de la stratégie genre devra servir de base d’alimentation des éléments d’appréciation du niveau de sensibilité genre du projet.

## **XX.6. L’évaluation de la stratégie genre.**

L’exécution de la stratégie genre étant prévue sur la période 2023 à 2027, deux évaluations sont à réaliser pour apprécier le niveau d’atteinte des résultats attendus. Ainsi, en se fondant sur la situation de référence établi dans le rapport d’audit qui pourrait être complétée selon le cadre de mesure des performances et le système de suivi qui seront mis en place, il est prévu de réaliser une évaluation à mi-parcours en 2025 et une évaluation finale de la stratégie genre en 2027. Les résultats de ces évaluations pourraient servir de base d’alimentation des revues qui seront programmées.

## **XXI. ANNEXES I (OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES)**

### **XXI.1. Guide d’entretien destiné à l’équipe du projet**

#### Niveau de connaissance et de sensibilité genre

1. Pouvez-vous vous présenter (Profil et trajectoire, etc) ?
2. Comment comprenez-vous le genre ? l’équité de genre? l’égalité homme-femme ?
3. Avez-vous suivi des formations sur le genre ?
4. Si oui quand ? où ? Choses retenues ?
5. Est-ce que le PDEC vous fournit des formations et des outils sensibles au genre ? Si oui combien de formations? est-ce que ces formations sont renouvelées?
6. Est-ce que vous disposez des compétences suffisantes pour soutenir l’égalité entre les sexes et l’intégration du genre dans les interventions?
7. L’égalité de genre est-il clairement mentionné dans les attributions des agents du PDEC ?

#### Place du genre dans la stratégie globale du PDEC

1. Le genre est-il intégré dans toutes les étapes du cycle du projet : de l’identification à l’évaluation, en passant par la planification budgétaire ?
2. La stratégie globale du PDEC est-il sensible au genre ? Tient-il compte des Conventions internationales et régionales relatives aux questions d’égalité entre F et H (CEDEF, MAPUTO, Beijing, ...) et des orientations en faveur de l’équité et de l’égalité de genre de la SNEEG 2 et du PSE ?

3. Les notions d'équité et d'égalité H/F sont-elles clairement énoncées dans la mission du PDEC? Quelle place occupe l'égalité entre femme et homme au sein du PDEC?
4. Le PDEC dispose-t-il d'un responsable genre ou personne (s) ressource (s)/genre ? Quelles sont ses différentes missions?
5. Les questions de genre sont-elles abordées dans les discussions (réunions de coordination et autres cadre de discussion) et les décisions sur les priorités au sein du PDEC?
6. Est-ce que l'engagement pour l'égalité de genre constitue un critère de sélection de vos partenaires ? Si oui, est-ce que votre structure leur fournit une formation et des outils sensibles au genre ?
7. Citez quelques initiatives qui prennent en compte les besoins spécifiques des cibles ou qui assurent/permettent la participation du groupe désavantagé à la prise de décision, aux ressources, etc. ?

#### Niveau d'intégration du genre dans le système de suivi et évaluation des projets et programmes

8. Est-ce que le PDEC a des indicateurs spécifiques relatifs au genre ?
9. Les indicateurs sont-ils renseignés effectivement lors des processus de suivi-évaluation ?

#### Niveau d'intégration du genre dans la gestion des ressources humaines

9. Fournir la composition du personnel du PDEC en référence à la fonction/position occupée ?
10. Y a-t-il des stratégies approuvées et mises en œuvre pour recruter ou promouvoir des femmes à des postes de responsabilité au sein du PDEC?
11. Y a-t-il des politiques mises en place pour soutenir le personnel dans la conciliation de leurs responsabilités professionnelles, familiales et sociales ? Si non, quelles propositions ?
12. Y a-t-il un système en place pour combattre la discrimination et le harcèlement sexuel au sein du PDEC et à tous les niveaux de la chaîne de responsabilité ?
13. Dans le processus de mise en œuvre des directives et orientations du projet, ressentez-vous parfois le besoin ou l'intérêt de tenir compte spécifiquement des femmes ?

#### Niveau d'intégration du genre dans la gestion financière

14. Les mécanismes de budgétisation de la PDEC sont-ils sensibles au genre ?
15. Y a-t-il des ressources financières engagées effectivement pour soutenir l'égalité homme-femme au sein du PDEC par le biais d'initiatives telles que la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie genre, la conception d'outils opérationnels d'intégration, la formation du personnel, la réalisation d'études et enquêtes ?
16. Existe-t-il des indicateurs sensibles au genre relatifs au budget du PDEC ?
17. Le Département finance est-il tenu de rendre compte sur les questions de genre ?
18. Existe-t-il des rapports qui documentent les performances en matière de budgétisation sensible au genre ?

#### L'intégration du genre dans le système d'information et de communication du PDEC

19. Comment se font l'information et la communication sur les questions en matière de genre au sein du PDEC ?
20. Veillez-vous à l'équité de genre dans vos messages et supports de communication ? site web, flyers, affiches, etc.
21. Ressentez-vous parfois le besoin ou l'intérêt de tenir compte spécifiquement des femmes, dans vos messages et/ou supports de communication ?

22. Ou encore de valoriser des profils, des expériences féminines ?
23. Y a-t-il des ressources financières engagées effectivement pour soutenir l'égalité homme-femme dans la communication ?
24. Bénéficiez-vous de l'appui de l'expert.e genre pour l'intégration effective du genre dans la communication ?

#### Contraintes et suggestions pour l'intégration du genre

25. Y a-t-il des obstacles réels ou potentiels à l'intégration du genre dans les activités du département?
26. Quelles mesures pour une meilleure intégration du genre dans le PDEC ?
27. Quelles activités privilégier pour une meilleure prise en compte du genre dans le PDEC ?

### **XXI.2. Guide d'entretien destiné à l'équipe du projet**

1. Présentation du partenaire ? Axe d'intervention ? Décrire le partenariat avec le PDEC ?
2. Quel est votre niveau de connaissance par rapport à l'approche genre ? Renforcement de capacité reçus en ce sens ?
3. Les notions d'équité et d'égalité H/F sont-elles clairement énoncées dans votre partenariat avec le PDEC?
4. Les questions de genre sont-elles abordées dans vos cadres de discussions avec le PDEC ?
5. Est-ce que l'engagement pour l'égalité de genre constitue un critère de sélection des partenaires du PDEC?
6. Est-ce que le PDEC vous fournit une formation et des outils sensibles au genre ?
7. Quelles recommandations (en termes d'activités, de stratégies) avez-vous pour une meilleure intégration du genre dans le PDEC ?

### **XXI.3. Guide d'entretien destiné aux OCB**

- Quelle le Nom ou Dénomination de votre organisation ?
- Quelle la date de création de votre organisation ?
- Pouvez-vous nous parler des circonstances dans lesquelles votre organisation a été créée ? Qui ont été les initiateurs.trices ?
- Disposez-vous d'un récépissé ? Votre organisation est –elle déclarée ?
- Si oui, donner le statut ou la forme juridique de votre organisation, si non pourquoi ?
- Qu'est-ce que votre organisation a pu réaliser dans votre localité ?
- Est-ce que la dimension genre est prise en compte dans votre organisation ? Comment ?
- Comment -appréciez-vous la représentativité des femmes dans votre organisation ?
- Est-ce que les femmes sont au cœur ou associées à la prise de décision ?
- Comment appréciez-vous l'engagement ou l'apport des femmes dans l'organisation ?
- Est-ce que vous avez des projets en cours ou des initiatives de projet ? Expliquez-vous !
- Votre organisation connaît -elle PDEC ? Si oui dans quel contexte (partenariat? implication dans ses interventions ?)
- Est-ce qu'il y'a des limites ou contraintes dues à la participation des femmes ?
- Qu'est-ce qui vous manque réellement dans votre organisation ?

## QUESTIONNAIRE\_ AUTORITES\_ ETUDE - EVALUATION - PDEC

Janvier -Février 2023 - ZONES D'INTERVENTION : Ziguinchor, Kolda, Sédhiou

Le but de cet entretien est de collecter des données pour les besoins de la mise en œuvre du Projet de Développement économique de la Casamance PDEC. Nous serions ravis de compter sur votre collaboration afin de recueillir vos réponses, suggestions et commentaires relatifs aux questions posées dans le but d'améliorer les actions et les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du projet PDEC !

### Section 1: IDENTIFICATION

Prénom et Nom de l'Enquêteur.....

Prénom et Nom du Superviseur.....

1. Région

1. ZIGUINCHOR  2. SEDHIOU  3. KOLDA

2. Département

1. Ziguinchor  2. Bignona  3. Oussouye  
 4. Bounkiling  5. Goudomp  6. Vélingara

3. Commune

\_\_\_\_\_

4. Village/Localité

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

5. Prénom et Non

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

6. SEXE

1. Homme  2. Femme

7. AGE

8. Quelle est votre fonction ou Profession

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

9. Téléphone

### Section 2: SITUATION ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

10. Comment classez-vous économiquement votre

localité, Commune ou Village ?

1. Développer 2. Sous développer 3.

10. Quel est votre niveau d'étude, diplôme le plus élevé ?

1. Primaire  2. CFEE  
 3. BFEM  4. BAC  
 5. LICENCE  6. MASTER  
 7. DOCTORAT ou plus  8. N'a pas fait d'étude

11. Si 'AUTRE', précisez votre niveau d'étude:

12. Avez-vous fait une formation professionnelle ?

1. Oui  2. Non

13. Si OUI, quelle formation professionnelle

14. SI OUI, qu'avez-vous obtenu à la fin de la formation ?

1. Attestaion  
 2. Certificat  
 3. Diplôme  
 4. AUTRE à préciser .....

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

15. Si 'Non', précisez pourquoi?



20. Quelles sont les activités économiques les plus développées dans votre localité ?

- 1. Agriculture
- 2. marachage
- 3. Elevage
- 4. Embauche bauvine-ovine
- 5. aviculture
- 6. pisciculture
- 7. Pêche
- 8. Aquaculture
- 9. Tourisme
- 10. Artisanat
- 11. Commerce
- 12. AUTRE à préciser

Ordonnez 4 réponses.

21. Quelles sont les difficultés liées à l'exerce de ces activités économiques ?

- 1. Manque de moyens
- 2. Absence de financement
- 3. Manque de compétences-Formation
- 4. Difficelés avec les autorités administratives ou locales
- 5. Rareté des ressources
- 6. AUTRE à préciser

Ordonnez 4 réponses.

22. Quelles sont les besoins réels de votre localité pour développer les activités économiques ?  
Par ordre de priorité !

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

### Section 3: FEMMES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

23. Les femmes sont-elles actives dans les activités économiques de votre localité ?

- 1. Pas actives
- 2. Moyen.activ
- 3. Actives
- 4. Très actives

24. Expliquez votre réponse !

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

25. Selon vous, qu'est-ce que les femmes ont plus besoin pour développer leurs activités ? Par ordre de priorité !

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

26. Comment appréciez-vous le degré d'implication des femmes dans les instances de décision de votre localité (Discussion, Activités de Développement local, Attribution des terres, ... ?

- 1. Très impliquées
- 2. Moyen.Impliquées

28. Si OUI Comment ? Si NON, Pourquoi?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

29. Citez les éléments bloquant ou empêchant l'émancipation des femmes de votre localité ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

30. Comment doit-on faire pour améliorer la situation et responsabiliser les femmes ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

---

3. Peu impliquées  
impliquées

4. Pas du tout

Expliquez votre réponse !

---

27. Selon vous, est-ce que les femmes ont réellement leur place dans votre localité ?

1. OUI  2. NON

---

---

31. Que pensez-vous de la question de l'autonomisation des femmes ?

---

---

---

---

## Section 4: POLITIQUE EMPLOI ET FORMATION

32. Avez-vous une politique d'emploi, de formation, ou d'insertion pour votre localité ?

1. Oui  2. Non

33. Si Oui, citez la ou les politiques !

34. Et si OUI, qui sont les bénéficiaires de cette politique emploi ou Formation?

1. Hommes                      2. Femmes  
3. Jeunes                      4. Handicapés  
5. Migrants de retour      6. AUTRE, à préciser

Ordonnez 6 réponses.

Combien estimez -vous le budget global de la politique Emploi Formation pour votre localité

35. Combien estimez -vous le budget global de la politique Emploi Formation pour votre localité

- 1   2   3   4

36. Quelle est la part du Budget destinée aux femmes

- 

37. Quelle est la part du Budget destinée aux jeunes

- 

Moins de 10 millions (1), Entre 11 et 30 millions (2), Entre 31 et 50 millions (3), Plus de 50 millions (4).

38. Comment analysez-vous la répartition de ce budget ?

39. Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des jeunes dans votre localité ?

1. Beaucoup d'emplois  2. Moyen. Emplois  
 3. Peu d'emplois  4. Pas d'emploi

40. Expliquez votre réponse !

41. Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des femmes

- dans votre localité ?   
 1. Beaucoup d'emplois  2. Moyen  
 3. Peu d'emplois  4. Pas d'emploi

42. Expliquez votre réponse !

## Section 5: DIFFICULTES EMPLOI ET FORMATION

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum)

43. Quelles sont les difficultés liées à l'emploi des femmes dans votre localité ?

1. Manque de formation -Compétences  
 2. Manque de financement  
 3. Manque de volonté ou d'engagement  
 4. Manque d'entreprises qui recrutent  
 5. Manque de sensibilisation locale  
 6. Autres difficultés à préciser...

44. Selon vous, quelles sont les difficultés liées à l'emploi des jeunes dans votre localité ?

1. Manque de formation -Compétences
2. Manque de financement

3. Manque de volonté ou d'engagement
4. Manque d'entreprises qui recrutent
5. Manque de sensibilisation locale
6. Autres difficultés à préciser...

Ordonnez 4 réponses.

---

45. Que pourrait-on faire pour améliorer l'accès à l'emploi et aux financements ?

- 1. Formation en Technique de recherche d'emploi
- 2. Formation en Entrepreneuriat
- 3. Faciliter l'octroi de crédits
- 4. Formation professionnelle
- 5. Faciliter l'accès à la terre
- 6. Faciliter l'accès aux ressources locales
- 7. Autres à préciser....

Vous pouvez cocher plusieurs cases (5 au maximum).

46. Comment analysez-vous la situation des personnes vulnérables dans votre localité ? (Handicapés, migrants rapatriés, femmes diminuées,...)

- 1. Beaucoup de difficultés
- 2. Moyen.Difficultés
- 3. Peu de difficultés
- 4. Pas de difficulté

47. Selon vous, Quels sont les besoins de ces personnes vulnérables ?

---

---

---

---

---

---

---

---

49. Si OUI, Expliquez ! Quelle est la cause de ces déplacements ? Combien de personnes sont concernées

---

---

---

---

---

50. Quelles sont les grandes difficultés auxquelles votre localité fait face en ce moment ? Par ordre de grandeur !

---

---

---

---

---

---

---

---

51. Selon vous, quelles actions pourraient constituer des solutions durables ? Par ordre de priorité !

---

---

---

---

---

---

---

---

48. Est-ce que votre localité fait partie des villages déplacés ou des réfugiés ?

- 1. OUI
- 2. NON

## Section 6: OBSERVATIONS / COMMENTAIRES

Remerciez l'autorité et permettez-lui de faire des observations ou des commentaires sur l'étude.

52. OBSERVATIONS DE L'AUTORITE

---

---

---

---

---

---

---

---

53. OBSERVATIONS DE L'ENQUETEUR

---

---

---

---

---

---

---

---

# QUESTIONNAIRE 2\_INDIVIDUEL\_ ETUDE - EVALUATION - PDEC

Janvier -Février 2023 - ZONES D'INTERVENTION : Ziguinchor, Kolda, Sédhiou

Le but de cet entretien est de collecter des données pour les besoins de la mise en œuvre du Projet de développement économique de la Casamance PDEC. Nous serions ravis de compter sur votre collaboration afin de recueillir vos réponses, suggestions et commentaires relatifs aux questions posées dans le but d'améliorer les actions et les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du projet PDEC !

## Section 1: IDENTIFICATION

Prénom et Nom de l'Enquêteur..... Prénom et Nom du  
Superviseur.....

1. Région

1.  2.  3. KOLDA

2. Département

1. Ziguinchor  2. Bignona  3. Oussouye  
 4. Bounkiling  5. Goudomp  6. Vélingara

3.  
Commune

élévé ?

4.  
Village/Localité

5. Prénom et  
Non

6. SEXE

1. Homme  2. Femme

## Section 2: SITUATION ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

12. Comment classez-vous économiquement votre  
localité, Commune ou Village ?

1. Développer  2. Sous développé  3. Pauvre  
 4. Très pauvre

13. Expliquez votre réponse !

14. Quelles sont les secteurs porteurs dans votre localité,  
par le Genre PDEC 2023

5. Artisanat 6. Commerce

7. AGE

8. Quelle est votre fonction ou Profession

9. Téléphone

10. Quel est votre niveau d'étude, diplôme le plus

1. Primaire  2. CFEE  
 3. BFEM  4. BAC  
 5. LICENCE  6. MASTER  
 7. DOCTORAT ou plus  8. N'a pas fait d'étude  
 9. AUTRE

11. Si 'AUTRE', précisez votre niveau  
d'étude:

15. Expliquez vos réponses !

ordre d'importance ?

1. Agriculture 2. Elevage 3. Pêche 4. Tourisme

Ordonnez 4 réponses.

Ordonnez 4 réponses.

17. Quelles sont les difficultés liées à l'exercice de ces activités économiques ?

1. Manque de moyens
2. Absence de financement
3. Manque de compétences-Formation
4. Difficultés avec les autorités administratives ou locales
5. Rareté des ressources
6. AUTRE à préciser

Ordonnez 4 réponses.

### Section 3:FEMMES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

19. Les femmes sont-elles actives dans les activités économiques de votre localité ?

1. Pas actives    2. Moyen.activ    3. Actives  
 4. Très actives

20. Expliquez votre réponse !

---

---

---

---

---

---

21. Selon vous, qu'est-ce que les femmes ont plus besoin pour développer leurs activités ? Par ordre de priorité !

---

---

---

---

---

---

22. Comment appréciez-vous le degré d'implication des femmes dans les instances de décision de votre localité (Discussion, Activités de Développement local, des terres, ... ?

1. Très impliquées    2. Moyen.Impliquées  
 3. Peu impliquées    4. Pas du tout impliquées

Expliquez votre réponse !

23. Selon vous, est-ce que les femmes ont réellement leur place dans votre localité ?

1. OUI    2. NON

24. Si OUI Comment ? Si NON, Pourquoi?

---

---

---

---

---

---

18. Quelles sont les besoins réels de votre localité pour développer les activités économiques ?  
Par ordre de priorité !

---

---

---

---

---

---

25. Citez les éléments bloquant ou empêchant l'émancipation des femmes de votre localité ?

---

---

---

---

---

---

26. Comment doit-on faire pour améliorer la situation et responsabiliser les femmes ?

---

---

---

---

---

---

27. Que pensez-vous de la question de l'autonomisation des femmes ?

---

---

---

---

---

---

#### Section 4: POLITIQUE EMPLOI ET FORMATION

---

28. Avez-vous une politique d'emploi, de formation, ou d'insertion pour votre localité ?

1. Oui  2. Non
-

29. Si Oui, citez la ou les politiques !

30. Avez-vous fait une formation professionnelle ?

1. Oui  2. Non

31. Si OUI, précisez la formation !

32. Précisez ce que vous avez obtenu à la fin de la formation!

1. Attestation  2. Certificat  3. Diplôme  
 4. AUTRE

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

33. Si 'Non' pas de formation, précisez pourquoi?

34. Citez les formations que vous aimeriez faire et qui sont utiles pour votre localité (max 4) ?

35. Avez-vous un projet ou une idée de projet bien maîtrisée pour travailler ?

1. Oui  2. Non

36. Si OUI, dans quel domaine?

1. Agriculture	2. Elevage
3. Aviculture	4. Pêche
5. Tourisme	6. Commerce
7. Marchage ovine	8. Embauche baouvine-ovine
9. Pisciculture	10. Aquaculture
11. Artisanat	12. AUTRE à préciser.....

Ordonnez 3 réponses.

37. Si NON, pourquoi?

38. Préférez-vous un emploi salarié ou auto-emploi (Entrepreneuriat)?

1. Emploi salarié  2. Auto-emploi (Entrepreneuriat)

39. Expliquez votre réponse !

40. Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des femmes dans votre localité ?

1. Beaucoup d'emplois  2. Moyen Emplois  
 3. Peu d'emplois  4. Pas d'emploi

41. Expliquez votre réponse !

42. Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des jeunes dans votre localité ?

1. Beaucoup d'emplois  2. Moyen Emplois  
 3. Peu d'emplois  4. Pas d'emploi

43. Expliquez votre réponse !

44. Que pourrait-on faire pour améliorer l'accès à l'emploi et aux financements ?

1. Formation en Technique de recherche d'emploi  
 2. Formation en Entrepreneuriat  
 3. Faciliter l'octroi de crédits  
 4. Formation professionnelle  
 5. Faciliter l'accès à la terre  
 6. Faciliter l'accès aux ressources locales  
 7. Autres à préciser....

Vous pouvez cocher plusieurs cases (5 au maximum).

## Section 5: DIFFICULTES EMPLOI ET FORMATION

45. Quelles sont les difficultés liées à l'emploi des femmes dans votre localité ?

- 1. Manque de formation -Compétences
- 2. Manque de financement
- 3. Manque de volonté ou d'engagement
- 4. Manque d'entreprises qui recrutent
- 5. Manque de sensibilisation locale
- 6. Autres difficultés à préciser...

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

46. Selon vous, quelles sont les difficultés liées à l'emploi des jeunes dans votre localité ?

- 1. Manque de formation -Compétences
- 2. Manque de financement
- 3. Manque de volonté ou d'engagement
- 4. Manque d'entreprises qui recrutent
- 5. Manque de sensibilisation locale
- 6. Autres difficultés à préciser...

Ordonnez 4 réponses.

47. Comment analysez-vous la situation des personnes vulnérables dans votre localité ? (Handicapés, migrants rapatriés, femmes diminués,...)

- 

- 1. Beaucoup de difficultés
- 2. Moyen.Difficultés
- 3. Peu de difficultés
- 4. Pas de difficulté

48. Selon vous, Quels sont les besoins de ces personnes vulnérables ?

49. Est-ce que votre localité fait partie des villages déplacés ou des réfugiés ?

1. OUI  2. NON

50. Si OUI, Expliquez ! Quelle est la cause de ces déplacements ? Combien de personnes sont concernées

51. Quelles sont les grandes difficultés auxquelles votre localité fait face en ce moment ? Par ordre de grandeur !

52. Selon vous, quelles actions pourraient constituer des solutions durables ? Par ordre de priorité !

## Section 6: OBSERVATIONS / COMMENTAIRES

Remerciez la personne et permettez lui de faire des observations ou des commentaires sur l'étude.

53. OBSERVATIONS DE L'AUTORITE

---

---

---

---

---

---

---

54. OBSERVATIONS DE L'ENQUETEUR

---

---

---

---

---

---

---

# QUESTIONNAIRE\_COLLECTIF \_ ETUDE- EVALUATION- PDEC

Janvier -Février 2023 - ZONES D'INTERVENTION : Ziguinchor, Kolda, Sédhiou

Le but de cet entretien est de collecter des données pour les besoins de la mise en œuvre du Projet de développement économique de la Casamance PDEC. Nous serions ravis de compter sur votre collaboration afin de recueillir vos réponses, suggestions et commentaires relatifs aux questions posées dans le but d'améliorer les actions et les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du projet PDEC !

## Section 1: IDENTIFICATION

Prénom et Nom de l'Enquêteur.....

Prénom et Nom du Superviseur.....

1. Région

1. ZIGUINCHOR  2. SEDHIOU  3. KOLDA

2. Département

1. Ziguinchor  2. Bignona  3. Oussouye  
 4. Bounkiling  5. Goudomp  6. Vélingara

3. Commune

4. Village/Localité

5. Combien de Femmes participent au Focus group?

La réponse doit être comprise entre 4 et 6.

6. Combien d'Hommes participent au Focus group?

La réponse doit être comprise entre 4 et 6.

7. Donnez les tranches d'âge ?

1. Moins de 18 ans  2. De 18 à 35 ans  
 3. Plus de 35 ans

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

8. Prénom et du Responsable du groupe

9. SEXE

1. Homme  2. Femme

10. AGE

11. Quelle est votre fonction ou Profession

12. Téléphone

13. Quels sont les niveaux d'étude des personnes qui participent au focus group ?

1. Primaire  2. CFEE  
 3. BFEM  4. BAC  
 5. LICENCE  6. MASTER  
 7. DOCTORAT ou plus  8. N'a pas fait d'étude  
 9. AUTRE

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

14. Si 'AUTRE', précisez le niveau d'étude concerné !

## Section 2: SITUATION ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

Comment classez-vous économiquement votre localité?



Quelles sont les secteurs porteurs dans votre localité, par ordre d'importance ? Inscrivez le nombre de personnes pour chaque réponse !

20. Agriculture

21. Élevage

22. Pêche

23. Artisanat

24. Tourisme

25. Commerce

26. Autre secteur à préciser..

27. Si AUTRE secteur, précisez !

---

---

---

---

Précisez le ou les autres secteurs porteurs !

28. Expliquez vos réponses !

---

---

---

---

---

---

Quelles sont les activités économiques les plus développées dans votre localité? Inscrivez le nombre de personnes pour chaque réponse!

29. Agriculture

30. Marachage

31. Elevage

32. Embauche bovine-ovine

33. Aviculture

34. Pisciculture

35. Pêche

36. Aquaculture

37. Tourisme

Quelles sont les difficultés liées à l'exercice de ces activités économiques ? Inscrivez le nombre de personnes pour chaque réponse!

41. Manque de moyens

42. Absence de financement

43. Manque de compétences-Formation

44. Difficultés avec les autorités administratives ou locales

45. Rareté des ressources

46. AUTRE à préciser.....

47. Quelles sont les besoins réels de votre localité pour développer les activités économiques ? Par ordre de priorité

38. Artisanat1

39. Commercel

40. AUTRE à préciser .....

### Section 3:FEMMES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE VOTRE LOCALITE

Selon vous, les femmes sont-elles actives dans les activités économiques de votre localité ? inscrire le nombre de personnes pour chaque réponse !

48. Très actives

49. Actives

50. Peu actives

51. Pas actives

52. Expliquez votre réponse !

---

---

---

---

---

Comment appréciez-vous le degré d'implication des femmes dans votre localité? (Discussion, Activités de Développement local, Attribution des terres, ... ?  
Inscrire le nombre de personnes pour chaque réponse !

53. Très impliquées

54. Moyen.Impliquées

55. Peu impliquées

56. Pas du tout impliquées

57. Expliquez vos réponses !

---

---

---

---

---

---

58. Selon vous, qu'est-ce que les femmes ont plus besoin pour développer leurs activités ? Par ordre de priorité !

---

---

---

---

---

Selon vous, est-ce que les femmes ont réellement leur place dans votre localité ? Mettre le nombre pour chaque réponse !

59. Oui\_PlaceFemme

60. Non\_PlaceFemme

61. Si OUI Comment ? Si NON, Pourquoi?

---

---

---

---

---

---

62. Citez les éléments bloquant ou empêchant l'émancipation des femmes de votre localité ?€

---

---

---

---

---

---

63. Comment doit-on faire pour améliorer la situation et responsabiliser les femmes ?

---

---

---

---

---

---

64. Que pensez-vous de la question de l'autonomisation des femmes ?

---

---

---

---

---

### Section 4: POLITIQUE EMPLOI ET FORMATION

65. Avez-vous une politique d'emploi, de formation, ou d'insertion pour votre localité ?

1. Oui  2. Non  3. Ne sait pas

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

66. Si Oui, citez la ou les politiques !

Avez-vous fait une formation professionnelle ?  
Mettre le nombre de personnes pour chaque réponse !

67. OUI\_Formation

68. NON\_Formation

69. Si OUI, précisez la formation !

---

---

---

---

---

La question n'est pertinente que si 1 <= Oui\_Formation < 7

70. Précisez ce que vous avez obtenu à la fin de la formation!

1. Attestation  2. Certificat  3. Diplôme  
 4. AUTRE

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

71. Si 'Non' pas fait de formation, précisez pourquoi?

---

---

---

---

---

72. Citez les formations que vous aimeriez faire et qui sont utiles pour votre localité (max 4) ?

---

---

---

---

---

Avez-vous un projet ou idée de projet bien maîtrisé pour travailler?

73. Oui\_Projet

74. Non\_Projet

75. Si OUI, dans quel(s) domaine(s)?

1. Agriculture  
 2. Elevage  
 3. Aviculture  
 4. Pêche  
 5. Tourisme  
 6. Commerce  
 7. Marachage  
 8. Embauche bovine-ovine  
 9. Pisciculture  
 10. Aquaculture  
 11. Artisanat  
 12. AUTRE à préciser.....

Vous pouvez cocher plusieurs cases (6 au maximum).

La question n'est pertinente que si 0 <= Oui\_Projet < 7

79. Expliquez vos réponses !

---

---

---

---

---

Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des femmes dans votre localité ? Inscrivez le nombre de personnes pour chaque réponse !

80. Beaucoup   
d'emplois\_Femmes

81.   
Moyen.Emploi\_Femmes

82. Peu   
d'emplois\_Femmes

83. Pas   
d'emploi\_Femmes

84. Expliquez vos réponses !

---

---

---

---

---

76. Si NON, pourquoi vous n'avez pas de projet ou idée de projet maîtrisée?

-

Comment appréciez-vous le niveau de l'emploi des jeunes dans votre localité ? Inscrivez le nombre de personnes pour chaque réponse !

85. Beaucoup d'emplois\_Jeunes

86. Moyen.Emplois\_Jeunes

87. Peu d'emplois\_Jeunes

88. Pas d'emplois\_Jeunes

89. Expliquez vos réponses !

---

---

Préférez-vous un emploi salarié ou auto-emploi (Entrepreneuriat)? Inscrivez le nombre pour chaque réponse !

77. Emploi salarié

78. Auto-Emploi(Entrepreneuriat)

90. Que pourrait-on faire pour améliorer l'accès à l'emploi et aux financements ?

1. Formation en Technique de recherche d'emploi

2. Formation en Entrepreneuriat

3. Faciliter l'octroi de crédits

4. Formation professionnelle

5. Faciliter l'accès à la terre

6. Faciliter l'accès aux ressources locales

7. Autres à préciser....

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Section 5: DIFFICULTES EMPLOI ET FORMATION

91. Quelles sont les difficultés liées à l'emploi des femmes dans votre localité ?

- 1. Manque de formation -Compétences
- 2. Manque de financement
- 3. Manque de volonté ou d'engagement
- 4. Manque d'entreprises qui recrutent
- 5. Manque de sensibilisation locale
- 6. Autres difficultés à préciser...

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

92. Selon vous, quelles sont les difficultés liées à l'emploi des jeunes dans votre localité ?

- 1. Manque de formation -Compétences
- 2. Manque de financement
- 3. Manque de volonté ou d'engagement
- 4. Manque d'entreprises qui recrutent
- 5. Manque de sensibilisation locale
- 6. Autres difficultés à préciser...

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

93. Comment analysez-vous la situation des personnes vulnérables dans votre localité ? (Handicapés, migrants rapatriés, femmes diminués,...)

- 1. Beaucoup de difficultés  2. Moyen.Difficultés
- 3. Peu de difficultés  4. Pas de difficulté

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

94. Selon vous, Quels sont les besoins de ces personnes vulnérables ?

95. Est-ce que votre localité fait partie des villages déplacés ou des réfugiés ?

1. OUI  2. NON

96. Si OUI, Expliquez ! Quelle est la cause de ces déplacements ? Combien de personnes sont concernées

---

---

---

---

---

---

97. Quelles sont les grandes difficultés auxquelles votre localité fait face en ce moment ? Par ordre de grandeur !

---

---

---

---

---

---

98. Selon vous, quelles actions pourraient constituer des solutions durables ? Par ordre de priorité !

---

---

---

---

---

---

## Section 6: OBSERVATIONS /COMMENTAIRES

Vous pouvez faire vos observations ou commentaires !

### 99. OBSERVATIONS /COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

---

---

---

---

---

---

---

---

---

100. OBSERVATIONS DE L'ENQUETEUR

---

---

---

---

---

---

---

**XXI.5. Exemple de Données relatives aux activités économiques selon le sexe dans les communes d'intervention**

Activité économiques selon le Sexe	Entretien Collectif	Femme	Homme	TOTAL
Agriculture	24,4%	36,6%	39,0%	100%
Agriculture Commerce	34,3%	22,9%	42,9%	100%
Agriculture Commerce Élevage	44,0%	24,0%	32,0%	100%
Agriculture Commerce Élevage Artisanat	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Commerce Élevage AUTRE secteur	14,3%	14,3%	71,4%	100%
Agriculture Commerce Élevage Pêche	35,7%	21,4%	42,9%	100%
Agriculture Commerce Élevage Tourisme	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Commerce AUTRE secteur	31,8%	31,8%	36,4%	100%
Agriculture Commerce AUTRE secteur Élevage	50,0%	50,0%	0,0%	100%
Agriculture Commerce Pêche	16,7%	16,7%	66,7%	100%
Agriculture Commerce Pêche Élevage	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Agriculture Commerce Pêche AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage	28,9%	24,4%	46,7%	100%
Agriculture Élevage Commerce	32,4%	34,2%	33,3%	100%
Agriculture Élevage Commerce Artisanat	75,0%	12,5%	12,5%	100%
Agriculture Élevage Commerce AUTRE secteur	33,3%	27,8%	38,9%	100%
Agriculture Élevage Commerce Pêche	42,9%	21,4%	35,7%	100%
Agriculture Élevage Commerce Pêche AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage Commerce Tourisme	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Élevage Artisanat Commerce	25,0%	25,0%	50,0%	100%
Agriculture Élevage AUTRE secteur	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Agriculture Élevage AUTRE secteur Commerce	0,0%	33,3%	66,7%	100%
Agriculture Élevage Pêche	37,0%	7,4%	55,6%	100%
Agriculture Élevage Pêche Commerce	38,5%	23,1%	38,5%	100%
Agriculture Élevage Pêche Commerce Artisanat	0,0%	0,0%	100%	100%

Agriculture Élevage Pêche Commerce AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage Pêche Artisanat	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Élevage Pêche AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage Pêche Tourisme	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage Pêche Tourisme Commerce	50,0%	0,0%	50,0%	100%
Agriculture Élevage Pêche Tourisme Artisanat Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Élevage Tourisme Commerce Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Artisanat	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Artisanat Élevage Commerce	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur	23,5%	23,5%	52,9%	100%
Agriculture AUTRE secteur Commerce	80,0%	20,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Commerce Élevage	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture AUTRE secteur Commerce Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Élevage	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Élevage Commerce	50,0%	50,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Élevage Pêche	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture AUTRE secteur Pêche	50,0%	50,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Pêche Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture AUTRE secteur Pêche Élevage	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture AUTRE secteur Tourisme Élevage Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Pêche	25,0%	21,9%	53,1%	100%
Agriculture Pêche Commerce	0,0%	36,4%	63,6%	100%
Agriculture Pêche Commerce Élevage	42,9%	0,0%	57,1%	100%
Agriculture Pêche Commerce AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Agriculture Pêche Commerce AUTRE secteur Tourisme	0,0%	100%	0,0%	100%
Agriculture Pêche Élevage	44,4%	11,1%	44,4%	100%
Agriculture Pêche Élevage Commerce	50,0%	0,0%	50,0%	100%
Agriculture Pêche Artisanat	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Pêche Tourisme	0,0%	0,0%	100%	100%

Agriculture Pêche Tourisme Commerce	100%	0,0%	0,0%	100%
Agriculture Tourisme Pêche Élevage	0,0%	0,0%	100%	100%
Artisanat Agriculture Élevage Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
AUTRE secteur Commerce Élevage	100%	0,0%	0,0%	100%
AUTRE secteur Commerce Élevage Agriculture	0,0%	100%	0,0%	100%
AUTRE secteur Élevage Commerce Agriculture	0,0%	0,0%	100%	100%
AUTRE secteur Élevage Agriculture	0,0%	0,0%	100%	100%
Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
Commerce Élevage	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Élevage Agriculture	50,0%	50,0%	0,0%	100%
Commerce Élevage Agriculture AUTRE secteur	0,0%	66,7%	33,3%	100%
Commerce Élevage Agriculture Pêche	0,0%	0,0%	100%	100%
Commerce Élevage Artisanat Agriculture	0,0%	0,0%	100%	100%
Commerce Élevage Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Agriculture	40,0%	20,0%	40,0%	100%
Commerce Agriculture Élevage	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Commerce Agriculture Élevage Artisanat	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Agriculture Élevage AUTRE secteur	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Agriculture Élevage Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Agriculture AUTRE secteur	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Agriculture AUTRE secteur Élevage	0,0%	100%	0,0%	100%
Commerce Agriculture Pêche	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Artisanat Agriculture Élevage	0,0%	0,0%	100%	100%
Commerce AUTRE secteur Agriculture	0,0%	100%	0,0%	100%
Commerce AUTRE secteur Agriculture Élevage	100%	0,0%	0,0%	100%
Commerce Pêche Agriculture Élevage	0,0%	100%	0,0%	100%
Élevage Commerce	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Élevage Commerce Agriculture	25,0%	50,0%	25,0%	100%
Élevage Commerce AUTRE secteur Agriculture	0,0%	100%	0,0%	100%

Élevage Agriculture	100%	0,0%	0,0%	100%
Élevage Agriculture Commerce	28,6%	42,9%	28,6%	100%
Élevage Agriculture Commerce AUTRE secteur	0,0%	0,0%	100%	100%
Élevage Agriculture Commerce Pêche	0,0%	0,0%	100%	100%
Élevage Agriculture AUTRE secteur Commerce	50,0%	0,0%	50,0%	100%
Élevage Agriculture Pêche	0,0%	0,0%	100%	100%
Pêche	0,0%	50,0%	50,0%	100%
Pêche Commerce Agriculture Élevage	0,0%	66,7%	33,3%	100%
Pêche Agriculture	50,0%	0,0%	50,0%	100%
Pêche Agriculture Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
Pêche Agriculture Commerce Élevage	100%	0,0%	0,0%	100%
Pêche Agriculture Élevage Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
Pêche Agriculture Élevage Tourisme	0,0%	0,0%	100%	100%
Pêche AUTRE secteur Agriculture Élevage Commerce	0,0%	0,0%	100%	100%
TOTAL	31,9%	25,5%	42,6%	100%

## XXII. Annexes II : Procès-verbaux des principales consultations avec les parties prenantes

### XXII.1. Base de données relative à la collecte (questionnaires individuels et collectifs)



Base de données-questionnaire

### XXII.2. Echantillon d'entretiens qualitatifs



Echantillon-entretiens qualitatifs.rar